

8501
1007

Distribution limitée

8380.3951

ED-83/WS/20

Février 1983

ANALPHABETISME ET PAUVRETE
DANS
LES PAYS INDUSTRIALISES

Etude réalisée par le Mouvement international
ATD Quart Monde, avec la contribution financi-
ère de l'Unesco.

N.B. Les opinions exprimées dans ce document, le choix, la présentation
des faits et leur interprétation n'engagent que les auteurs et
n'expriment pas nécessairement les vues de l'Unesco.

(ED-83/WS/20)

P R E F A C E

Au cours de cette étude nous avons voulu essayer de retransmettre ce que les personnes les plus défavorisées touchées par l'analphabétisme (1) dans les pays industrialisés, et que nous avons rencontrées, nous ont appris depuis 25 ans.

Nous reviendrons souvent, et en particulier dans le premier chapitre de ce document, sur les paroles et sur les témoignages que ces personnes ont accepté de nous confier.

Nous avons voulu aussi mettre en avant le lien qui existait pour elles et pour leurs familles entre l'analphabétisme et la pauvreté et nous avons, de ce fait, moins insisté sur des aspects de l'analphabétisme tels que l'analphabétisme de retour ou l'analphabétisme technologique qui mériteraient des analyses plus approfondies. De même, le problème spécifique de l'analphabétisme qui affecte les travailleurs migrants et leurs familles est à peine évoqué car il doit faire l'objet d'une étude distincte.

Nous voudrions également préciser que certains pays industrialisés ne sont pas ou sont peu évoqués dans cette étude, le plus souvent parce que les documents dont nous avons pu disposer pour la réaliser ne donnaient pas ou donnaient peu de renseignements à leur sujet.

Nous souhaiterions enfin qu'à la lecture de cette étude des personnes acceptent de s'engager et de prendre position pour que tous les hommes et toutes les femmes et en particulier les plus défavorisés d'entre eux puissent apprendre à lire, à écrire et à compter et pour que tous puissent avoir un métier.

= = = = =

(1) Au cours de cette étude, nous utiliserons le plus souvent le mot illettrisme à la place du mot analphabétisme parce que les personnes de langue française qui ont du mal à maîtriser la lecture et l'écriture, que nous avons rencontrées et qui nous ont permis de rédiger cette étude préfèrent souvent employer ce premier mot lorsqu'elles parlent de leurs difficultés.

*Mouvement International
ATD Quart Monde
F 95480 Pierrelaye*

SOMMAIRE

	Pages
Introduction	
L'ILLETTRISME, UN PROBLEME POUR DES EXPERTS OU UNE CONDITION VECUE PAR DES HOMMES ?	1
I. CE QUE VEUT DIRE VIVRE L'ILLETTRISME DANS UN PAYS DEVELOPPE	
- Comprendre la vie des victimes de l'illettrisme	4
- Relations avec le monde extérieur	5
- Vision et compréhension de soi-même	13
II. DEFINITIONS	
- Définition de l'Unesco	19
- Approche par la durée de la scolarité	22
- L'approche dite fonctionnelle	26
- Approche globale de l'illettrisme comme situation de vie	28
III. LES CHIFFRES ET LEUR HISTOIRE	
- Chiffrer l'illettrisme, une entreprise pleine d'embûches...	30
- Estimations de l'Unesco	37
- Le rôle des simples citoyens: un peu d'histoire de la CEE	42
- Le monde industrialisé en dehors de la CEE: quelques explorations émergent	52
IV. ILLETTRISME ET PAUVRETE	
- Les illettrés, des pauvres ?	57

	- Retour à la pauvreté par des chemins détournés	59
	- L'instruction, instruction d'un milieu	63
	- Les illettrés, qui sont-ils, que font-ils ?	68
V.	LES FAMILLES LES PLUS DEFAVORISEES FACE A L'INSTRUCTION	
	- Les enfants et l'instruction	78
	- Misère et bas niveau d'instruction: l'histoire d'une opinion publique qui perd la mémoire	89
	- Les adultes et l'instruction	94
VI.	QUELQUES ECLAIRAGES APPORTES PAR LES ACTIONS	
	- Quel regard poser sur les actions entreprises	104
	- La portée de ces actions: un exemple américain	107
	- L'apprentissage de la lecture, un projet de changement de vie: des exemples de Belgique et du Canada	111
	- L'apprentissage de la lecture, la rencontre d'un milieu pauvre et du monde environnant: l'exemple britannique	118
	- Instruction et sécurité de l'emploi	120
VII.	LES CONDITIONS INTERNATIONALES FAVORISANT DES MESURES ADEQUATES DANS LES PAYS DEVELOPPES	
	- Paix et participation, demandes explicites de ceux qui attendent de s'instruire	123
	- L'Unesco face à l'illettrisme dans les pays développés: assumer un rôle de porte parole permanent	125
VIII.	LES GOUVERNEMENTS FACE AUX ILLETTRES : INVESTIR LE TERRAIN	128

CONCLUSION	132
ANNEXES	
- Estimations de l'analphabétisme dans quelques pays développés	133
- Bibliographie	134

L'ILLETTRISME, UN PROBLEME POUR DES EXPERTS OU UNE CONDITION VECUE PAR DES HOMMES ?

Dans le texte de l'allocution qu'il a prononcée le 8 septembre 1982 à l'occasion de la 16e Journée internationale de l'alphabétisation, Mr Amadou-Mahtar M'BOW, Directeur général de l'Unesco, rappelait que "la maîtrise de l'écrit apparaissait (...) comme l'une des clés principales de la conduite du progrès au sein de chaque nation en même temps que la condition, pour chaque individu, de la défense efficace de ses droits civiques et privés, de sa participation créatrice à la vie nationale, de son accomplissement personnel sur les plans culturel, social et professionnel."

Mr M'BOW précisait également dans ce texte que "l'analphabétisme ne s'arrêtait pas aux frontières du Tiers-Monde (mais qu') il affectait aussi les pays industrialisés, y compris ceux qui jouissaient d'un haut niveau de prospérité matérielle" et le Directeur général de l'Unesco ajoutait que "dans les pays hautement industrialisés où l'imprimé a investi les moindres aspects de l'activité sociale et de la vie quotidienne, les difficultés éprouvées par (les personnes touchées par l'analphabétisme) à s'instruire, à s'exprimer, à trouver du travail -et plus généralement à vivre harmonieusement au milieu de leurs semblables- apparaissaient comme étant particulièrement graves."

Sans que l'on puisse oublier la situation des personnes ne maîtrisent pas la lecture et l'écriture dans les pays en développement, nous voudrions attirer l'attention à travers cette étude sur les personnes -et en particulier sur les plus défavorisées d'entre elles- qui, dans les pays développés, sont victimes de la situation d'analphabétisme évoquée par Mr M'BOW dans son allocution du 8 septembre 1982. Nous avons choisi de placer au premier plan la vie de ces personnes car nous savons par expérience que les plus défavorisés parmi les illettrés ne peuvent pas bénéficier des actions d'alphabétisation qui sont ou seront menées dans les pays développés si la réalité d'ensemble de leur vie quotidienne ne se trouve pas au centre de ces actions.

En disant cela nous pensons en particulier aux programmes de déve-

loppement qui ont été menés dans les années 50 et 60 par des organismes internationaux et bilatéraux et qui n'ont pas forcément eu l'impact souhaité parce qu'ils ne s'étaient pas préoccupés suffisamment des individus censés bénéficier de ces actions. L'hypothèse générale était alors que d'agir dans certains domaines d'activité revenait nécessairement à servir les hommes et même tous les hommes. Nous savons aujourd'hui que cette hypothèse n'est pas vraie. En ne plaçant pas les hommes dans toute la réalité de leur vie quotidienne au centre des actions entreprises, les organisations internationales et bilatérales ne peuvent pas répondre aux espoirs des personnes auxquelles leurs actions sont censées s'adresser et surtout aux espoirs des plus défavorisées d'entre elles. Certaines de ces organisations

ont pris conscience de cela et ont replacé les hommes en tant que tels au centre de leur action. Mr M'BOW le rappelait en octobre 1982 lorsqu'il déclarait à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de la conférence organisée par le conseil international d'éducation des adultes que le processus de développement apparaissait de plus en plus comme "un projet qui soit être fondamentalement centré sur l'homme". Beaucoup de chemin reste à parcourir pour que cette affirmation soit partagée par tous et surtout pour qu'elle puisse être exprimée par des gestes concrets mais c'est dans cette perspective que nous voudrions situer cette étude.

L'expérience des victimes de l'illettrisme, leurs désirs et leurs espoirs y figureront tout d'abord. Ce n'est qu'à partir de là que nous aborderons les questions de définition, les données statistiques et l'identification des intéressés qui se tiennent derrière les quelques chiffres connus. Puis nous passerons en revue quelques programmes d'action; nous tenterons d'en déceler les principales caractéristiques, les forces et peut-être aussi les faiblesses, la plus déconcertante parmi celles-ci -le fait est déjà bien connu- étant sans doute que les plus pauvres ne sont pas vraiment atteints bien qu'ils devraient être les premiers concernés par ces programmes. Nous énoncerons enfin quelques propositions. Sans prétendre à une objectivité, toujours illusoire lorsqu'il s'agit de formuler des projets au nom de citoyens qui ont besoin de nous, nous tenterons de décoder et d'exploiter ce que les illettrés eux-mêmes nous proposent. Entendre le plus directement possible ce qu'ils attendent de leur entourage, n'est-ce pas

plus stimulant que de s'entendre donner des conseils par ceux qui étudient les problèmes humains, sans nécessairement les vivre ? C'est ce que pense le mouvement ATD Quart Monde et faire entendre la voix des hommes, des plus pauvres d'entre eux, est sa manière de contribuer aux efforts de l'Unesco.

CE QUE VEUT DIRE VIVRE L'ILLETTRISME DANS UN PAYS DEVELOPPE

COMPRENDRE LA VIE DES VICTIMES DE L'ILLETTRISME

L'illettrisme a, pendant plusieurs décennies, paru une notion déplacée, difficilement imaginable (en dehors de quelques cas d'exception), dans les pays industrialisés. Etre analphabète équivalait, pour l'opinion, à être l'habitant d'un pays en développement. Le réveil à la persistance d'un illettrisme collectif dans les pays développés n'est pas encore un fait accompli, tant les pays riches ont eu, pendant longtemps, confiance dans leurs systèmes d'éducation nationale.

C'est la lenteur de la découverte, le fait que les illettrés, pourtant nombreux à ce que l'on peut penser, vivent une condition insoupçonnée, généralement incomprise de leur entourage, qui nous oblige à la décrire avec un minimum de détails et de nuances. Car de vivre une condition que d'autres n'imaginent pas, aggrave considérablement leur destin. Leur situation n'a pas d'issue. Ce qu'on ne voit pas, on ne tentera pas de se l'expliquer et la vie, les comportements des illettrés apparaissent comme une curiosité. "Ce sont des cas", dira-t-on d'eux. Et être un cas, c'est déjà ne plus être de la communauté des autres. Commençons donc par voir quelques réalités. Nous essayerons de les expliquer, ensuite.

Tous les faits que nous allons citer représentent des situations vécues par de nombreuses personnes dans nos pays développés, principalement en France, en Belgique, en RFA, au Canada et en Grande-Bretagne. Le relevé de ces faits de vie a été le fruit d'un long travail d'observation, d'enregistrement quotidiens, fondé sur la confiance qui a pu se bâtir entre des personnes qui ne savent pas et des personnes qui savent lire et écrire. Une recherche continue est ainsi menée par des équipes ATD Quart Monde, implantées en zones d'habitation défavorisées dans une huitaine de pays industrialisés. Depuis près de 25 ans, ces équipes ont partagé la vie de plus de 4 000 familles défavorisées et les faits de vie présentés ici proviennent, en grande partie, des documents qui ont été écrits à partir de cette expérience commune. D'autres éléments proviennent de sources

différentes, et en particulier de documents publiés par le Ministère de l'Éducation du Québec qui décrivent les actions d'alphabétisation menées dans cette province du Canada.

A noter, encore, que ces éléments n'ont pu être relevés que parce que chaque personne illettrée était sûre que ce qu'elle disait avait une valeur pour la personne qui l'écoutait.

Un homme qui apprenait à lire et à écrire, disait un jour à celui qui venait travailler avec lui : "Vous, vous devez nous apprendre à lire et à écrire ; nous, nous pouvons vous apprendre la vie".

En lisant ces faits de vie, il faut donc aussi que nous pensions à tout ce que ces personnes ont voulu nous donner ; il faut que nous essayions de ne pas trahir la confiance qu'elles ont eue en nous et qui a rendu possible le relevé quotidien de ces faits, des années durant.

A travers ces faits de vie, les personnes touchées par l'illettrisme nous disent surtout que ne pas maîtriser suffisamment ces techniques dans un pays où la lecture et l'écriture sont sans cesse utilisées comme moyens de communication revient à se heurter à une foule de difficultés dans la vie de tous les jours. Difficultés au niveau des relations avec le monde extérieur et, plus grave peut-être, à un niveau plus personnel, de vision, de compréhension de soi-même.

RELATIONS AVEC LE MONDE EXTERIEUR

* Dans le travail

Dans les relations avec le monde du travail, une maîtrise insuffisante de la lecture est souvent, dans les pays développés, un obstacle au simple droit au travail.

Ainsi, en France, un jeune de 20 ans ne savait quasiment pas lire et écrire, mais il avait toujours eu la volonté de s'en sortir. Il avait trouvé un emploi dans l'industrie chimique. Le travail était simple et ne dépassait pas ses faibles forces de jeune de famille nombreuse, n'ayant pas toujours

mangé à sa faim. Il mélangeait deux produits pour fabriquer des meules. Il faisait assez bien l'affaire, mais au bout de quelques jours, le patron apprenait qu'il ne savait pas lire et écrire et lui disait qu'il ne pouvait pas le garder. Le garçon ne se découragea pas ; il trouva un autre emploi, de cheminot, cette fois-ci. Mais il fut encore licencié pour le même motif.

Au Canada, une femme haïtienne était employée dans une entreprise de produits alimentaires. Elle travaillait depuis plusieurs années dans les chambres froides, dans des conditions très difficiles. Plusieurs fois, ses supérieurs lui avaient proposé une promotion, mais dans ces nouveaux postes, elle aurait eu quelques écritures à accomplir et elle ne voulait pas avouer qu'elle ne savait pas lire et écrire.

En Grande-Bretagne, un homme de 25 ans qui cherchait du travail s'est vu refuser un poste à la voirie municipale parce qu'il ne savait pas lire et écrire, et tous les recours qu'il a pu formuler n'ont pas été entendus. Pour les gestes professionnels que requerrait le poste sollicité, la maîtrise de l'alphabet n'était pourtant pas indispensable en soi.

En RFA, un jeune de 20 ans quittait très vite les emplois qu'on lui trouvait pendant une période d'apprentissage. Pourtant, le désir de travailler ne lui manquait pas et le travail était toujours exécuté de manière satisfaisante, mais il voulait cacher le fait qu'il n'arrivait pas à remplir les feuilles horaires qu'on lui demandait.

En France, un homme racontait : "Quand je suis allé à l'Agence pour l'emploi pour la première fois, ils m'ont présenté une feuille. Je n'ai pas pu la remplir ; la femme ne m'a pas aidé. Je suis reparti. Je n'y ai plus jamais remis les pieds".

S'il est difficile d'obtenir un emploi, et plus difficile encore de faire la moindre carrière quand on est illettré, il est aussi très difficile de s'alphabétiser, quand on n'a pas d'emploi. "Les cours de lecture pour les chômeurs, ça n'existe pas", nous dit un père de famille néerlandais, à Eindhoven, Pays-Bas.

En somme, le cercle vicieux qu'expriment les intéressés est double. Sans maîtrise de la lecture, pas de travail et sans travail, pas d'apprentissage de la lecture, mais aussi, "Parce que je ne sais pas lire, je ne peux pas apprendre à lire", à cause de la honte qu'il y a à assumer son illettrisme et en raison du fait que, pour des autochtones dans les pays industrialisés, il n'y a pas de cours d'alphabétisation. Etre hollandais, français, luxembourgeois et ne pas savoir lire... "chose impensable, impossible !"

En somme, comme dit Monsieur H., 49 ans, en regardant d'un air vague les murs de 3,80 mètres de haut de son "logement", un ancien dortoir dans une caserne désaffectée à Rastadt, Allemagne Fédérale : "Ne pas avoir de travail, c'est dur. Mais ne pas avoir de travail et ne pas savoir lire et écrire, c'est impossible. C'est la honte." Et ce n'est pas Monsieur L., citoyen britannique de 37 ans, à Frimhurst, Frimley Green, près de Londres, qui lui donnera tort. "Voilà plus d'un an qu'on refuse de m'inscrire comme demandeur d'emploi. 'Pour toi, ce n'est pas la peine', me dit-on, 'puisque tu ne sais pas lire.' J'ai pourtant quatre enfants à nourrir."

Mais le monde du travail, c'est aussi la vie syndicale, prendre parti dans les luttes, qu'on soit syndiqué ou non. "Que voulez-vous que j'y comprenne, ils nous distribuent des papiers, mais comme je ne peux pas les lire..." C'est Monsieur G., à Breda, Pays-Bas, qui parle. Il avoue qu'il ne sait pas pour qui il a voté à une réunion syndicale, lorsqu'un jour, il s'était hasardé à s'inscrire au syndicat. "Je ne comprenais pas, on nous avait donné une liste avec des noms et tout... Allez savoir, quand on ne sait pas lire. Comme j'habite un quartier que les gens n'osent pas traverser la nuit, je ne peux quand même pas leur dire qu'en plus, je n'ai pas appris à l'école."

"Le mieux, c'est quand il n'y a pas de papier, pas de syndicat. Quand je travaillais la nuit aux Halles, je n'étais pas embêté. On me disait :

"fais ceci, fais cela", dit Monsieur J., originaire de Bordeaux. Trop heureux d'avoir "un boulot" payé à l'heure ou à la caisse transportée sur ses maigres épaules, il ne voit pas l'intérêt des grèves. Il sera très ennuyé, lorsqu'il sera embauché pendant quelques mois dans une usine de produits plastiques. C'était en 1968, et il se trouve alors pris dans un engrenage qui, de fait, le rend fier : "La lutte, j'y participe...". C'est bien la première fois, et cela ne durera pas. Il est sans arrêt confronté avec des annonces écrites : affiches, consignes, avis de fermeture... qu'il ne sait pas déchiffrer. Il ne sera d'ailleurs pas mis à pied en raison d'une quelconque participation à la lutte. Son employeur nous l'avouera plus tard ; il a saisi l'occasion de se débarrasser d'un travailleur inapte. "Vous pensez, il ne savait même pas lire l'avertissement "Interdiction de fumer"...!"

* Dans la vie quotidienne, dans la rue, au marché

Dans les relations que nous avons avec notre entourage immédiat, certaines actions de la vie quotidienne peuvent aussi poser des problèmes réels aux personnes qui ne maîtrisent pas suffisamment la lecture et l'écriture. En voici quelques illustrations.

Les "produits libres" lancés en France par des "grandes surfaces" représentent parfois une importante économie. Leur étiquette est uniforme et ne comporte que le nom du produit. Pour acheter du cassoulet ou des haricots, une dame qui ne savait pas lire n'avait pas d'autre solution que d'acheter des boîtes de conserve plus chères dont l'emballage comportait une photographie du produit.

Un homme qui vivait depuis 15 ans à Bruxelles demandait un jour à ses amis : "Est-ce qu'il faut un papier signé de la mairie pour acheter des tickets de tram ?" Ses amis ne pouvaient pas lui répondre ; pour aller au centre de la ville, ils prenaient toujours un taxi, car ils ne pouvaient pas lire les panneaux indicateurs dont sont dotés les transports publics.

Une femme à Montréal confiait les raisons pour lesquelles elle aimerait apprendre à lire et à écrire : "Si j'ai besoin d'écrire à ma famille, je ne voudrais pas avoir à demander à quelqu'un de le faire pour moi... Et puis, si je reçois un papier important, je ne voudrais pas que quelqu'un d'autre sache ce qu'il contient ; j'aimerais pouvoir le lire moi-même."

Besoin d'intimité d'autant plus grand que, vivant, comme sa famille, dans des conditions très pauvres, les nouvelles à échanger par correspondance ne sont pas nécessairement de celles qu'on aime partager avec un étranger.

"Avec les chèques, quand vous ne savez pas les faire", disait un homme vivant en France, "vous les donnez à la caissière. Jusqu'à maintenant ils ont été honnêtes, mais il suffirait d'une fois..."

En France, un immeuble comportait deux ascenseurs : un ascenseur pour les étages pairs et un ascenseur pour les étages impairs. Ce n'est qu'au bout de plusieurs mois qu'un habitant de cet immeuble a découvert ce que ces deux mots, pair et impair, signifiaient. Avant, il se débrouillait "en se trompant un peu".

Au cours d'un hiver froid, le curé d'un bas quartier de Luxembourg décide de donner, à une famille nombreuse vivant dans un taudis, quatre sacs de charbon restés dans sa cave. A sa surprise, il voit le père arriver à la cure en taxi. Il n'a pas compris le prix qu'un transporteur lui demandait pour amener le charbon et pense que le taxi sera moins cher. Il lui faudra deux allers-retours, pour emporter les sacs, car le chauffeur n'accepte d'en prendre que deux à la fois dans son coffre. Plus grave, le bon curé pense avoir affaire à un imbécile : "Ce n'est pas demain que j'essaierai encore de les aider ; ces gens sont vraiment irresponsables". Ce n'est que cinq ans plus tard, que le père de famille lui-même nous dira sa version, son désarroi, sa honte de ne pas savoir calculer. "Moi, je fais toujours tout de travers"...

Monsieur A., français de 56 ans, a appris à épeler les mots et à calculer à l'armée. Mais calculer le prix des aliments, quand il fait son marché demeure un casse-tête pour lui. "A tant le kilo, cela fait combien, si je prends deux cents grammes de viande hachée ?" Monsieur A. n'ose pas le demander au comptoir du boucher. Alors, pour savoir le prix des choses, il nous avoue acheter du "corned beef" en boîte. "Je crois que c'est plus cher, mais au moins, je sais ce que je paye." Inutile de dire que ses enfants ne mangent pas souvent de la viande, dans ce foyer où le rachitisme et la tuberculose n'ont pas été vaincus comme dans d'autres familles.

* Avec les institutions

Les relations avec les organisations administratives officielles, les institutions de toutes sortes qui régissent la vie des citoyens ne sont pas nécessairement faciles à maîtriser pour tout un chacun. Mais elles peuvent tourner en dialogue de sourds, conduire à des catastrophes pour des personnes généralement (presque par définition) dans le plus grand besoin : les illettrés.

Une dame d'origine française avait de grosses difficultés à chaque fois qu'un de ses enfants devait aller à l'hôpital pour subir des examens ou recevoir des soins. Elle ne pouvait pas s'y rendre seule, car, ne sachant pas lire, elle ne pouvait faire face aux formalités requises, ni se débrouiller pour trouver les différents endroits où il lui fallait aller. Son mari devait alors prendre une matinée de congé, au risque de perdre sa place afin de conduire lui-même l'enfant.

Aux Pays-Bas, le nombre de formulaires à remplir par les ayants droit aux allocations familiales a augmenté depuis 1980. Il faut, maintenant, en fournir un tous les trois mois. Madame H., mère seule avec trois enfants, vivant au-dessus d'un hangar désaffecté près du vieux port, ne sait pas lire les questions ni écrire les réponses. Elle a cependant rencontré un employé des PTT qui veut bien le faire à sa place. Un jour, l'employé est affecté à un autre bureau de poste à l'autre bout de la ville. Plus de formulaires renvoyés en bonne et due forme, plus d'allocations. Mère seule, mal logée, Mme H. est convaincue que, si l'assistante sociale du quartier apprend qu'elle est analphabète, elle va lui placer ses enfants. Sans argent, aux abois, elle trouve un petit emploi de plongeuse dans un bistrot voisin. C'est du travail "au noir" et dans le quartier pauvre où tout se voit, Mme H. est bientôt dénoncée. "Alors comme ça, elle laisse ses enfants seuls, le soir" dit l'assistante sociale. Un mois plus tard les trois petits se trouvent à l'Assistance Publique.

Un homme avait, lui, des difficultés avec la justice. Une autre personne lui disait : "Pourquoi ne vas-tu pas au tribunal, tu es toujours condamné par défaut ; tu ne te présentes jamais et cela t'est toujours défavorable." L'homme répondait : "Toi, si tu y allais, tu saurais parler ;

moi, si je vais là-bas et que j'ouvre la bouche, le juge va me faire taire. Je n'ai plus qu'à incliner la tête parce que moi, je ne sais pas parler. Si quelqu'un m'interpelle, moi, je ne sais que crier." Ne savoir que crier, on l'imagine, est une des caractéristiques répandues parmi les illettrés en Occident. Leurs moyens de communication sont tellement diminués par rapport à ceux des autres, leur crainte de ne pas être compris si constante, qu'ils ont tendance à élever la voix pour mieux transmettre ce qu'ils ont à dire. Cela arrange rarement les relations.

Cela n'avait pas arrangé la situation des chômeurs d'une cité de la région parisienne, au temps où ils devaient encore s'adresser à la mairie pour trouver un emploi. Monsieur T., qui se savait déjà peu apprécié par les employeurs d'alentour ("Celui-là, il n'est bon que pour faire la ferraille"), se sentait incapable d'exprimer son désarroi en paroles. Devant un préposé qui lui disait : "Te voilà encore", il donna un grand coup de poing sur le bureau qu'il avait devant lui et fit voler son propre dossier, un dossier qu'il avait dû faire remplir par d'autres. Il se vit rayer de la liste des demandeurs d'emploi.

Une mère de famille disait à propos de l'école : "Je ne peux pas lire les petits mots de la maîtresse. Depuis la rentrée, mon fils me dit d'aller voir sa maîtresse mais je n'ose pas. Je ne saurais pas lui parler. Tous les jours il me dit d'aller à l'école, mais j'ai trop honte de ne pas savoir parler."

Quand une mère n'a pas trop honte et qu'elle se rend effectivement auprès de l'institutrice, ne jamais avoir eu certains mots sous les yeux "en toutes lettres" peut créer d'autres malentendus, des paniques, même.

Madame O. rentre de l'école, affligée. "La maîtresse m'a dit que mon fils est paralysé ; il bouge pourtant ; qu'est-ce qu'il a, mon garçon ?" L'institutrice lui avait dit que son fils n'était "pas latéralisé", voulant dire qu'à huit ans, il ne comprenait pas ce qu'était sa main droite, son pied gauche...

Madame O. nous demandera aussi ce qu'est "une transigeante". Au Bureau d'Aide Sociale, on lui a dit que "la Commission sera intransigeante". Elle sent qu'il y a une menace, mais laquelle au juste ?

Certains textes de loi peuvent aussi présenter un danger réel pour les personnes qui ne maîtrisent pas suffisamment la lecture et l'écriture. En France, un enfant placé dans une institution privée ou dans un service de l'Aide Sociale à l'Enfance peut être déclaré abandonné si ses parents se sont manifestement désintéressés de lui pendant une année. Lorsqu'on sait les difficultés que rencontrent les personnes touchées par l'illettrisme au niveau des voyages ou au niveau de la correspondance, on voit quel danger peut peser parfois sur l'unité familiale des familles défavorisées.

* Dans les relations familiales

Les problèmes liés à la lecture peuvent aussi jouer un rôle important dans les relations familiales. Parfois ces problèmes sont source de tension :

Une mère qui savait insuffisamment lire et écrire faisait constamment appel à sa fille. Mais, en même temps, elle vivait aussi l'humiliation de ne pas se sentir apte à maîtriser la lecture et l'écriture. Un père d'une autre famille, dans une situation semblable vis-à-vis de sa fille aînée, nous dit : "Comment voulez-vous qu'après ils nous respectent ? Ma fille, je lui dis de ne pas sortir la nuit. Elle fait celle qui n'entend pas, mais c'est après moi que l'assistante sociale en a quand ma fille fait des bêtises."

Une femme racontait, elle aussi : "Mon mari m'avait adressé un mot... Je ressentais quelque chose. Je ressentais qu'il parlait sur moi... C'est pour dire quoi ? Que je dois partir ? Quoi ? J'ai ouvert la lettre, j'ai déchiffré certains mots... Je ressentais qu'il voulait me dire quelque chose, mais quoi ?"

"Je suis incapable d'aider mes enfants, de les corriger", disait une autre mère de famille, "alors, je m'énerve et je les dispute pour ne pas montrer que je ne sais pas. Je leur fait ranger leurs cahiers et je leur dis : vous verrez ça demain à l'école."

Parfois, il est vrai, ces difficultés ne sont pas des sources de tension, mais elles peuvent contribuer à resserrer les liens qui unissent les différents membres de la famille.

Un homme racontait : "Ma femme faisait tous les papiers. Je ne savais pas qu'elle ne payait pas le loyer. Au travail, le chef m'a dit : "Tu ferais mieux de laisser tomber ta femme, elle est bonne à rien". Je lui ai dit : "Je l'aime, c'est ma femme, c'est la mère de mes gosses". Vivement que je sois instruit, comme ça je pourrais m'occuper des papiers, car ma femme a beaucoup de travail avec les six enfants."

Dans une famille, les plus jeunes enfants allaient à l'école ; ils y apprenaient la lecture et l'écriture, alors que les aînés de 16-17 ans n'y avaient rien appris. Lorsque les aînés ont commencé un apprentissage, ils ont très vite dépassé le niveau des plus jeunes. Cela a créé une dynamique dans la famille parce que, avant, les parents valorisaient surtout la réussite des plus jeunes. Lorsque la famille a cru en la possibilité d'apprentissage des aînés, s'est déclenché un réel investissement de tous pour qu'ils réussissent.

Mais c'est plutôt l'exception. Madame D. à Anvers a fini par voir ses enfants comme des instruments de chantage dans les mains des services sociaux et de l'école. "C'est toujours à cause d'eux que je me fais attraper. Je les aime pourtant, mes gosses, mais c'est à cause d'eux que je me fais injurier. Je ne les encourage pas, qu'ils me disent. Est-ce ma faute si je ne peux pas les aider à faire leurs devoirs ? C'est sûr qu'ils finiront par me les placer."

VISION ET COMPREHENSION DE SOI-MEME

Nous avons parlé, dans les faits de vie que nous venons de lire, des difficultés que rencontrent les personnes qui ne maîtrisent pas suffisamment la lecture et l'écriture, mais il s'agissait surtout de difficultés rencontrées dans des activités tournées vers l'extérieur et ce sont peut-être les difficultés que nous pouvons le mieux comprendre. Pourtant, il y a quelque chose d'autre, quelque chose d'infiniment plus difficile à réparer qui pèse sur ces personnes. Car lorsque l'on voit ce que vivent le jeune ouvrier allemand ou la femme haïtienne à Montréal par rapport au travail, ou lorsque l'on sait la souffrance de la mère de famille française qui ne peut pas aller voir la maîtresse de son fils à l'école, on ne comprend pas

toujours pourquoi ces personnes n'entreprennent pas la démarche d'apprendre à lire et à écrire. Pourquoi ne le font-ils pas, pourquoi cachent-ils leur infortune ?

* Notre regard pousse les personnes touchées par l'illettrisme à avoir honte d'elles-mêmes

Pour essayer de comprendre ce qui empêche les personnes touchées par l'illettrisme de réagir contre leur situation, il faut que nous acceptions encore d'écouter ce que ces personnes ont à nous dire et, si nous le faisons, nous entendrons, alors, qu'elles parlent souvent de la honte qu'elles éprouvent.

La mère de famille française qui ne voulait pas aller à l'école le disait déjà : "Je ne veux pas aller à l'école ; j'aurai trop honte".

Une autre mère de famille qui ne voulait pas participer à des excursions organisées pour la cité dans laquelle elle habitait, expliquait elle aussi : "Ecoutez, je vais vous dire pourquoi je ne vais pas aux excursions ; c'est parce que je ne peux pas lire les pancartes sur les routes ; quand on arrive, les autres disent : "On arrive à ... Tiens, nous voilà à ..." Et moi, je ne peux jamais rien dire. Alors, j'ai honte parce que je ne peux pas lire."

Cette honte est si forte qu'elle pousse certains à essayer de cacher le plus longtemps possible qu'ils ne savent pas lire et écrire. Nous connaissons des couples dans lesquels l'un des conjoints a réussi à cacher pendant plusieurs années à l'autre qu'il ne savait pas lire. C'est d'ailleurs moins difficile qu'on ne pourrait le penser dans certains milieux où l'on ne lit que bien peu de livres, de journaux, de revues spécialisées. On sait bien que ceux-ci sont clairsemés, de toutes façons, dans des milieux scolarisés, certes, mais où la vie est physiquement bien trop fatigante pour prêter à la lecture, durant les maigres temps de loisirs. Nous connaissons non seulement beaucoup de foyers, mais des rues et des cités entières où le livre est un objet rare. Dans ces conditions, il est possible de dissimuler longtemps, même à ses proches, que l'on ne saurait même pas en déchiffrer le titre. Un homme qui habitait Londres disait lui aussi qu'il avait toujours essayé de cacher à ses enfants qu'il connaissait à peine l'alphabet.

Quant à l'entourage plus vaste, les victimes de l'illettrisme se donnent presque toujours beaucoup de peine pour cacher leur absence d'instruction à leurs amis ou à leurs compagnons de travail. Parfois des amitiés sont brisées à cause de cela (on préfère se séparer d'un camarade, plutôt que d'avoir à lui avouer sa honte). Parfois, aussi, des personnes choisissent de quitter leur emploi lorsqu'elles sentent qu'elles ne peuvent plus cacher leur ignorance. La honte qu'elles ressentent est si forte qu'elles préfèrent se retrouver au chômage, plutôt que d'avouer qu'elles sont touchées par l'illettrisme.

A la longue pourtant, une personne ne peut pas toujours cacher qu'elle ne sait pas lire et écrire et la honte qu'elle ressent alors représente une grande souffrance de tous les instants. C'était le cas d'un jeune soldat français qui pleurait dans sa chambrée parce qu'il était le seul à ne pas pouvoir écrire à ses parents. Beaucoup ne pleurent pas, mais parmi des centaines d'illettrés que rencontrent les équipes ATD Quart Monde, dans chacun des pays de la Communauté Economique Européenne (CEE), la grande majorité se replie sur soi, évite de plus en plus les contacts, s'enferme dans le mutisme ou crie et injurie son proche entourage, parant comme par avance à l'humiliation. Et c'est le fait de préférer cacher leur blessure pour éviter d'être humiliés qui empêche ainsi le plus grand nombre d'appeler au secours, d'entreprendre quelque chose pour mettre fin à l'ignorance honteuse.

"J'avais peur que ce soit une école comme les autres, où on faisait rire de nous autres", disait un homme qui suivait des cours d'alphabétisation au Québec. Un autre participant à ces cours avait, lui, longtemps hésité : "Je voulais aller à un cours, mais quelqu'un m'a dit qu'il avait fait rire de lui".

* Parfois le regard du monde environnant va jusqu'à détruire la personnalité des illettrés

De se heurter, partout, au mépris ou, pour le moins, à l'incompréhension ou à une condescendance quelque peu étonnée, peut aller aussi jusqu'à détruire toute assurance, toute considération de soi. Les victimes n'arrivent plus, alors, à se valoriser à leurs propres yeux : "Nous autres, on est des

paralysés ou des handicapés mentaux ; on ne pourra jamais apprendre".
"C'est à 27 ans que j'ai commencé à croire que je n'étais pas bête, parce qu'on me l'avait toujours répété." "Je suis bête, parce que je ne sais pas lire." "On n'a rien à dire. Si on pouvait parler, on dirait des bêtises ; surtout ne disons rien ; on va passer pour des imbéciles." "Quand tu ne sais pas lire, tu n'as pas d'idées dans ta tête." "La misère a fait de moi une loque, je ne sais plus penser."

Ceux qui parlent ainsi ont raison. L'inculture, l'analphabétisme, l'illettrisme font de leurs victimes des "paralysés" et, à l'extrême, des "loques", en apparence. Dans une société où le développement de l'intelligence passe si largement par la maîtrise de la lecture et de l'écriture, celui qui ne l'acquiert est effectivement handicapé. Ce n'est pas le cas au sein des peuples à civilisation orale qui ont développé d'autres moyens pour exercer la mémoire et organiser la pensée, avec l'appui de tout un système de symboles. La civilisation occidentale, elle, n'offre plus ces moyens-là. Sans la lecture et le calcul, pas d'ordre dans la pensée, pas de déroulement logique des événements dans le temps, pas d'analyse.

Cette destruction à l'intérieur des esprits et des coeurs est, à notre avis, plus grave que le manque à gagner matériel, le chômage, la santé compromise : toutes choses qui découlent directement du manque d'instruction. "Je n'ai plus toute ma tête"... "Ils me traitent tous d'imbécile ; c'est peut-être vrai, je n'arrive pas à comprendre ce qui se passe"... "Je suis un infra..." "Je suis un minus"... Ce que les gens ne diront jamais, le jour, devant d'autres, ils nous le disent, le soir, dans l'intimité d'un repas partagé, d'une veillée en tête à tête. Ce sont ces réflexions qui comptent et que nous avons tenu à communiquer, sachant qu'aucune enquête sociologique de type traditionnel ne pourrait les déceler, les décoder.

Mais insistons encore sur le fait que nous avons parlé de destruction, car les facultés de l'intelligence étaient bel et bien présentes. Le regard extérieur a fait qu'elles ne sont plus gardées en éveil, exploitées, développées. Il y a gâchis, gaspillage de ressources humaines, non pas absence de ces ressources, débilité héréditaire ou congénitale. De cela, nous enten-

dons apporter quelques preuves, dans un autre chapitre. En attendant, il reste à ajouter une autre réalité, dont témoignent les rapports d'observation de plusieurs centaines de permanents d'ATD Quart Monde : celle du refus, toujours renaissant, d'être un imbécile aux yeux du monde et, même, à ceux de sa famille.

Car l'homme qui nous dit : "Tant qu'à faire rire de moi, j'aime autant pas aller chercher du travail", tôt ou tard, nous le retrouvons en route vers l'Agence Nationale pour l'Emploi. La femme qui se fait réprimander par son mari pour ne rapporter, du supermarché, que des conserves et qui nous dit, le soir : "Je n'ai plus le goût à rien, même mon mari me prend pour une moins que rien", nous la retrouvons sur le pas de notre porte, quelques jours plus tard : "Et si vous veniez avec moi, au marché, et que vous m'expliquiez ?"...

Une femme canadienne disait elle aussi, en parlant de son mari : "Ils le traitaient de "toto". "Toto", ça veut dire fou. Ça, moi, je n'ai pas aimé, parce que c'était mon mari. Je lui ai dit : "Laisse-toi pas faire, tout de même". Je l'aime et je veux qu'il soit bien dans sa peau."

L'observation participante et cette résistance au regard extérieur humiliant est aussi tenace que la tentation de s'en remettre, purement et simplement, au jugement porté. Au "je suis imbécile, puisque tout le monde le dit", succède toujours, tôt ou tard, le refus de "se laisser faire", comme le disait cette Canadienne. Mais à cela, aussi, nous reviendrons, lorsqu'il s'agira de réfléchir aux actions possibles.

o
o o

Au demeurant, force est de se demander si vivre en illettré dans les pays développés, ce n'est pas vivre comme dans un "no-man's-land" dont on ne peut, ni n'ose franchir la ligne de démarcation d'avec le pays où vivent les autres ? Obtenir du travail, participer aux organisations syndicales qui vous défendraient en tant que travailleur ou demandeur d'emploi, ce n'est pas donné à tout le monde. Mais l'illettrisme relègue ces droits de tout homme au domaine du rêve ou, à l'occasion, du cauchemar.

Dans la vie quotidienne, l'illettré erre comme un aveugle et, parfois, comme un sourd. Il va à pied ou prend un taxi, littéralement exclu de l'usage des transports en commun qui exigent qu'on sache distinguer des chiffres et des lettres. La bourse familiale jamais bien remplie, il devrait savoir comparer des prix, calculer au centime près. Il est, au contraire, contraint à choisir le plus cher, à acheter à crédit, à des conditions qu'il ne comprend pas, des produits dont il ignore l'utilité. Il ne se hasarde pas bien loin dans la vie sociale environnante où il risque, à tout instant, de se voir montrer du doigt.

Mais être un illettré, c'est-à-dire un inculte, un imbécile au regard extérieur, c'est aussi manquer de prestige, voir s'effriter son rôle d'époux et de père au foyer. Somme toute, le monde entier semble s'allier pour vous convaincre que vous ne valez pas grand chose, que vous n'arriverez jamais à rien. Cela n'encourage pas les intéressés à s'insurger contre leur sort, à entreprendre des efforts pour l'améliorer. Ils vont, au contraire, tout faire pour cacher le malheur, le déshonneur qu'ils vivent.

On pourrait dire, en conclusion de ce premier chapitre que les victimes de l'illettrisme sont quasi condamnées à jouer le jeu d'une société trop sûre de ses systèmes scolaires. Elle ne s'attend pas à trouver des illettrés dans ses frontières ; eux ne font rien pour dénoncer ses défaillances et, partant, pour obtenir réparation.

DEFINITIONS

Les faits de vie que nous avons cités dans la première partie de ce document situaient toujours les personnes qui ont bien voulu témoigner et nous parler de leur vie dans leurs rapports avec le monde qui les entoure. Que ce soit au niveau des difficultés matérielles qu'elles rencontraient ou au niveau des difficultés plus personnelles, c'était toujours par les contacts avec le monde environnant que le mal arrivait.

La non-maîtrise des techniques de la lecture et de l'écriture était bien à la base des difficultés que les personnes rencontraient, mais au-delà de ces techniques, c'était leur utilisation dans la vie familiale, sociale et économique quotidienne qui donnait sa signification et son intensité à l'illettrisme, et c'était aussi le jugement porté par le monde environnant, la place, le rôle, le prestige ou le statut accordés à l'illettré qui déterminait la gravité, l'étendue des conséquences.

Cette référence constante à la vie quotidienne nous dit que l'on ne peut pas, dans les pays développés, pas plus qu'ailleurs, isoler l'illettrisme du contexte socio-économique et culturel dans lequel il est vécu. C'est sans doute pour cela que le problème est difficile à définir et que plusieurs approches ont été proposées. Nous allons citer, ici, trois essais de définition qui nous paraissent les plus significatifs.

DEFINITION DE L'UNESCO DE 1958

En 1958, l'Unesco donnait une première définition de l'analphabétisme: «Est définie comme analphabète une personne incapable de lire et d'écrire, en le comprenant, un exposé bref et simple de faits en rapport avec la vie quotidienne". (1)

Il s'agissait d'un premier effort pour saisir le phénomène en termes généraux, dans une optique politique au sens large. C'était une manière d'énoncer le phénomène, qui menaçait de devenir un problème international

1) Recommandation concernant la normalisation internationale des statistiques de l'éducation. En 1978, la Conférence générale a adopté une révision de cette recommandation...
considérant comme fonctionnellement analphabète une personne incapable d'exercer toutes les activités pour lesquelles l'alphabétisation est nécessaire dans l'intérêt du bon fonctionnement de son groupe et de sa communauté et aussi pour lui permettre de continuer à lire, écrire et calculer en vue de son propre développement et de celui de sa communauté».

voire mondial, aux fins de voir s'élaborer des mesures et programmes susceptibles de l'endiguer. Mais encore fallait-il trouver des caractères assez généraux et assez susceptibles d'être transmis, "décortiqués" dans le détail, selon les contextes socio-économiques et culturels où l'illettrisme existait. C'est sans doute à cette qualité d'adaptabilité que la définition doit son succès et dans de nombreux pays elle a considérablement contribué à la fois à donner l'alarme et à clarifier le problème. Dans cette définition, l'Unesco disait simplement qu'une personne qui ne possédait pas certaines aptitudes dans le domaine de la parole écrite pouvait être considérée comme illettrée, mais en introduisant les termes de compréhension et de vie quotidienne, elle rappelait déjà qu'il ne suffisait pas d'enseigner l'alphabet et la lecture de quelques livres d'écolier pour rendre les élèves assez "lettrés" pour construire leur vie d'adulte, de travailleur, de citoyen, de père ou de mère de famille.

Mais on ne doit pas demander à cette définition plus qu'elle ne devait pouvoir donner à l'époque de sa rédaction. Le rôle de cette définition était d'éveiller les esprits, déterminer un champ d'exploration en indiquant, presque en sous-entendu, le but des nouvelles recherches à entreprendre, des nouvelles connaissances à acquérir, ce but étant de promouvoir un "lettrisme" permettant aux hommes d'être, en tous les domaines de la vie quotidienne, des hommes de leur temps et de leur société. Mais la définition proposée ne pouvait servir d'instrument d'identification précise des illettrés, ni d'instrument de mesure rigoureuse de l'étendue et de la profondeur de leur condition d'illettrés.

En 1958, il était sans doute difficile de sortir des limites du test écrit classique pour essayer de se rapprocher davantage de la vie quotidienne, mais, comme nous le disions plus haut, en insistant sur les notions de compréhension et d'exposés de faits en rapport avec la vie quotidienne, l'Unesco poussait déjà l'opinion publique à dépasser la notion qui voulait que l'illettrisme soit associé à une simple non-connaissance de l'alphabet. Elle incitait à ce qu'on mesure ce que signifie, en plus de savoir épeler et comprendre un minimum de mots et de phrases, d'avoir à se mouvoir dans une société et, à la limite, dans une communauté internationale, où la parole écrite non seu-

lement prend de plus en plus de place, mais aussi se complique à mesure que la vie quotidienne elle-même devient plus complexe, plus technique et plus bureaucratique. Cette définition nous rappelle que c'est la société, son mode de vie, sa technologie et sa bureaucratie éventuellement galopantes qui décident où commence l'illettrisme, qui créent, à la limite des illettrés.

Les exemples donnés dans le chapitre précédent nous disent d'ailleurs bien qu'il ne suffit pas de savoir épeler "interdit de fumer" ou "pousser la manivelle de droite" pour entrer de plein pied dans le marché de l'emploi et de la vie ouvrière. Il suffit, sans doute, de savoir lire les nombres pairs et impairs pour prendre le bon ascenseur quand on est logé dans une tour d'un grand ensemble. Mais il faut en savoir bien plus sur les chiffres et les lettres, pour gérer les finances familiales, pour acheter le bon article au bon moment, de façon à faire vivre (ou survivre) les siens. Et les exigences du "lettrisme" augmentent singulièrement si l'on considère que faire travailler les enfants pour l'école fait aussi partie de la vie quotidienne de tout parent.

De fait, la réalité vécue des "illettrés à l'extrême" que représentent les analphabètes donne toute sa force à la définition de l'Unesco et aux perspectives qu'elle ouvre. Elle en dit toute la signification, tout en soulignant la nécessité de préciser, en chaque région du monde, ce qu'on doit entendre par "bref", "simple" et "vie quotidienne". Sa force est dans son caractère universel. Elle est applicable dans des régions qui ne connaissent que l'école coranique ; dans les villages sans école, mais où le développement introduit des puits et une technique de culture avec mode d'emploi traduit en wolof ; dans un pays comme l'Inde où l'école élémentaire régionale est pratiquement en place ; et dans les pays de la Communauté Européenne, où l'enseignement public est généralisé, mais ne rend pas tous les écoliers "lettrés" au sens de l'Unesco, c'est-à-dire capables de maîtriser une vie quotidienne régie jusque dans le moindre détail par des écrits.

A elle seule, cette définition pourrait suffire, dans les pays développés, pour délimiter grosso modo, les groupes de population illettrés :

avec de l'imagination et de la bonne volonté, on pourrait faire les estimations appropriées, à la sortie de l'école obligatoire, à l'examen des appelés au service militaire, aux instances pour demandeurs d'emploi... Un test très simple et qui ne risquerait pas d'importuner les intéressés y suffirait.

Il demeure vrai que pour identifier, dénombrer, approfondir les situations, il faudrait affiner les termes, en préciser encore le contenu et ses variations possibles. Mais pour une telle exploration plus détaillée de la vie des personnes, il faut, en plus, leur accord. Le premier chapitre nous démontre que c'est là peut-être l'obstacle majeur, dans une société où être illettré est devenu une honte. Rien que d'avoir à se soumettre à un test quelque peu complexe (dont, par définition, une personne illettrée ne comprend pas la signification) suffit pour raviver la blessure.

C'est sans doute pour éviter ces complications qu'on a vu naître d'autres types d'essais pour circonscrire le problème dans les pays industrialisés. Mais en y regardant de plus près peut-on dire qu'ils abordent vraiment l'illettrisme tel que l'Unesco l'a défini ?

APPROCHE PAR LA DUREE DE LA SCOLARITE

Pour éviter d'avoir recours à des tests personnels comme le test de lecture et pour pouvoir utiliser des données déjà disponibles, certains chercheurs définissent une situation d'illettrisme en faisant référence au nombre d'années de scolarité suivies par les personnes concernées. Au Québec, par exemple, on considère parfois comme illettrées toutes les personnes ayant suivi moins de 5 ans de scolarité.

Cette approche de l'illettrisme est pratique, mais elle n'est pas nécessairement adéquate dans tous les cas. Tout d'abord, il est difficile de savoir quel niveau de scolarisation est nécessaire pour pouvoir faire face aux situations de la vie de tous les jours qui font appel à la lecture et à l'écriture. Certains parlent de 5 ans, d'autres de 8 ou 9 ans. D'autre part, l'expérience montre que illettrisme et scolarisation insuffisante sont certes : étroitement liés. Dans les pays développés, des jeunes peuvent/ cependant

suivre plusieurs années de scolarité sans pour autant savoir correctement lire et écrire au sortir de l'école.

Ainsi, aux USA, où le redoublement des classes est peu fréquent, certains jeunes sortent d'une "high school", c'est-à-dire après plus de 10 années de scolarisation, en maîtrisant mal la lecture et l'écriture. La même situation existe, aussi, en France où des enfants quittent le système scolaire sans être familiarisés à un quelconque degré, avec la lecture et l'écriture. Inversement, des personnes peuvent aussi avoir appris à lire et à écrire en dehors d'une scolarisation régulière.

Cette approche de l'illettrisme qui fait appel à la durée de la scolarisation n'est pas toujours sans intérêt. Elle donne un moyen de mesure, les recensements de l'Education Nationale, qui peut être facilement utilisé. Mais elle ne suffit pas pour décrire la réalité du vécu de l'illettrisme. Elle peut, tout au plus, nous mettre sur la voie et il faut que nous en soyons conscients. Les probabilités des liens entre nombre d'années de scolarité et niveau d'instruction restent à déterminer, les variations à explorer.

La notion de "l'analphabétisme total", à laquelle on assimile la situation de personnes qui n'auraient jamais été scolarisées procède, en principe, du même type d'approche. On a peut-être raison de penser que, dans la plupart des cas, l'enfant demeuré loin de l'école n'a pas appris l'alphabet. Ce n'est pas une hypothèse tout à fait invraisemblable, dans les pays où un minimum d'années de scolarisation est obligatoire et où c'est effectivement en classe que la grande majorité des enfants apprennent à lire. On sait pourtant que des catégories entières d'enfants -malades, chez eux ou hospitalisés, par exemple- ne sont pas allés à l'école et ont pourtant été instruits, par divers moyens, pas nécessairement tous enregistrés par les statistiques officielles.

Encore une fois, en totalisant des non-scolarisés, on ne totalise rien d'autre. La probabilité que beaucoup d'entre eux soient totalement analphabètes n'a pas été calculée, les variations n'ont pas été évaluées ni même identifiées. On ne désigne toujours qu'une situation vis-à-vis de l'école et non pas un niveau d'instruction et de capacités intellectuelles. On pourrait,

avec autant de chances de ne pas être trop loin de la vérité, formuler l'hypothèse que ne pas avoir fréquenté l'école équivaut à manquer de certaines aptitudes aux relations sociales ou de sens de la compétition dans l'effort. L'idée est intéressante, et on a déjà beaucoup écrit sur le lien entre scolarisation et socialisation. On ne peut pourtant pas plus les confondre qu'on ne peut/assimiler ^{toujours} absence de scolarisation à analphabétisme.

La notion d'"analphabétisme récurrent" découle aussi de cette approche de l'illettrisme par la scolarité. Si le terme d'"analphabétisme total" est utilisé pour désigner les personnes qui n'ont jamais été scolarisées, le terme d'"analphabétisme récurrent" est utilisé, lui, pour désigner les personnes qui ont été scolarisées pendant plusieurs années, mais qui ne maîtrisent pas suffisamment la lecture et l'écriture. On parle souvent d'oubli lorsque l'on évoque ce type d'analphabétisme, et il est vrai que certains jeunes ou certains adultes peuvent avoir acquis, dans leur enfance, des connaissances dont ils ont perdu la maîtrise par la suite. Mais pour d'autres, on ne peut pas dire qu'il s'agisse là d'un oubli, car des jeunes et des adultes qui ne maîtrisent pas la lecture et l'écriture peuvent avoir figuré, étant enfants, pendant plusieurs années sur des listes scolaires sans pour autant avoir été vraiment scolarisés, c'est-à-dire sans avoir pu acquérir certaines connaissances de base.

Ce sont surtout les recherches d'ATD Quart Monde qui ont donné l'alarme, en France, au cours des années 60. Le Mouvement avait, depuis 1957, enregistré un absentéisme scolaire considérable dans un certain nombre de cités d'urgence, de bidonvilles, de cités de transit (à population française) de la région parisienne, absentéisme presque tacitement négocié entre parents et enseignants, dans bien des cas. Les parents ne voyaient pas l'intérêt de l'école, n'y envoyaient pas les enfants, faute de vêtements convenables ou pour d'autres raisons. Les enseignants ne faisaient pas de zèle pour recruter ces petits écoliers pas toujours bien propres, au langage peu châtié, aux gestes violents et aux réussites scolaires quasi nulles. Entre des adultes si peu enthousiastes de part et d'autre, l'école buissonnière a longtemps fleuri et elle fleurit encore, dans certaines zones urbaines de toutes les grandes

villes des pays industrialisés (sauf, peut-être, en Suède et au Danemark).

Et nous ne parlons pas de tous ces écoliers qui, dans ces zones d'habitation, se trouvent au lit, au foyer ou à l'hôpital, quand ils ne courent pas les ruelles ou qu'ils ne se cachent pas dans les caves. Les maladies infantiles sont beaucoup plus fréquentes dans certains quartiers que dans d'autres. Mais là encore, ce sont les recherches d'ATD Quart Monde qui parlent. Les statistiques officielles ne regardent pas souvent les villes sous cet angle-là. Mais ce qui est à noter, c'est que tous ces petits, absents ou presque, se trouvent enregistrés comme "scolarisés". Dans la plupart des cas, en effet, les parents n'échappent pas à l'obligation de les présenter à l'école, la date et l'heure venues. C'est ce qui permet, dans tous les pays de la CEE par exemple, d'arborer des taux de scolarisation honorables. Ils ne reflètent que le taux des inscriptions, non pas celui des présences effectives en classe, et on sait combien il est plus difficile de saisir la régularité des élèves.

Ceci dit, enregistrement dans un établissement scolaire ne signifiant pas toujours présence en classe, on ne sait pas ce qu'on mesure, au juste, quand on note que telle personne a figuré sur les registres de telle à telle année. Cette question s'ajoute encore à celle, déjà énoncée, de savoir à quel niveau d'instruction peut correspondre tel nombre d'années passées sur les bancs de l'école. Pour beaucoup d'adultes dont les noms ont figuré dans des registres scolaires, analphabétisme récurrent n'est pas forcément synonyme d'oubli et nous avons simplement voulu le rappeler ici.

Finalement, les essais de définir et de saisir la réalité de l'illettrisme à travers la scolarisation, pour intéressants qu'ils soient, demeurent encore bien hasardeux. Si vraiment le problème est considéré comme important, on devrait pouvoir s'attendre à de rapides progrès. Le stade actuel de la réflexion et de la recherche, dans les pays industrialisés, paraît être celui des premières tentatives de savoir une réalité dont on commence à soupçonner la gravité, sans savoir, au juste, comment la définir. Peut-être une aide substantielle à la clarification nous vient-elle, en fin de compte, des pays en développement ?

L'APPROCHE DITE FONCTIONNELLE

C'est dans les années 60 que le terme "fonctionnel" fut introduit pour désigner des actions menées dans les pays en développement en vue de satisfaire un besoin précis, le plus souvent économique. Par exemple, lorsque l'implantation d'une usine était envisagée dans une région, une action d'alphabétisation fonctionnelle, directement en rapport avec cette implantation, pouvait être mise sur pied. La notion de fonctionnalité, liée au départ à la productivité du travail, s'est progressivement élargie. " La fonctionnalité orientée vers la production n'est plus considérée que comme l'une des composantes de l'alphabétisation fonctionnelle qui, elle, prend en compte d'autres composantes de la personnalité de l'individu ainsi que la complexité et la diversité de ses intérêts, de ses aspirations, de ses attentes et de ses réflexions ». (1)

Cette approche qui tendait à rattacher l'alphabétisation à une situation vécue concrète a été reprise, non sans succès, dans les pays industrialisés. Là, elle a donné lieu à des essais en vue de décrire l'aptitude des citoyens à vivre dans un environnement socio-économique, culturel et politique exigeant un grand nombre d'usages de la parole écrite. La notion de "fonctionnel" ne concernait plus la seule capacité de "faire fonctionner" techniquement quelque chose, mais de "fonctionner" en tant que personne, membre d'une société donnée.

Le moyen de mesure qui découle de cette approche est un questionnaire sur des actions de la vie quotidienne telles que savoir remplir un chèque, savoir lire un ticket de caisse d'un grand magasin, savoir lire un horaire d'autobus ou savoir rendre la monnaie. Il semble bien que, par cette approche très nuancée, née dans les pays en développement, puis étendue aux pays développés, on se rapproche enfin de ce qu'avait souhaité, depuis 1958, l'Unesco. Certes, c'est le questionnaire qui va, en quelque sorte, définir l'illettrisme ou le degré d'illettrisme en question. Et derrière le questionnaire se tient le chercheur, non pas encore la victime de l'illettrisme. Aussi ne faut-il pas s'étonner que le questionnaire se préoccupe, essentiellement, de certaines performances techniques et intellectuelles impliquant la lecture et l'écriture.

Selon les conceptions des chercheurs, on voit qu'ils peuvent faire intervenir des actions parfaitement courantes seulement, ou faire référence

(1) cf. Alphabétisation 1972-1976, Unesco, Paris, 1979. p.11.

à des situations plus techniques ou plus spécifiques. Mais quelle que soit la complexité ou la simplicité des opérations proposées, elles ne tentent toujours que de mesurer une capacité intellectuelle et technique. Cela est indispensable, certes, et en cela l'approche "fonctionnelle" a un avantage évident sur celles que nous venons de décrire précédemment. Elle tente de saisir la réalité ou, tout au moins, une composante importante de la réalité vécue des illettrés. Elle cerne, en effet, les situations de mise en échec dans la vie quotidienne des intéressés.

Cette approche a l'avantage, aussi, de ne pas donner une définition supposée absolue de l'illettrisme. Celui-ci est relatif, dépendant des prouesses en lecture et écriture qu'exige un type de société donné, à tel moment de son histoire. Nous constatons d'ailleurs, à travers différentes tentatives d'identification des illettrés, comment apparaît, à chaque fois, une nouvelle image de l'illettrisme. Cette image diffère, selon la personnalité et la situation des chercheurs, selon les pays ou les sociétés où se déroule l'expérience, et selon l'époque (les essais tentés, aujourd'hui, au Luxembourg ou en Belgique, reflètent des exigences accrues de capacités de lecture et de compréhension, en comparaison de ce qu'on attendait, il y a une dizaine d'années).

En définitive, on pourrait peut-être dire que les résultats d'enquêtes de ce type se présentent de la façon très modeste suivante :

- . tel pourcentage de personnes éprouvent des difficultés pour écrire une lettre à un parent, aujourd'hui,
- . tel pourcentage de personnes éprouvent des difficultés pour lire une affiche dans la rue telle qu'on la voit un peu partout, aujourd'hui.

Si l'image ainsi fournie n'est pas complète, elle a le mérite de cerner au moins une partie de la réalité.

APPROCHE GLOBALE DE L'ILLETTRISME COMME SITUATION DE VIE

Est-il indispensable de faire plus ? Si l'illettrisme est vraiment une incapacité de maîtriser le minimum de lecture et d'écriture qu'exige la participation à la vie quotidienne de son temps et de sa communauté, faut-il en savoir plus ? Peut-être que non, s'il ne s'agit que d'identifier ou de dénombrer des illettrés. Mais il est nécessaire d'en savoir plus si une société veut mettre fin à l'illettrisme en offrant des chances égales à tous de maîtriser la parole écrite.

Depuis la régression économique, l'action préventive est de plus en plus à l'ordre du jour dans tous les domaines sociaux, mais une action préventive à laquelle ne se joint pas une action curative, en direction des personnes que le mal a déjà atteintes, ne sait pas vraiment ce qu'elle doit prévenir. Ce n'est qu'en affrontant l'illettrisme des adultes d'aujourd'hui (tout en améliorant, certes, l'instruction des enfants et des jeunes), c'est en le reconnaissant comme une situation de vie et une manière d'être, que nous apprendrons ce que nous avons à combattre et tous les garde-fous dont doit se doter une société qui ne veut plus de l'illettrisme dans ses frontières. Nous étayerons cette affirmation lorsque nous aurons à parler des politiques et programmes à mettre en oeuvre. Nous développerons alors cette logique inéluctable qu'un avenir centré sur l'homme saborde en quelque sorte ses chances s'il ne privilégie pas les plus défavorisés et les plus accablés de privations destructrices.

Au demeurant, suffit-il de souligner que les diverses approches du phénomène de l'illettrisme peuvent, certes, conduire, tôt ou tard, à déceler celle qui désignerait avec le plus de précision des illettrés ? Mais elles ont peu de chances de les identifier au moyen des caractères primordiaux à connaître, si l'on veut se porter à leur secours. Les exemples donnés au premier chapitre en sont une indication. Les conséquences de l'illettrisme finissent par déterminer une sensibilité très grande à l'humiliation, à des états d'esprit, pour ne pas dire des hantises, qui font que les hommes et les femmes sont sans arrêt en état d'alerte, de défense, d'agressivité parfois. Ils souffrent et, comme ils ne manquent pas, malgré ce que l'on pense souvent,

d'une intelligence innée, ils inventent leurs protections, ils montent des barricades derrière lesquelles s'abriter,

C'est ce qui différencie l'illettrisme dans les pays dits développés de celui dans les pays en développement. Dans les pays développés, les illettrés sont une minorité qui a -nous allons le démontrer peu à peu- encore bien d'autres raisons de se faire déconsidérer et, si nous n'arrivons pas à circonscrire l'essentiel de la réalité ainsi vécue, nous ne réussirons pas à faire avancer le combat.

En attendant, tentons maintenant de voir, à partir des diverses conceptions actuellement en cours, à quelles estimations statistiques arrivent les spécialistes en différents pays.

o

o

o

LES CHIFFRES ET LEUR HISTOIRE

CHIFFRER L'ILLETTRISME, UNE ENTREPRISE PLEINE D'EMBUCHES...

Le problème de la définition de l'illettrisme que nous venons d'aborder est un problème important, car toute tentative de chiffrage de l'étendue de l'illettrisme doit s'appuyer sur une définition et sur le moyen de mesure pouvant s'accorder avec cette définition. Nous avons vu qu'en fonction de l'approche de l'illettrisme qui était retenue, ce moyen de mesure pouvait être, par exemple, un simple test de lecture, une durée de scolarisation ou un questionnaire sur la vie quotidienne, mais nous avons aussi attiré l'attention sur le fait que les personnes touchées par l'illettrisme étaient si marquées par ce qu'elles vivaient qu'elles ne désiraient pas toujours se faire connaître. Plus que le problème de la définition de l'illettrisme, c'est peut-être ce fait, qui veut que les personnes touchées par l'illettrisme ont souvent des motifs sérieux de se cacher, qui rend si difficile la réalisation d'enquêtes efficaces "sur le terrain".

Nous allons, à présent, dire quelques mots sur les différents moyens, recensements nationaux, méthodes d'échantillonnage ou approches monographiques qui peuvent être utilisés pour de telles enquêtes, mais, à tout moment, nous aurons à l'esprit cette question : comment arriver à mieux connaître la situation de personnes qui ne désirent pas toujours parler de leur vie ?

Inutile d'insister sur les obstacles que rencontrèrent certains recensements nationaux d'après guerre, au temps où poser la question "savez-vous lire ?" n'était pas encore censée être superflue. On sait que ce qu'on appelait alors, déjà, l'erreur statistique pouvait s'élever à des pourcentages assez importants, justement pour des questions sujettes à caution vis-à-vis des interviewés. Les recensements nationaux de population n'ont jamais eu le caractère d'une véritable exploration sociologique, avec analyse de corrélations et de vérifications à l'appui. Par rapport à l'illettrisme, ils n'avaient rien d'un test, pas plus qu'ils n'en ont le caractère, maintenant qu'on laisse dans certains pays les citoyens remplir les questionnaires de leur main. Une recherche menée par le Mouvement ATD Quart Monde démontre, par ailleurs, les malentendus, les controverses et les lacunes auxquelles donne lieu l'application du ques-

tionnaire du recensement national belge de 1970, dans certains quartiers de Bruxelles. Dans ces quartiers où les citoyens ont plus de raisons qu'ailleurs de ne pas révéler certains manques, de travail régulier, de revenus fiables, calculables sur une année... le manque d'instruction (le sien propre, celui de ses enfants mineurs) fait partie des choses à ne pas dire à un étranger ; sait-on jamais les difficultés qu'on pourrait s'attirer ! Nous reviendrons sur ce point quand il s'agira de voir de plus près qui sont, au fait, ces illettrés en question.

Suffit-il, pour l'instant, de dire que les recensements de population nationaux ne semblent pas être l'instrument idéal pour découvrir ceux que nous voudrions connaître, mais qui ne veulent pas nécessairement se faire connaître de nous : les sacrifiés de l'éducation nationale ?

Reste, alors, les recherches sur ce qu'il est convenu d'appeler des échantillons représentatifs. On sait la complexité, jamais encore correctement maîtrisée, de la "représentativité" des "échantillons", précisément. On peut penser, sans trop de risques de se tromper, que les illettrés y sont insuffisamment présents. Cela saute aux yeux, quand on examine la composition, par catégories professionnelles, des groupes étudiés par la plupart des grands organismes de sondage. Les illettrés, on l'imagine, se trouvent, pour une bonne partie, dans des zones périphériques assez mal explorées du marché de l'emploi. Dans les pays industrialisés, on les retrouve souvent dans ce qui reste du marché de l'emploi informel. C'est ce que révèle une série de recherches effectuées par l'ATD Quart Monde dans plusieurs pays de la CEE, dans les années 60 et 70. Or, une investigation menée avec la CEE a convaincu le Mouvement que les probabilités de retrouver ces travailleurs, ne serait-ce que dans la catégorie des "travailleurs non qualifiés", sont très faibles. La sélection "at random", que l'on opère dans cette catégorie, comme en d'autres, n'y peut rien parce que le choix supposé "au hasard" part toujours de registres administratifs existants, la particularité des illettrés étant, pour les raisons que nous avons comprises, et pour d'autres que nous verrons par la suite, que l'illettrisme n'est pas le seul facteur qui les rende insaisissables.

Mais notre prudence envers les recherches à base d'échantillonnage

tient aussi à d'autres motifs. Ce type d'investigation repose généralement sur des questionnaires plus longs et plus complexes. Y répondre exige une certaine concentration de l'esprit. A supposer que l'on en soit capable, encore faudrait-il que l'interviewé comprenne le sens de la demande pour y mettre quelque bonne volonté. Confiance, compréhension, force de concentration intellectuelle... Quand on regarde de près ces conditions, on est tenté de se dire que si, par bonheur, des analphabètes se trouvaient, ne serait-ce que "sous-représentés", dans un échantillon, ils risqueraient fort de se retrouver parmi ceux qui refusent globalement de répondre ou d'être de ceux qui viennent grossir les pourcentages de "pas de réponse" ou "ne sait pas".

Si les recensements nationaux ne donnent pas de réponse directe et que les procédés par analyse d'échantillons de la population nationale ne paraissent pas non plus pouvoir conduire à un dénombrement correct, pour l'instant, que pouvons-nous attendre de recherches à caractère monographique ? Pour avancer, malgré tout, dans le domaine de l'identification, certains ont commencé par élaborer des monographies sur des groupes de population ou des secteurs urbains ou ruraux, non représentatifs de l'ensemble de la nation. Certaines recherches, en particulier en Grande-Bretagne, partent de cette approche, et le mouvement ATD Quart Monde agit lui aussi de cette manière. Il explore régulièrement la situation dans des cités d'habitation bien délimitées ou, démarche apparemment plus hasardeuse encore, s'interroge sur la clientèle de jeunes, adhérant à un club que le Mouvement avait créé à la demande de certains. Le hasard préside parfois moins à ce genre d'efforts qu'on ne pourrait le croire. Les cités ne sont pas représentatives de la nation, et pour cause, car les loyers y sont les plus bas, parfois quasi nuls quand il s'agit d'une cité d'urgence vieille de trente ans où les murs se lézardent depuis longtemps.

Les jeunes du Club "Alternatives 114" (qui est devenu, entre-temps, un véritable mouvement international de jeunes) n'étaient pas représentatifs de la jeunesse française, lors de l'élaboration des premières monographies sur l'illettrisme. Les cités, les jeunes représentaient simplement une population aux revenus les plus bas et les plus irréguliers. Adolescents et adultes avaient confié aux équipes ATD Quart Monde qui partageaient leur vie,

leur désarroi de ne pas pouvoir lire et écrire. C'est à leur confiance que toute l'Europe des Dix doit d'avoir pu mettre le doigt, enfin, non pas encore sur un chiffre, mais sur une corrélation importante : illettrisme et revenus, non seulement bas, mais encore irréguliers.

L'intérêt de toutes les démarches à caractère monographique est là, à ce stade de nos connaissances statistiques. Elles permettent de formuler des hypothèses raisonnables sur les réalités vécues qui accompagnent l'illettrisme et que l'on peut, éventuellement, recenser plus facilement que le phénomène lui-même. Encore fallait-il qu'une population (non pas quelques individus, mais des ruelles, des courées, des cités entières), comme par un consensus tacite, se mette soudain à parler à des équipes, elles-mêmes formées et préparées à ce type d'écoute d'un problème soigneusement caché jusqu'alors. Et nous choisissons délibérément le terme de consensus dans la population concernée. Si quelques individus seulement s'étaient adressés à une équipe ATD Quart Monde, tandis que l'opinion générale dans le secteur était encore convaincue des avantages de se taire, la communication ne se serait pas établie. Les illettrés ayant eu le malheur de révéler leur incapacité de lire eussent été bannis par leurs voisins.

C'est cette approche monographique, qui permet de connaître le milieu dans lequel une personne va travailler, qui a sans doute manqué dans la série de recherches menées sur la pauvreté dans le cadre du "Programme européen de recherche et d'actions pilotes de lutte contre la pauvreté", par les Communautés Européennes de 1975 à 1980. Elles ne cherchaient pas l'illettrisme, ni l'analphabétisme absolu ou récurrent ; elles cherchaient ce que les chercheurs eux-mêmes (et non les personnes concernées) considéraient être la pauvreté. En l'occurrence, grosso modo, une conjugaison entre un certain type de logement, l'activité professionnelle, les revenus et (dans une recherche, tout au moins) le temps de scolarisation. Ces projets sont, à notre avis, un exemple assez parlant du fait qu'un certain type de recherche sociologique ne peut trouver, toujours, que ce qu'elle cherche précisément. L'inattendu est exclu, comme par avance, quand le chercheur ne possède pas déjà un vaste savoir général sur son thème, en ce cas, sur la pauvreté. Ses hypothèses dépendent de ce savoir préalable, comme elles dépendent des intuitions que, seul,

peut avoir celui qui s'est longtemps et profondément préoccupé de la population, sujet de sa recherche.

Que l'inattendu, non prévu dans les hypothèses de recherches européennes, n'ait pas pu apparaître, malgré tout, tient évidemment aussi au type de relations qui pouvaient s'établir entre enquêteurs et enquêtés. Quand on prend pour sujet de son investigation des chômeurs et des mal-logés, il faut avoir encore une fois cette familiarité avec les hommes et les femmes concernés qui vous apprend les tabous que l'on doit respecter. En 1975, être mal logé n'en était plus un, même pour les plus pauvres. Le problème était reconnu dans tous les pays concernés comme un problème national. Les victimes n'avaient pas à en rougir. Pour le chômage, la situation était déjà plus nuancée. N'avaient pas trop à en rougir ceux qui avaient tenu des postes de travail réguliers, exigeant un minimum de qualification. Ils n'avaient rien à cacher, surtout que la moyenne de la durée du chômage était encore relativement faible (elle n'était alors dans la CEE que de 4 à 6 mois). Mais la condition de demandeur d'emploi à terme, le chômage chronique étaient demeurés bel et bien un sujet sur lequel les travailleurs les moins qualifiés n'aimaient pas que l'on s'attarde. C'est en quelque sorte par définition que les illettrés se trouvent parmi ceux-là. Quel emploi pourraient-ils tenir ?

Tout compte fait, il n'y a rien d'étonnant à ce que les recherches européennes n'aient pas réussi à communiquer de façon significative avec les chômeurs chroniques, ni jamais découvert qu'il pouvait peut-être y avoir une corrélation entre sous-emploi ou inactivité totale à long terme et absence de maîtrise de la lecture. Ceci, curieusement, au cours d'un programme de 5 ans durant lequel les responsables des projets d'action sur le terrain, eux, ne semblent pas avoir été aveugles à ce sujet. Certains appelaient au secours : dans nos secteurs, le chômage sévit, mais aussi nous trouvons des gens sans instruction. Ils ne furent pas plus entendus que l'ATD Quart Monde qui avait proposé de compléter les recherches par une "recherche-action" et des monographies de familles touchant à la capacité de certains groupes de population de maîtriser la communication écrite et orale.

Peut-être devrions-nous, en toute simplicité, tirer de cela certaines

conclusions sur les lacunes existant dans nos connaissances tout court sur l'illettrisme dans les pays industrialisés. Les autorités publiques, pendant longtemps, l'ont ignoré : s'il existait encore, il devait s'agir d'une population très âgée, de quelques malades et évidemment des travailleurs migrants et de leurs enfants. Les autochtones parmi leurs administrés étaient désormais à l'abri, grâce à un système d'éducation nationale obligatoire et gratuite, apparemment étanche et d'un contenu suffisant. Cette confiance était parfaitement compréhensible, sinon tout à fait justifiée. Les sociétés industrialisées ont eu une confiance similaire dans leurs législations sociales : tous et chacun étaient désormais protégés de la pauvreté, puisque les systèmes établis devaient, en principe, servir à cela. Les pays industrialisés n'ont pas eu tort de se montrer relativement satisfaits, à la pointe de la protection comme de l'instruction dans le monde. Leurs sociétés semblaient, effectivement, bien faites.

Depuis les premiers signes du contraire, les gouvernements ont eu toutes les raisons de sous-estimer le problème et, ici, commence la responsabilité des corps professionnels, et particulièrement des sociologues (nous n'avons jamais rencontré un enseignant niant l'illettrisme parmi les écoliers, même en fin de scolarité obligatoire ; mais eux n'ont pas les moyens ou le temps de faire plus que de compter les têtes des enfants et des adolescents de leur connaissance ainsi frappés). Les chercheurs universitaires, les sociologues, eux, ne semblent pas avoir joué leur rôle d'éclaireurs, malgré les moyens mis à leur disposition. Non seulement ils n'ont pas pris d'initiatives de quelque importance en matière d'illettrisme, mais plus grave, peut-être, ils ne se sont jamais armés pour être en mesure d'aborder, avec quelques chances d'une communication efficace, les populations vulnérables, des pays industrialisés. Ils ne savent souvent pas se faire comprendre ni se rendre crédibles, face à des concitoyens de très faible instruction, par exemple, et qui ont toujours quelque chose à craindre de celui qui frappe à leur porte. Seuls les anthropologues et les ethnologues semblent avoir compris que pour comprendre "de l'intérieur", pour se faire révéler la face secrète des pensées et des choses, il faut vivre avec les intéressés. Il faut reconnaître ceux-ci comme d'une terre étrangère où fleurit une pensée, un mode de vie sur lequel on ne doit pas poser une "grille d'analyse" préétablie, de peur que l'inattendu, les

vrais secrets vous échappent. Les sociologues occidentaux, il faut bien l'admettre, se comportent généralement en tous milieux sociaux comme en terre connue d'avance. Les grilles, les questionnaires, même des questionnaires d'essai, sont établis en chambre plutôt qu'après un temps de vie prolongé avec les groupes concernés. A notre connaissance, Jean LABBENS (*) est l'un des seuls chercheurs universitaires qui, dans les pays de la CEE, a tenu à vivre, c'est-à-dire à habiter dans un bidonville de la région parisienne, avant d'esquisser la moindre hypothèse au sujet de ses habitants, pourtant bien français et donc ses concitoyens en l'occurrence. Il suivait à la lettre cette règle énoncée par son collaborateur et ami Christian DEBUYST, professeur de psychologie à l'école de criminologie de l'université de Louvain : pour franchir les obstacles qui se dressent à la communication, il faut que celui qu'on cherche à comprendre sache que le chercheur est durablement de son côté, plus que sympathisant : solidaire, co-responsable des conséquences de ce que l'un et l'autre vont tirer au clair, ensemble. Ce n'est, certes, pas peu dire et cela ne peut sans doute être dit que par des universitaires comme Christian DEBUYST et Jean LABBENS qui ont effectivement engagé leur carrière, leur prestige de chercheur, pour ne pas dire leur vie au profit de populations vulnérables : illettrés, délinquants, pauvres, travailleurs migrants.

Ceci dit, au bout du compte, les instruments d'investigation ne paraissent pas encore au point, ni ceux qui les manient assez préparés pour entamer de véritables recensements des illettrés dans les pays industrialisés. Il n'est peut-être pas inutile de se le dire, maintenant. Si ces pays, si leurs gouvernements ne peuvent pour l'instant pas faire mieux que d'offrir des approximations, c'est qu'il y a un problème épineux commun. Il est vrai que les gouvernements des Etats membres de la CEE pour des raisons que nous n'avons pas à approfondir ici préfèrent considérer tout ce qui touche à l'éducation nationale comme une affaire strictement nationale, justement. Mais il n'en est, évidemment pas de même pour les questions touchant l'emploi et la formation professionnelle. A ce niveau, la Communauté qui n'existe pas

(*) voir en particulier : Jean LABBENS, "Le Quart Monde : la condition sous-prolétarienne", Editions Science et Service, Pierrelaye, 1969 et Jean LABBENS, "Sociologie de la pauvreté - le tiers-monde et le quart-monde", Idées/Gallimard, Paris, 1978

pour les jeunes écoliers semble pouvoir se reformer autour des illettrés. Ceci dans la mesure où l'on ne peut les ignorer dans une Europe cherchant à étendre le droit au travail et à égaliser les chances d'obtenir un métier. Le Parlement Européen a souligné qu'il s'agissait là d'un problème à la fois important et commun. Et s'il est commun à l'Europe des Dix, il est probable qu'il soit commun à tous les pays industrialisés.

C'est ce qu'on peut penser, à la lumière des considérations que nous venons de résumer. Pour notre part, nous soulignerons, encore une fois, qu'il s'agit d'un problème commun au niveau de la recherche sociologique et statistique d'abord. En faire un problème politique, montrer du doigt des gouvernements ou des sociétés supposés avoir intentionnellement abandonné certains à l'ignorance, ne peut qu'obscurcir le fait que nous ne savons pas encore nous y prendre pour détecter les intéressés.

C'est peut-être ce qu'a voulu dire l'Unesco qui ne s'est pas contentée de stimuler la réflexion en proposant une définition. Elle a aussi tenté d'aligner des estimations chiffrées, sur la base des recensements nationaux les plus récents.

ESTIMATIONS DE L'UNESCO

Pendant que le vent semble tourner, enfin, pour les illettrés, dans une Europe cherchant à voir clair dans les problèmes de la formation professionnelle, l'Unesco reprend pleinement son rôle à leur égard, au niveau mondial. Jusqu'ici, les activités de l'Organisation concernaient principalement les pays en développement et notamment les plus défavorisés d'entre eux.

Au regard de l'historien, la chose était compréhensible, la concentration sur les pays en développement même tout indiquée, mais il n'y avait pas avantage à en rester là. A force d'avoir le regard trop longtemps exclusivement braqué sur telle partie du monde plutôt que sur telle autre, une institution spécialisée mondiale risquerait de perdre son sens de l'universalité. On pouvait s'attendre à ce qu'au Palais de l'Unesco même, tôt ou tard, on redresse la barre. Et ce n'est pas un hasard qu'elle l'ait fait au moment où l'UNICEF décidait elle aussi d'englober dans son regard non plus seulement les enfants du Tiers Monde, mais tous les enfants du monde.

Toujours est-il que l'Unesco a choisi ce moment pour prendre acte, publiquement, de l'état de fait des illettrés ailleurs que dans les pays en développement. Nous notons d'ailleurs qu'elle le fait sans ergoter sur les définitions ni sur les instruments et méthodes de recherche -pas toujours comparables- utilisés dans les divers pays consultés à cet effet. Elle fait son possible pour rendre comparables, voire additionnables les résultats.

Les données qui suivent sont le fruit de cet effort, fourni par son Office des Statistiques. Elles ont pour but de donner un premier aperçu de l'illettrisme dans les pays développés. Que faut-il entendre ici par illettrisme ? Ce qui a été calculé ne correspond pas à la définition de l'Unesco, mais plutôt à un niveau déterminé de scolarisation. Est estimé le nombre de personnes se reconnaissant comme illettrées, en reconnaissant qu'elles n'ont pas été ou ont été à peine scolarisées. Pour reprendre un terme qui a été utilisé dans le chapitre précédent, ces estimations tentent de donner une image de l'étendue de l'analphabétisme total dans les pays développés. Elles ne tiennent donc pas compte des personnes touchées par l'analphabétisme récurrent, c'est-à-dire des personnes qui ont suivi plusieurs années de scolarisation mais à qui ces années n'ont pas permis de maîtriser suffisamment les techniques de la lecture et de l'écriture. Ce choix ayant été fait, l'Office des Statistiques a tiré des données nationales collectées à ce titre ce qu'il a pu, c'est-à-dire des estimations et des projections. Ceci d'autant plus que les renseignements fournis par les autorités nationales n'ont pas été rassemblés dans un même laps de temps. On imagine les prouesses d'extrapolation et d'autres opérations statistiques que doivent faire les spécialistes en cas de ce genre. Ils ont fait leur possible pour créer, malgré tout, un tableau d'ensemble, actualisé

en juillet 1982. On n'en demandera pas plus qu'il ne peut nous donner, à savoir des estimations fragiles. Des estimations sans exagération aucune, en tous cas, puisque pour les raisons énoncées plus haut, nous avons toutes les chances d'être en-deçà de la réalité.

Mais voici maintenant ces estimations qui donnent, pour l'ensemble des pays développés , le pourcentage de la

population adolescente et adulte âgée de 15 ans et plus touché par l'analphabétisme total, c'est-à-dire comprenant les personnes qui n'ont pas été ou qui ont été très peu scolarisées. Après quelques chiffres généraux, ces estimations sont présentées sous forme d'un tableau dans lequel les pays sont regroupés en zones géographiques (en Annexe 1, on trouvera quelques chiffres détaillés par pays).

Pour l'ensemble des pays développés, le taux d'analphabétisme total de la population de 15 ans et plus est estimé en 1980 à 2,5 % soit 22,5 millions de personnes .

En ce qui concerne la distribution par sexes, les taux sont de 2,0 % pour les hommes (environ 8,3 millions de personnes) et de 3,0 % pour les femmes (environ 14 millions de personnes).

La distribution par régions fait apparaître les taux suivants :

	<u>15-44 ans</u>	<u>15 ans et plus</u>
Europe (URSS incluse)	1,0 %	2,8 %
Europe du Sud	2,7 %	8,1 %
Europe de l'Est	0,7 %	2,9 %

Source : Estimations pour 1980, Office des Statistiques, Unesco, 5 juillet 1982.

Ces estimations sont basées sur les recensements les plus récents.

Plusieurs remarques peuvent être faites à partir de ces estimations. La première sera sur l'importance des chiffres et du chiffrage. Tout en étant conscient des difficultés qu'a pu rencontrer l'Office des Statistiques de l'Unesco pour fournir ces résultats, on ne peut pas ne pas être frappé par l'importance des chiffres qu'il nous fournit ; d'après ces estimations 22,5 millions de personnes (2,5 % de la population adulte) n'ont pas été ou ont été très peu scolarisées dans les pays développés et ces chiffres nous font penser que des pays qui se disent développés ne devraient plus négliger ce problème. L'Unesco, en incitant à ce genre d'essais de recensement joue aussi ce rôle-là : celui de porte-parole de groupes de population dont la condition relève de son champ de compétence et dont elle pense qu'ils ont besoin d'une attention internationale. Conduire les pays à chiffrer est un acte politique en vue de placer, au centre des intérêts, les hommes qui en ont le plus besoin. Nous voudrions également faire une remarque sur la répartition de ces chiffres en classe d'âge. Dans cette répartition, les classes jeunes présentent un pourcentage de personnes n'ayant pas été scolarisées plus faible que les classes plus âgées et cela reflète bien les efforts effectués par les différents pays pour que l'école soit accessible à tous les enfants. Pourtant, comme nous le disions dans le chapitre précédent, il ne faut pas oublier que dans tous les pays développés certains enfants quittent parfois l'école après avoir suivi plusieurs années de scolarisation sans maîtriser suffisamment la lecture et l'écriture. L'Unesco n'avait pas les moyens de proposer ici une estimation du nombre de ces enfants, mais nous voulions seulement rappeler ce fait.

Un second point à soulever : tous les pays sont touchés. Si certains pays présentent dans ces estimations des pourcentages plus élevés que d'autres (les pays de l'Europe du Sud présentent un taux d'illettrisme de 8,1 % dans l'ensemble , avec des variations par pays allant de 4,6 % à 19,7 %)

, il ne faut pas oublier que ces opérations montrent tout de même que tous les pays développés sont touchés. Il faut aussi se rappeler que derrière ces chiffres vivent des personnes qui souffrent de ne pas pouvoir vivre en paix et dans la dignité dans le monde qui les entoure. Nous savons pourquoi

cette souffrance est peut-être encore plus grande dans les pays ayant les taux d'illettrisme les plus bas. Pour prendre une image, il est probable que le jeune soldat français qui pleurerait dans sa chambrée, parce qu'il ne pouvait pas écrire à ses parents, aurait moins souffert ou même n'aurait pas ressenti sa condition comme humiliante si d'autres appelés s'étaient trouvés avec lui dans la même situation. De même, il est possible qu'un adulte français ou suédois qui ne maîtrise pas suffisamment la lecture et l'écriture vive avec encore plus d'intensité l'exclusion dont il est victime que le même adulte d'un pays où le-taux d'analphabétisme/ ^{est plus élevé.} A ce point de vue, il paraît ambigu de dire, comme semblent le faire certains auteurs, que tel pays est plus touché par l'illettrisme que tel autre. Dans des conditions où, plus les taux baissent, plus la privation de l'alphabet et de l'instruction devient dure à vivre, il faut préciser ce que l'on entend par "plus touché". Toujours dans une perspective de l'homme au centre du développement, les hommes les plus touchés se trouveraient plutôt là où les pays annoncent les taux les plus faibles. Et en raison des difficultés à cerner et à remédier à leur situation, ce seraient les pays apparemment les moins touchés au regard de la statistique qui auraient les problèmes les plus difficiles à résoudre.

Est à noter enfin que parmi les pays développés, les pays les plus alphabétisés sont souvent ceux qui possèdent le moins de connaissances précises sur l'étendue de l'illettrisme dans leur propre population. Plusieurs pays de l'Europe du Sud, par exemple, ont procédé dans ces dernières années à des recensements sur l'illettrisme. Ils paraissent capables de donner des chiffres dépassant le caractère d'estimations encore assez hasardeuses sur l'étendue du phénomène dans leur propre population. Par contre, à notre connaissance, peu de pays de l'Europe de l'Ouest, de l'Europe du Nord, de l'Europe de l'Est ou de l'Amérique du Nord peuvent donner de tels renseignements.

Pourtant, si les chiffres manquent dans certains pays développés, dans ces mêmes pays se dessinent des mouvements qui vont dans le sens d'une plus grande reconnaissance du problème de l'illettrisme. Nous allons tout d'abord parler de cette évolution de l'opinion et des pouvoirs publics dans quelques

pays de la CEE. Cette évolution est parfois lente, mais pourtant elle est bien porteuse d'espoir pour toutes les personnes touchées par l'illettrisme vivant dans ces pays.

LE ROLE DES SIMPLES CITOYENS : UN PEU D'HISTOIRE DE LA CEE

Il n'est sans doute pas surprenant que ce soit souvent dans les pays où l'appareil statistique paraît le moins mis à l'oeuvre pour recenser les illettrés, que nous trouvons le plus d'auteurs individuels et d'ONG essayant d'attirer l'attention de l'opinion et des pouvoirs publics sur la réalité.

Aux Pays-Bas, l'on avoue ne pas pouvoir faire mieux, pour l'instant, que de proposer une approximation qui peut aller du simple au quadruple (*) et à l'Université de Nymègue on pensait avoir affaire à une sous-estimation en optant pour le quadruple, à savoir 400 000... Pourtant, l'ONG nationale SALCO (**) collait, il y a quelques années, un peu partout sur les murs et dans ses locaux à travers le pays une affiche disant : "Dans les rues riches, il ne naît que des enfants intelligents ; dans les rues pauvres ne naissent que des imbéciles". Dans le même temps, l'ATD Quart Monde faisait part, elle aussi, aux mass média de son inquiétude de trouver tant d'illettrés parmi ses adhérents. Dans un quartier défavorisé de la petite ville de Breda, la population ayant décidé de créer son journal pour pouvoir s'exprimer face aux autres habitants de la ville, bon nombre d'habitants donnaient des articles sous forme de dictée. Quand le journal sortait, ils étaient obligés de se tourner vers des voisins pour pouvoir en apprendre le contenu, vérifier si leur propre article avait bien été repris.

Entre-temps, l'administration centrale a accordé une modeste subvention à un programme d'alphabétisation pour les illettrés de Breda. Pourtant, on ne peut pas dire que la nation néerlandaise ait reconnu son problème. A noter que c'est le ministère de la culture et non pas celui de l'éducation nationale qui a pris à coeur le sort des néerlandais illettrés.

(*) Kees HAMMINCK et Peter KOHLEN, "Analfabetisme in Nederland", Projekt permanente edukatie, Catholieke universiteit Nijmegen, Septembre 1977

(**) Cette ONG s'est, depuis, regroupée avec d'autres associations pour former la fédération GAMMA

Nous pourrions en dire autant pour la France. C'est peut-être le pays d'Europe où le plus de commentaires, analyses, critiques de tous genres sur l'école publique ont vu le jour. A commencer par les recherches et publications du Professeur Pierre BOURDIEU (*), les français se sont toujours montrés sensibles à toute défiguration, toute menace d'inégalité des chances, dans cette école publique jalousement surveillée depuis Jules FERRY. Curieusement, ces critiques vont rarement jusqu'au fond de leur propre analyse. Celle-ci fait prévoir qu'en toute logique, on doit trouver des illettrés tout au bout de la chaîne des inégalités. Mais la chose n'est pas vraiment mise en lumière et, paradoxalement, celui qui critique les inégalités devient en quelque sorte inégalitaire à son tour, se taisant sur l'exclusion quasi totale qui se tient au bout de toutes les injustices.

Mais d'autres, s'apercevant de la lacune, vont prendre la plume. En 1976, une enquête est réalisée par l'union départementale des associations familiales (UDAF) auprès de 6 000 familles de la région parisienne entretenant un certain type de relations suivies avec les services sociaux de la région. Les résultats ne manquent pas d'étonner : ils indiquent que 47 % des hommes et 51 % des femmes concernées ne savaient pas ou savaient mal lire et écrire. Les résultats des tests effectués par l'armée française lors de l'incorporation des appelés montre aussi que 0,6 % des jeunes ne savent pas lire et écrire ; dans le même temps, environ 7,5 % des appelés sont écartés de l'armée parce qu'ils ont obtenu des notes trop faibles aux tests d'orientation les plus simples. Des informations analogues existent dans tous les pays où les forces armées recrutent leurs effectifs en passant par des examens de ce genre. Ce qu'il importe de souligner, c'est que l'opinion ne semble pas s'en formaliser, ni même les demander, moins encore les exiger. En France, c'est encore une ONG qui va porter la nouvelle dans ses propres rangs, puis devant l'opinion, puis aux autorités publiques.

Le mouvement ATD Quart Monde est en France aussi consterné devant les faits qu'aux Pays-Bas. Au début des années 60, les familles d'une cité d'urgence s'organisent pour envoyer messages et cadeaux à leurs enfants placés dans les institutions ou les familles nourricières de l'aide sociale à l'enfance. L'équipe du Mouvement, présente sur les lieux, découvre que la majo-

(*) voir en particulier : Pierre BOURDIEU et Jean-Claude PASSERON, "La reproduction, élément pour une théorie du système d'enseignement", Editions de Minuit, Paris, 1970

rité des parents ne savent pas écrire une lettre ; ceux qui savent, en principe, aligner des lettres et des vocables, sont dans l'incapacité de le faire lisiblement. Ce sera le début d'un long chemin de découvertes déconcertantes, comme une enquête menée par le Mouvement en 1976, auprès de 200 jeunes de 16 à 18 ans, habitant une cité d'urgence qui montrait que 40 de ces jeunes ne savaient pas écrire et que 100 d'entre eux maîtrisaient à peine ces deux techniques.

On peut penser que la France est, malgré tout, demeurée en éveil. Car les informations ainsi répandues par une UDAF, par l'ATD Quart Monde ou d'autres ONG ou personnes ne tombent pas dans le vide. Un des plus beaux exemples de la sensibilité en quelque sorte nationale est celui du mouvement dit des Taporis, mouvement d'enfants de tous les milieux regroupés autour de leurs camarades les plus défavorisés. Des centaines d'enfants se mettent à envoyer livres, cahiers, crayons, à ceux qui n'en ont pas et doivent encore apprendre quoi en faire. Nous sommes en 1967 ; de là à une émission télévisée en 1982, qui fait surgir de tous les coins de France des bénévoles désireux d'alphabétiser leurs concitoyens, le chemin a sans doute été long pour les illettrés. Mais dans le cas de la France, on pourra dire que ce qui était primordial : leur réhabilitation, a pour le moins commencé. En novembre 1977, cinq mille français illettrés et lettrés, se rassemblent à la "Mutualité" à Paris. En présence d'un Ministre, de hauts fonctionnaires, de la presse, de délégations de zones urbaines frappées d'illettrisme dans les pays voisins, ils clament ce qui va entrer dans l'histoire sous le terme "Le Défi" : "Que dans 10 ans, il n'y ait plus un seul illettré dans nos cités, que tous aient un métier en main, que celui qui sait apprenne à celui qui ne sait pas".

Il ne fera pas encore la une dans les journaux, mais bon nombre des grands quotidiens nationaux y consacreront quelques paragraphes. Les illettrés sont enfin entrés dans les mass média, autrement que par la porte de service ouverte aux faits divers. L'espoir est désormais permis. Ceci d'autant que les simples citoyens que représentent les ONG vont aussi, bientôt, avoir gain de cause au niveau des pouvoirs publics. Dans un rapport demandé, en 1981, par le Gouvernement sur la pauvreté en France, Monsieur Gabriel OHEIX, Conseiller d'Etat, formule une recommandation sous le titre "Lancer une campagne de lutte contre l'illettrisme" où l'on retrouve les passages suivants :

"Sans traiter ici de la situation des migrants, le problème posé par les "citoyens de langue maternelle française qui ne maîtrisent pas la lecture et "l'écriture est particulièrement préoccupant. (...) Si en effet l'incapacité "totale à lire et à écrire est assez rare en France, hors les cas des défi- "ciences mentales, il reste que, cent ans après les lois de Jules FERRY sur "l'enseignement obligatoire, un nombre important de citoyens sont lourdement "handicapés, dans notre société dominée par l'écrit, où tout le monde est "supposé savoir aisément lire, écrire et compter. (...) Or la France, contrai- "rement à certains de ses voisins, ne s'est pas jusqu'ici réellement attaquée "à ce problème."

Il reste, certes, à savoir ce qu'il faut entendre par le caractère "assez rare" de l'incapacité totale à lire et à écrire. Nous allons voir plus loin que ce qui peut être rare dans certaines zones urbaines, dans certains milieux socio-professionnels, peut être fréquent ou même une constante dans d'autres.

Mais l'essentiel n'était-il pas que soit souligné cette double réalité que l'illettrisme existe en France et que le problème n'y est pas encore réellement attaqué ? Le nouveau Gouvernement va pouvoir le faire, enfin, et, en octobre 1982, le Ministre de la solidarité nationale et des affaires sociales annonce que l'illettrisme va être une de ses principales préoccupations.

Si tous les pays voisins n'en sont pas encore là, on constate pourtant que, partout, des citoyens, des professionnels se sont réunis pour à la fois proclamer et combattre ce qui, peu à peu, apparaît effectivement comme un problème international. En République Fédérale Allemande, la situation est pendant de longues années identique à celle de la Hollande, de la France... Ni l'opinion, ni les autorités compétentes ne semblent s'apercevoir qu'une question se pose. Peut-être en partie du fait qu'en RFA, suite aux destructions de la guerre et sans doute, aussi, en raison d'un énorme essor de la technologie, les gouvernements des Länder ont mené une vaste campagne pour la scolarisation. Il n'y a pas longtemps, on trouvait encore de grandes

pancartes sur les routes menant à Francfort ou à Bonn, apprenant aux passants l'importance de l'instruction. La RFA est le seul pays de la CEE à avoir poussé aussi loin l'effort de mobiliser les citoyens autour de leur école. Il faut aller à Mexico ou à Tunis pour trouver des campagnes de cette nature, dans lesquelles même les murs se mettent à parler.

Après l'investissement de tant d'énergie, sans doute était-il normal que le pays croie à la réussite. Pourtant, dans les années 70, des doutes renaissent. A Griessen, un professeur de classe spéciale rapporte, en 1978, que dans chaque promotion d'une vingtaine d'élèves, au moins deux jeunes de 14 à 16 ans ne savent pas lire et écrire. Entre-temps, des groupes d'alphabétisation se sont mis en place, à Berlin-Ouest, à Brême et ailleurs. Ils travaillent avec des adultes allemands.

Est-ce le hasard qui fait que, suite à ces expériences, le ministère fédéral se mette à en publier des descriptions en 1981 ? C'est le moment, aussi, du rapport OHEIX en France et si les Pays-Bas ne sont pas encore à faire des rapports de ce genre, l'auteur du Rapport VIEHOFF au Parlement Européen(*) sur l'illettrisme dans la CEE est un député néerlandais.

Des conditions économiques précaires ne favorisent certes pas la prise de mesures correspondant à cette prise de conscience. Mais là encore, un pas important n'a-t-il pas été franchi ?

Nous allons pouvoir nous le demander aussi, pour la Belgique. Les signes y sont, aussi, encourageants et nous allons voir que les illettrés eux-mêmes vont enfin oser y parler, à Bruxelles, en particulier.

Pourtant, en Belgique, les statistiques officielles ont autant de peine ou même plus qu'ailleurs à donner une image chiffrée de la réalité. Les seules données fiables sont offertes par l'armée nationale, lors de l'incorporation des miliciens : parmi ceux qui sont effectivement enrôlés (il s'agit donc, déjà, d'un groupe de jeunes gens sélectionnés, si l'on peut dire), 0,4 % ne savent pas lire et écrire, en 1979. Dans le même temps, 15 % des miliciens n'arrivent pas à remplir correctement une demande de permission.

(*) Parlement Européen, "Rapport sur la lutte contre l'analphabétisme présenté par Madame P.J. VIEHOFF", Document I-88/82, Bruxelles, 1982

L'ATD Quart Monde, pour sa part, avait ses inquiétudes, dès le début des années 70. Nous avons déjà mentionné son exploration des chances de bonne application du questionnaire du recensement national belge de 1970, dans un quartier peu favorisé de Bruxelles. Le très bas niveau d'alphabétisation et de compréhension des questions rendait cette application épineuse dans bien des foyers. Par la suite, le Mouvement auquel de plus en plus de belges de milieu défavorisé adhèrent se voit obligé de créer, avec eux, un poste d'écrivain public, des cours d'alphabétisation, un cabinet juridique. Ce sont les intéressés eux-mêmes qui poussent à la roue. Cette roue, ils vont d'ailleurs la pousser au-delà des frontières : un samedi matin de l'hiver 1977-1978 nous voyons un petit car belge débarquer dans un quartier populaire assez défavorisé de la ville de Breda, aux Pays-Bas. Les habitants y fêtent le premier anniversaire de leur journal (journal d'une population illettrée, nous l'avons dit). Ils célèbrent aussi l'ouverture "officielle" d'une petite baraque pré-fabriquée qui abritera leurs efforts de s'instruire ensemble, aux côtés d'une petite pré-école pour leurs enfants. Un des délégués belges monte sur l'estrade et dit son histoire : "A Bruxelles, j'ai osé dire que j'étais un analphabète et, avec le Mouvement, j'ai appris à lire. Vous voyez, il faut oser le dire..." Un fonctionnaire du ministère de la culture de La Haye, présent à la fête, se montre surpris : "Comment faites-vous pour susciter ce courage chez ces gens ? Aux Pays-Bas, notre problème est que les intéressés ne se font pas connaître."

Depuis, la ville de Breda a son cours d'alphabétisation où l'ATD Quart Monde assure une présence auprès des plus craintifs et des plus discrets parmi les élèves. Mais ce que l'histoire risque de ne jamais raconter, c'est que le coup de pouce au bon moment fut donné par les illettrés venus de Bruxelles. Paradoxalement, ils n'ont pas obtenu un résultat équivalent dans leur propre ville. En 1981, l'ATD Quart Monde, toujours inquiet, y réalise une nouvelle investigation dans un quartier populaire. Elle révèle que 5 % des adultes belges et 20 % des travailleurs étrangers habitant ce quartier sont touchés par l'illettrisme. L'enquête (*) comportait un test de lecture, une série de questions portant sur l'instruction reçue et une seconde série sur les difficultés éventuelles rencontrées dans la vie quotidienne en raison d'une faible capa-

(*) ATD Quart Monde, "Illettrés et illettrisme", étude réalisée avec le concours de la Commission des Communautés Européennes, Octobre 1981

cité à manier la parole écrite. Les chiffres cités plus haut représentent les résultats des recoupements effectués à partir de ces différents types de renseignements.

Mais il faudra attendre le 15 mai 1982 et le rassemblement international "Pleins Droits pour tous les Hommes",    Bruxelles, pour voir les mass média se réveiller comme en sursaut. "Ils étaient dix mille (...) dira un quotidien, (...) ils réclamaient le droit à l'instruction." Ils l'auront réclamé non pas en défilant dans les rues, ni en protestant de quelque'autre manière. De toute l'Europe, de tous les coins de Belgique, ils étaient venus à Bruxelles pour créer la fête. Une fête où furent réunis tous les moyens d'expression et de communication auxquels tout homme doit pouvoir s'exercer parce qu'il est homme : théâtre, mime, musique et chants mais aussi : affiches, pancartes, banderoles, toutes formes de communication écrite. "Foule sortie du Moyen-Age..." dit un grand quotidien. L'histoire contemporaine se doit d'être plus conforme    la réalité. La foule qui se présenta, ainsi, au Gouvernement, comme à la Reine des Belges, portait des banderoles et avait monté, parmi bien d'autres, un stand d'information sur l'Unesco. Ce n'était pas d'un folklore de Moyen-Age, mais bel et bien d'une civilisation de la parole écrite que cette foule se réclamait. Il paraît raisonnable de penser qu'à Bruxelles, comme à Paris et à Bonn, acte a été pris désormais d'une situation à modifier.

De l'autre côté de la Manche, les conditions sont-elles également prometteuses ? Là aussi, une ONG, la British Association of Settlement, a donné l'alerte. C'était en 1974, et le chiffre lancé pour les analphabètes était de 2 millions. Ce chiffre, dont il est difficile de connaître exactement la méthode de calcul, a fait le tour des mass média britanniques à l'époque. Il en fut aussi question dans les couloirs et les bureaux de la CEE    Bruxelles. Curieusement, il ne donna jamais lieu à des confirmations ou à des infirmations officielles de la part des autorités qui, p  urtant, d  s 1975, entamèrent une campagne nationale d'alphabétisation. Nous ne trouvons aucune trace, ni d'études, ni de recensements depuis lors. Seul le Rapport BULLOCK (*), publié lui aussi en 1975, émet également l'hypothèse qu'il existe

(*) Britain Government, Her Majesty's stationery office (H.M.S.O.),
"A language for life", HMSO, London, 1975 (rapport "BULLOCK")

un nombre important d'illettrés, pouvant aller jusqu'au cinquième de la population adulte. Les auteurs de ce rapport sont en quelque sorte en avance sur bien d'autres en précisant qu'il s'agirait là de personnes incapables, même si elles ont été à l'école, de lire : des commentaires de journaux, des instructions dans leur travail, les différents signes indicateurs de la vie quotidienne, les renseignements qui accompagnent les produits de consommation.

Apparemment, dans ce rapport, on n'assimilait déjà plus durée de la scolarité et (il-)lettrisme, mais il semble bien qu'on en soit resté là, Outre-Manche. La Grande-Bretagne est pourtant le seul pays de l'Europe Occidentale où la recherche universitaire sur les catégories de population défavorisée, particulièrement sur les pauvres, les personnes âgées, les handicapés n'a jamais tari. Quand sur le continent on croyait pouvoir oublier la pauvreté et ses méfaits à force d'avoir créé le bien-être, dans la London School of Economics, à l'Université d'Essex et ailleurs, les "Fabians" et leurs disciples continuaient, sans jamais flancher, d'interminables et fort instructives analyses de la pauvreté dans les îles britanniques. L'illettrisme, que le Mouvement ATD Quart Monde a retrouvé, depuis, "sur le terrain", dans les bas quartiers de Londres, de Glasgow et de Liverpool ne semble pas y avoir retenu l'attention. Mise à part la British Association of Settlements, les ONG, elles aussi, demeurent silencieuses. Même le "Child Poverty Action Group" et la "British Consumer Association", véritables bastions de défense des droits de toutes les catégories de défavorisés, ne parlent pas ou à peine de ceux qui sont privés de l'alphabet.

En Grande-Bretagne, ce seront en fin de compte des députés du House of Commons qui prendront les devants. Non pas encore, peut-être, à Londres, mais dans leur fonction d'élu au Parlement Européen. Ce sont en effet des parlementaires britanniques qui soutiendront avec conviction le Rapport VIEHOFF, en même temps qu'ils se placent parmi les premiers membres actifs du Comité Quart Monde du Parlement Européen, un des principaux thèmes de ce Comité consacré à la défense des couches de populations européennes les plus pauvres étant de réclamer, pour elles, le droit à l'alphabet et à l'instruction.

Il faut encore dire un mot sur l'Irlande. C'est, avec l'Italie, le seul pays de la CEE qui annonce à qui veut l'entendre qu'il y a des illettrés dans ses villos et campagnes. Tout comme, avec l'Italie, elle ne dissimule pas que la nation compte beaucoup de pauvres. "Des illettrés lourdement handicapés et économiquement improductifs, du fait d'un dénuement complexe dans leur entourage, au plan social et éducatif." C'est le R.P. Eoin MURPHY, Directeur de l'Institut d'Education des Adultes de Dublin, qui a insisté sur ce passage, dans le rapport d'un groupe de travail du Séminaire "Perspectives de l'éducation et de la formation permanente dans les Communautés Européennes". Et le Père MURPHY ajoute : "Il est important de noter que ces groupes ne sont pas seulement des travailleurs migrants, mais des autochtones qui ont été élevés dans leur culture de souche". Soutenu, en particulier, par la délégation italienne à ce séminaire organisé par le CEDEFOP (*), il fait introduire, encore, dans le rapport de son propre groupe le rappel suivant : "Dans le document de la Commission "Pour une politique éducative européenne", on dit : la route est longue qui mène à une véritable égalité des chances et il faudra plus que des déclarations politiques, si généreuses soient-elles, pour éliminer les obstacles que rencontrent encore les enfants pauvres ou handicapés".

De fil en aiguille, un irlandais réussit ainsi à faire admettre par un séminaire européen trois choses : il y a des illettrés dans la CEE, ce sont souvent des autochtones et il existe un lien entre illettrisme et pauvreté, autant qu'entre illettrisme et handicap physique ou mental. Nous verrons dans un autre chapitre que l'Irlande est, par ailleurs, le seul pays où le ministère de l'éducation nationale annonce que "faire mieux prendre conscience de la nécessité d'une campagne nationale de lutte contre l'analphabétisme est l'un des principaux enjeux de ceux qui s'occupent de l'éducation des adultes". Ce que l'on pourrait regretter, c'est que l'Irlande ne figure pas parmi les Etats membres de la CEE où l'on va chercher des enseignements, des innovations en matière sociale, culturelle ou éducative. Elle fait -il faut bien l'admettre- quelque peu figure de parent pauvre dans la famille européenne qui la considère comme en retard de développement. En retard ou en avance, ce fut malgré tout le Chef d'Etat irlandais qui lança et mena jusqu'au bout l'idée du "Programme européen de recherche et d'action pilote de lutte contre

(*) CEDEFOP : Centre européen pour le développement de la formation professionnelle, Berlin, RFA

la pauvreté". Dans ce chapitre visant à verser un peu d'histoire à la mémoire internationale, il est peut-être intéressant de noter que Monsieur HILLARY, premier Président de la Commission Européenne à soutenir le Mouvement ATD Quart Monde dans son combat contre la pauvreté et l'illettrisme, avait parcouru un bien long chemin, de son village natal irlandais, paupérisé et presque totalement illettré jusqu'à la Présidence de la République d'Irlande. Si l'Europe, à son tour, est aujourd'hui en retard d'une innovation ou d'un développement, c'est au moins en partie pour ne pas avoir écouté la voix, ni suivi l'exemple de Dublin.

Tous ces mouvements que nous avons évoqués dans les pays de la CEE ont en quelque sorte eu leur aboutissement au Parlement Européen au mois de mai 1982. Le Parlement adoptait alors le rapport présenté par Madame VIEHOFF au nom de la Commission de la jeunesse, de la culture, de l'éducation, de l'information et des sports, sur la lutte contre l'analphabétisme.

Là aussi, l'adoption de ce rapport représentait l'aboutissement d'une longue histoire commencée pour ainsi dire en 1977 par une question de Monsieur KAVANAGH, député européen qui demandait à la Commission si elle connaissait le nombre d'analphabètes dans les pays de la CEE. La Commission répondait alors qu'elle ne possédait aucune information à ce sujet. Dans les années qui suivirent, six questions écrites et trois projets de résolution ont été déposés par les parlementaires européens sur le problème de l'analphabétisme, et c'est un peu la persévérance de ces parlementaires et leur conviction que le problème de l'analphabétisme existait réellement dans les pays de la CEE, qui ont été récompensées par le rapport VIEHOFF.

Dans ce rapport, le Parlement reconnaissait l'existence de l'analphabétisme dans les pays de la CEE. Il approuvait également la Commission qui, en 1981, avait accepté l'estimation selon laquelle le nombre de personnes qui dans la Communauté des Neuf ne savaient ni lire ni écrire ou ne disposaient pas de la capacité de compréhension généralement attendue d'un écolier de 13 ans, représentait entre 4 et 6 % de la population, c'est-à-dire environ 10 à 15 millions de personnes.

LE MONDE INDUSTRIALISE EN DEHORS DE LA CEE : QUELQUES EXPLORATIONS EMERGENT

Restons encore un instant en Europe pour poser le regard hors de la CEE. Deux pays émergent où des investigations fort intéressantes ont été réalisées. Il s'agit de l'Espagne et de la Pologne. En ce dernier pays, on sait la consternation des autorités de se trouver devant un réseau d'écoles détruit en grande partie et un corps d'enseignants décimé, pour une masse d'adolescents et d'adultes non instruits au sortir de la guerre.

Dès que les premières structures d'une société socialiste sont mises en place, le Gouvernement prend la tête d'une campagne d'alphabétisation. En 1949, des "lettrés" vont dans les quartiers, les villages, les campagnes pour alphabétiser leurs concitoyens. Le pays se donne deux ans, ce qui n'est peut-être pas beaucoup, mais représente un exploit quand on considère l'étendue du problème et la faiblesse des moyens et des personnes. Cette Pologne qui s'alphabétise est une Pologne où la santé de tous est faible, où les moyens de transport ont été eux aussi dévastés en grande partie pendant la guerre, où les moyens pédagogiques les plus élémentaires : livres, cahiers, crayons sont rares. Seule une conviction profonde peut maintenir les alphabétiseurs sur les routes, les élèves à leurs écritoires. Près de vingt ans après la clôture de la campagne, en 1970, l'IIMAD(*) publie un article de Joanna LANDY-TOLWINSKA, résumant une enquête menée auprès des personnes touchées. Il apparaît que 60 % d'entre elles éprouvaient -encore ou à nouveau- de grandes difficultés pour lire et pour écrire. Seules 10 % d'entre elles écrivaient correctement.

Nous reviendrons à la notion de campagne quand on veut rattraper vite et bien un retard d'instruction. Que l'exemple ne semble pas avoir donné les résultats espérés ne signifie pas qu'il est de nature inappropriée. Nous-mêmes avons d'ailleurs rencontré des bénéficiaires à Krakov, à Poznan, à Varsovie qui peuvent y devoir leur courage d'aller jusqu'au bout et d'être devenus des travailleurs "à col blanc". "On était enthousiastes, tout le pays s'y mettait", nous dit un syndicaliste en 1979.

Quand il y a tant à faire et que l'appareil statistique est ce qu'il peut être dans un pays jamais sorti de ses difficultés d'infrastructure, on

(*) Institut International pour les Méthodes d'Alphabétisation Des Adultes, Discussion sur l'alphabétisation, Volume 1, Numéro 3, Téhéran, Eté 1970

ne s'attarde pas à méditer sur les définitions complexes de l'illettrisme, ni sur les efforts de dénombrement exact des illettrés. On va dans les villages, on met sur pied un cours dans un local scolaire à moitié détruit par une bombe et on dit : "Venez !". La Pologne nous apprend quelque chose sur la façon d'affronter le problème, non pas sur la manière de le cerner dans le détail.

Reste un autre pays où les enseignements se cachent au fond de bien des provinces : Muria, Galicie, Estremadura. C'est le troisième exemple, avec l'Allemagne Fédérale et la Pologne, d'un pays où la guerre est allée jusqu'à ravager les infrastructures matérielles, et cela jusqu'au coeur des bourgs et des villages. Dans le cas de l'Espagne, ces infrastructures anciennes n'étaient déjà pas très élaborées. Sous le précédent régime, les efforts de les reconstruire, de créer une véritable école publique et obligatoire sont demeurés assez faibles. On pourrait presque dire que ce n'est que dans les toutes dernières années, depuis qu'un nouveau régime s'est installé, que l'Espagne peut examiner avec lucidité et détermination les immenses lacunes léguées par son histoire. Pourtant, il ne semble pas, ici non plus, et pour des raisons sans doute similaires à celles que présentait la Pologne, que nous puissions découvrir dans cet examen des définitions et des méthodes de dénombrement susceptibles de faire école.

Les enseignements que nous cherchons n'existent-ils donc pas en Europe ? Qu'en est-il des pays nordiques ? Dans la documentation connue figure un seul article sur "Les analphabètes en Suède". L'auteur en est Margareta EK et l'IIMAD(*) le publie en 1971. Mais en y regardant de plus près, il s'agit de l'illettrisme d'une très petite minorité de gitans suédois seulement. Par ailleurs, Margareta EK précise : "Une enquête de 1968/1969 révéla l'existence de lacunes dans les connaissances élémentaires en lecture et en écriture de quelques centaines de sujets suédois, physiquement ou socialement gravement handicapés". Il est à craindre que Mme EK ne soit passée à côté d'un problème dont on n'a pas tellement de raison de croire que la Suède en serait demeurée épargnée. Quant à sa voisine, la Norvège, nous ne nous attarderons

(*) IIMAD, discussion sur l'alphabétisation, Tome II, Numéro 4, Téhéran, Automne 1971

pas sur quelques modestes réflexions déjà anciennes sur certains villages lapons au fin fonds du Nord du pays. C'était le Professeur Vilhelm AUBERT de l'Université d'Oslo qui s'y était intéressé dans les années 60. Les lapons y possédaient la Bible et un pasteur pour la leur lire. L'instruction allait-elle beaucoup plus loin ? Ce n'était pas évident. Mais, de toute façon, nous ne pouvons pas faire grand chose d'informations aussi partielles et nous n'avons pas connaissance d'explorations plus significatives. On note plutôt une absence un peu surprenante de toute curiosité quant à l'illettrisme dans certaines recherches, au reste assez élaborées, sur le déroulement de la vie des Norvégiens dans le temps.

Peut-être le meilleur exemple d'une étude fondée sur une définition correcte et sur des moyens et méthodes d'investigation adaptés au problème nous vient-il des Etats-Unis ? Ce n'est pas étonnant quand on sait la "guerre contre la pauvreté" lancée par le Président KENNEDY, menée concrètement sous la présidence de Lyndon JOHNSON et qui a vu progressivement se démanteler ses points d'appui, ses programmes et ses projets après l'arrivée au pouvoir de Richard NIXON. Les recherches avant et durant les sept ou huit ans qu'a duré cette guerre sont tellement nombreuses que les résumer ou même en sélectionner quelques-unes représenterait un travail de plusieurs mois sinon plusieurs années si l'on voulait aller au fond des choses. Nous y reviendrons quand il s'agira de voir qui sont, au juste, les illettrés que nous cherchons dans les pays industriels. Les Américains ont en effet consacré leurs meilleurs efforts de recherche à comprendre la constellation des facteurs qui allaient de pair avec l'illettrisme pour aboutir à une situation de pauvreté quasi fatale.

Dans l'immédiat, nous n'allons citer qu'une seule étude, plus récente, réalisée par l'Université du Texas. Elle fut publiée en 1976 et nous intéresse tout d'abord pour sa définition de l'illettrisme. Les critères en sont nuancés, les normes, les seuils établis relativement élevés (il s'agissait, par exemple, de pouvoir calculer la consommation d'essence de sa voiture ou de comprendre les déductions successives de sa fiche de paye). Devant un seuil aussi élevé, on pouvait s'attendre à un nombre élevé, lui aussi, de citoyens qui ne

l'atteignent pas. D'après les chercheurs du Texas, il y aurait 23 millions d'illettrés fonctionnels, en 1976, aux USA. Nous ne pouvons pas juger de la validité de l'échantillon de population interrogé, ni des opérations d'extrapolation et autres effectuées pour aboutir à ce chiffre. Ce qui demeure intéressant, c'est qu'il y avait une définition sérieuse au départ et des tests précis pour vérifier les hypothèses.

L'exemple brille en quelque sorte dans la nuit de nos ignorances. Nous n'avons certainement pas fait le tour du monde industrialisé, et pour cause. La documentation dans les grandes instances internationales comme dans les ministères nationaux, nous l'avons comprise, n'abonde pas. Des explorations instructives échappent certainement à un tour d'horizon rapide. Tout cela nous dit, malgré tout, que l'intérêt et les efforts continus et assez étendus sont demeurés très faibles pendant longtemps. Peuvent-ils le demeurer longtemps encore ?

°
° °

Nous avons tenu à débiter cette étude par des exemples vécus de concitoyens vivant l'illettrisme. C'est en comparaison avec ce qu'ils vivent que nous voulions, en effet, mesurer les efforts des sociétés qui les entourent de les comprendre et de leur rendre justice. Au fil des chapitres, nous avons vu que ces efforts ne sont pas nuls, qu'ils sont surtout peu et mal étayés, discontinus et lents à conduire à une véritable compréhension et à un quelconque remède d'ensemble. Or le seul fait de ne pas reconnaître les intéressés dans l'état d'illettrisme qu'ils vivent, signifie les ignorer totalement. Nous avons pressenti dans le premier chapitre qu'être illettré signifiait une condition de vie et une personnalité intimement liées. En ne tendant pas la main aux victimes, en allant jusqu'à les ignorer, nous nions leur existence. Dans un monde qui voudrait pourtant placer l'homme au centre du développement dans des continents défavorisés, les pays riches, ceux qui doivent soutenir ce

développement à visage humain, ont placé hors-société une partie de leur propre population. Ce n'est pas seulement nier l'idéal même de l'homme au coeur du développement, c'est maintenir un véritable talon d'Achille aux démocraties occidentales. Si l'on peut en être exclu, faute de maîtriser la lecture et l'écriture, on peut en être exclu pour d'autres raisons de capacités, d'habiletés, de compétences intellectuelles. C'est d'ailleurs ce qui arrive et ce dont nous allons avoir à parler.

Mais nous allons avoir à parler surtout de ce que nous savons de plus général sur l'existence des illettrés et qui nous permettrait de mieux orienter nos identifications, nos politiques, nos programmes. Les uns n'iront sans doute pas sans les autres : nous ne pouvons pas rester longtemps encore sur la berge à analyser le naufrage pendant que les illettrés, eux, se noient. Mais pour mettre la main à la pâte, qu'il s'agisse de recherche ou d'action, qui sont ceux que nous cherchons, où devons-nous diriger le regard ? En lisant entre les lignes des chapitres précédents, on pouvait déjà en avoir une idée. Regardons-y de plus près maintenant.

o

o

o

ILLETTRISME ET PAUVRETE

LES ILLETTRÉS , DES PAUVRES ?

A travers les siècles et de par le monde entier, ne pas savoir déchiffrer les symboles sur lesquels se fondait l'expression d'une civilisation, ne pas savoir lire les signes dessinés, puis "écrits", servant aux hommes à communiquer, entre eux, ou avec leurs dieux, a toujours dénoté une condition modeste. Même dans des civilisations où savoir lire le langage symbolique divin ou religieux, dans les sacrifices ou les signes provoqués par d'autres rituels, n'était le privilège que de quelques-uns, ont pratiquement toujours existé des formes d'expression par signes plus quotidiennes pour la communication entre les hommes, auxquelles les membres d'une communauté avaient accès plus largement mais toujours de façon inégalitaire.

Que ce soit chez les Incas, en Chine, ou dans les peuples africains au Sud du Sahara, le peu que nous savons sur la répartition des moyens de maîtriser les symboles traduisant les croyances et le savoir donne à supposer qu'il y aurait l'histoire d'une constante universelle à retracer, celle du lien entre illettrisme (au sens le plus large, cette fois-ci) et condition modeste, entre illettrisme et situation de dépendance, voire d'oppression. Celui qui maîtrisait pleinement la signification des symboles de la vie culturelle, sociale et religieuse a sans doute toujours eu, par le prestige de son savoir, le pouvoir d'imposer aux "incultes" des gestes symboliques dont eux-mêmes ne pouvaient pas contrôler l'explication. Ce qui a permis, accessoirement, aux détenteurs du savoir, d'exploiter les non-instruits : "Tu apporteras, en fin de chaque récolte, tel poids ou tel nombre de sacs de riz, en signe de...".

A cette constante, qu'il importerait de vérifier et de clarifier, semble d'ailleurs s'en être attachée une autre, universelle, elle aussi. On aurait bien tort de penser que ce n'est qu'en certaines cultures, qu'on accorde à chacun le droit au savoir qui correspond à sa condition.

C'est une idée qui a des racines profondes dans l'humanité entière, s'incarnant dans la réalité sociale en tous les temps, de mille manières. SOCRATE réunissait autour de lui les jeunes citoyens d'Athènes sans distinction, certes, mais tous les habitants d'Athènes n'avaient pas droit au statut de citoyen. Quand GUILLAUME d'ORANGE, pour récompenser la ville de Leyde d'avoir résisté aux troupes espagnoles, lui donna le choix entre une Université et la dispense, ad eternum, de l'acquittement d'impôt, la ville choisit l'Université. Par un curieux glissement de vocabulaire, les manuels scolaires d'histoire diront plus tard que "le peuple de Leyde choisit l'Université". De fait, ce furent les notables. Et, en effet, quel peuple dans son bon sens, encore pratiquement illettré, eût-il préféré une Université à la suppression des impôts ? Car nous sommes, là, à une époque (le 15ème siècle) où l'on ne demandait même pas à ceux qui s'engageaient, en matelots, dans la marine marchande naissante ou la marine guerrière, s'ils savaient apposer leur signature. "Fais-moi une croix, là, sur le rouleau"... Et la croix signait un contrat d'exploitation, s'il en fut, incluant la nourriture avariée et le scorbut, ainsi que le pouvoir d'un seul homme sur la vie et la mort de son équipage.

Nous citons, là, quelques exemples disparates, choisis au hasard dans une histoire que nous n'avons pas à reconstituer ici. Simplement, pour découvrir les illettrés du temps présent, la démarche la plus sensée était, à notre avis, d'interroger d'abord l'histoire. Puisque l'illettrisme, relatif ou absolu, est une réalité séculaire de l'humanité, y a-t-il des indications, des facteurs, séculaires eux aussi, susceptibles de nous mettre sur la voie ?

Il semble y en avoir et ceux que l'on retrouve le plus souvent représentent des indices de pauvreté générale ou de misère. Il faudrait donc en tout premier lieu tourner le regard du côté des milieux pauvres, pour vérifier si l'illettrisme est toujours dans nos murs. On comprendra peut-être un peu mieux, maintenant, que nos sociétés industrialisées n'aient pas accompli cette démarche, apparemment élémentaire. Elles ne pouvaient pas se rendre dans leurs quartiers, leurs villages pauvres, puisque ceux-ci n'existaient plus, dans leur esprit. Le progrès économique, les excellentes législations sociales

n'avaient-ils pas mis fin au phénomène désormais anachronique de la misère ? Pour des sociétés baptisées "du bien-être" ou "de la consommation", d'éventuelles absences quasi totales de ressources et d'instruction, si elles existaient encore, ne pouvaient être que "résiduelles", l'exception à la règle et, par conséquent, le "cas social", pour ne pas dire : le cas honteux.

Si notre hypothèse quant au lien entre illettrisme et condition sociale modeste est juste, la cécité occidentale à l'égard de la pauvreté devait nécessairement rendre nos sociétés aveugles, aussi, à l'absence d'instruction. De même, le réveil, lent et non sans douleur, à la pauvreté qui ne les avait jamais quittées, devait aussi, tôt ou tard, conduire à la redécouverte de sa composante, l'illettrisme. Sans doute, ce genre de réveil fait-il aussi partie de l'histoire de l'humanité ? Elle ne peut pas avoir le regard circulaire de Dieu et doit se contenter d'un regard linéaire, à chaque jour suffisant sa peine, ses préoccupations et ses lucidités, aussi. Elle renoue avec sa propre mémoire, en bouchant les trous comme elle peut.

RETOUR A LA PAUVETE PAR DES CHEMINS DETOURNES

La redécouverte du double phénomène de la pauvreté et de la privation d'instruction ne s'est pas faite facilement dans nos sociétés. Parfois, cette redécouverte a dû prendre des chemins quelque peu détournés. Pourtant, nous avons dans toutes nos villes et régions contemporaines des personnes souffrant d'illettrisme, qui apparaissaient en même temps comme figurant parmi les plus pauvres de nos pays. Le lien entre illettrisme et pauvreté, nous l'avons retrouvé dans tous les faits de vie cités dans la première partie de ce document. Derrière chacun de ces faits, nous pouvions entrevoir des conditions en tous points difficiles ; d'autant plus difficiles, en même temps qu'inavouables, parce que non seulement l'illettrisme en lui-même, mais aussi son corollaire, la pauvreté, était devenue chose méprisable, une honte pour les victimes. A la limite, on pouvait encore en être frappé, sans avoir à en rougir, en Irlande, en Italie du Sud, dans la province d'Andalousie, en Espagne. Partout ailleurs, on ne pouvait que se cacher ou se taire, si l'on tenait à un minimum de respect de soi et de dignité aux yeux de ses concitoyens.

Cette collusion entre une société devenue aveugle et des citoyens qui n'osent pas l'éclairer de peur d'être humiliés, nous l'avions dit, a rendu difficile la remise à l'ordre du jour d'une question pourtant cruciale. Certains y ont contribué en prenant des chemins détournés. Ainsi, par exemple, les chercheurs français, François FURET et Jacques OZOUF, qui ont retracé dans leur ouvrage "Lire et Ecrire" publié en 1977 (*), l'évolution de l'alphabétisation en France de la fin du 17ème à la fin du 19ème siècle. Pour pouvoir donner tout au moins une idée de cette évolution, les auteurs ont surtout utilisé deux indicateurs. Ce ne sont pas les mêmes pour l'ensemble de la période survolée et leurs significations ne sont pas équivalentes, mais pouvait-on faire mieux dans un premier temps ?

Pour les années les plus reculées, de la fin du 17ème siècle jusqu'au milieu du 19ème, les chercheurs analysent essentiellement les renseignements fournis à travers les signatures apposées au bas des contrats de mariage. Le pourcentage d'habitants d'un village capables d'écrire leur nom devait donner, pour le moins, une première image du degré d'alphabétisation de la communauté ainsi cernée. Pour notre part, nous insisterons sur ce caractère de première image, sinon de première impression. Les plus pauvres ne se présentaient pas nécessairement à l'église, ni plus tard, à l'état civil pour marquer l'union de leurs existences. Pas plus qu'ils ne s'approchaient d'autres manières (par le catéchisme ou, plus tard, par l'école) de la parole écrite. L'image de FURET et OZOUF ne peut être qu'une image quelque peu embellie.

Pour la seconde moitié du 19ème siècle, les auteurs se réfèrent aux renseignements fournis par l'armée nationale, lors de l'incorporation des appelés. De cet instrument de mesure, toujours partiel, on peut dire pour le moins qu'il donnait des informations plus riches, à l'époque, qu'il n'en donne maintenant. Les examens physiques qui ont toujours précédé toute autre interrogation des appelés étaient évidemment moins sévères qu'aujourd'hui. Ils n'éliminaient pas, comme aujourd'hui, bon nombre des plus pauvres pour des raisons de moindre santé, avant même d'avoir abordé dans le détail la question de leur niveau d'instruction.

(*) "Lire et Ecrire", François FURET et Jacques OZOUF, Les Editions de Minuit, Paris, 1977

Ceci dit, l'étude est importante en raison de la relation qu'on y retrouve presque régulièrement entre analphabétisme et pauvreté. On aperçoit cette relation à la fois à travers les origines géographiques de la population examinée et à travers ses divers niveaux professionnels.

Ainsi, au plan géographique, les chercheurs dégagent une séparation très nette de la France en deux parties : une France du Nord et du Nord-Est, qui grosso modo, sait déjà lire à la fin du 18ème siècle, et une France du Sud et du Sud-Ouest qui ne commence à rattraper son retard qu'au 19ème siècle. Or, on sait que la France du Nord et du Nord-Est était, vers 1900, la partie la plus développée et la plus riche au point de vue économique. FURET et OZOUF ajoutent, en citant un auteur du 19ème siècle, que "la vraie France du retard scolaire, c'était alors la France la moins industrielle", c'est-à-dire la moins riche.

Au point de vue professionnel, les deux chercheurs retrouvent un même type de lien à l'intérieur d'un même département. Ainsi, les relevés des signatures des actes de mariage dans la province de Normandie au 18ème siècle montrent que "les notables sont alors alphabétisés à 100 % depuis longtemps, "que les paysans propriétaires le sont presque tous sans doute plus récemment, "que plus des trois quarts des marchands et tout juste les trois quarts des "artisans signent leur acte de mariage, et même plus d'un tisserand sur deux, "mais qu'une seule catégorie ne dépasse pas en 1750 le seuil des 50 %, celle "des journaliers agricoles qui forment, avec les tisserands, mais plus encore "qu'eux, un stock humain longtemps imperméable aux progrès de l'alphabétisation".(*)

On peut émettre des réserves quant à la notion d'un "stock humain imperméable au progrès". La phrase est écrite en 1977, ne l'oublions pas. Elle se rapproche curieusement de ces phrases que l'on peut lire, presque à longueur de texte, dans les rapports d'experts sur le développement dans lesquels ce sont, cette fois, les paysans pauvres d'Afrique qui paraissent imperméables au progrès. Le progrès, lui, est bon, l'alphabétisation, elle, était bonne à l'époque, en Normandie. Ce sont toujours les pauvres qui semblent avoir tort, en notre temps.

(*) "Lire et Ecrire", FURET et OZOUF, op. cit., p. 179

Mais FURET et OZOUF ont renoué avec l'histoire. Eux-mêmes ne semblent pas en tirer de conclusions pour le temps présent, mais la démonstration est précieuse pour ceux qui veulent étayer leur propre compréhension de l'illettrisme de nos jours, pour le combattre avec des moyens appropriés.

La redécouverte du lien illettrisme-pauvreté et analphabétisme-misère nous est venue aussi par un autre détour : celui passant par les pays en développement. Là, les données (plus ou moins précises) abondent. Nous en trouvons dans plusieurs organes du système des Nations Unies, où elles passent d'un document à l'autre, d'une institution à l'autre, sans que l'on puisse toujours savoir comment les statisticiens sont arrivés à leurs chiffres. Mais l'essentiel n'est pas tant, pour l'instant, dans la précision ou la précarité des chiffres que dans le fait qu'on tente de les établir.

Nous ne prendrons, ici, qu'un seul exemple. Celui d'un chiffrage proposé par E.A. FISHER en 1982 (*). Il s'agissait de constituer parmi les états membres de l'Unesco, deux groupes, selon que leur taux d'alphabétisation était estimé à plus de 66 % ou à moins de 34 %. A partir de cette distinction, FISHER a tenté de mesurer, en chacun des groupes, d'autres indices de pauvreté. Voici quelques exemples des chiffres ainsi obtenus.

	<u>Pays possédant un taux d'alphabétisation :</u>	
	supérieur à 66 %	* inférieur à 34 %
Produit National Brut par habitant(en dollars)	2590	* * * * 622
Espérance de vie des femmes à la naissance	68,3	* * * * 46,5
Espérance de vie des hommes à la naissance	62,2	* * * * 44,1
Mortalité infantile	45 ‰	* * * * 139 ‰
Consommation de calories par habitant et par jour	2718	* * * * 2086
Nombre de récepteurs radio par millier d'habitants	289	* * * * 54

(*) E.A. FISHER, "L'analphabétisme dans son contexte", Perspectives, Vol XII, Numéro 2, 1982, Unesco, Paris, 1982, pp. 166-168.

Pouvait-on rappeler d'une manière plus parlante que l'analphabétisme fait partie du cercle vicieux de la pauvreté ? Serait-il raisonnable de ne pas vouloir, pour le moins, en admettre l'hypothèse et la vérifier, en Occident ? Personne ne niera cette autre réalité, que parmi les illettrés figurent aussi des personnes handicapées . Personne n'ignore non plus les accidents de l'histoire : tel groupe d'enfants, telle tranche d'âge, mal lettrés en raison d'une guerre (nous avons parlé de la Pologne, de l'Allemagne Fédérale...). Il peut aussi y avoir des cas très spécifiques de maladie infantile, empêchant des enfants de s'instruire en temps voulu. Mais nous savons fort bien que dans la plupart des milieux sociaux, les parents n'en resteront pas là. Ils feront - nous les avons vus faire, en Pologne, en Allemagne et ailleurs- des efforts inlassables pour que leurs enfants rattrapent leur retard. Tout comme, dans la plupart des milieux, on arrive, aujourd'hui, à réaliser des merveilles d'apprentissage avec les enfants handicapés mentaux. Si un enfant malade prend des retards scolaires impossibles à rattraper, il y a de grandes chances qu'il appartienne à une famille, à un milieu pauvres, à une couche de population ayant en commun les mêmes conditions de vie et les mêmes lieux d'habitation. Il y a des probabilités qu'il soit né, qu'il habite, qu'il grandisse pour terminer sa vie dans un milieu.

L'INSTRUCTION, INSTRUCTION D'UN MILIEU

Ces personnes touchées par l'illettrisme dans nos sociétés occidentales ne souffrent pas seulement d'une absence de statistiques au niveau national. Ce qui rend plus difficiles leurs efforts d'expliquer leur situation, c'est l'absence de données chiffrées par rue, par quartier, par zone urbaine ou rurale délimitée. Nous avons proposé, au début de ces pages, des exemples d'hommes, de femmes, de jeunes illettrés. Ce que nous ne voulions pas encore expliciter, c'était que ces hommes, ces femmes, ces enfants vivent à côté d'autres personnes, dans des familles, dans des rues et quartiers où ils sont nombreux à ne pas maîtriser la lecture. Le lecteur en aura déjà aperçu la réalité, au tournant d'une phrase, au cours des chapitres précédents. Nous aurions d'ailleurs pu parler de tel quartier du petit bourg de Musselkanaal aux Pays-Bas où, il y a quelques années, un homme nous dévoila qu'il était en quelque

sorte non pas l'écrivain, mais le lecteur public. Au bistrot, c'était lui qui épelait le journal local pour ses voisins. Dans telle cité de l'ancien "programme social de relogement" dans la région parisienne, c'est la concierge qui tient la plume pour de nombreuses mères de famille. "Que voulez-vous, elles ne savent pas, alors je les aide un peu..." De tels exemples, le mouvement ATD Quart Monde en garde des centaines, dans ses dossiers d'observation participante, archives de l'histoire des plus pauvres en Occident. Encore fallait-il pouvoir retracer la logique de cet illettrisme collectif; frappant non pas tant des personnes, mais un milieu. Après ce qui a été développé jusqu'ici, nous sommes mieux à même d'entrevoir pourquoi la dure réalité de vivre une condition honteuse dans un milieu tout entier honteux est devenue comme une fatalité dans nos pays riches.

Retournons encore une fois au problème des inégalités dans l'instruction et la détention d'un savoir utile à la société contemporaine. Reprenons encore quelques chiffres. Ils seront, cette fois-ci, plus fiables, les Administrations nationales disposant, ici, d'informations recueillies d'année en année dans leurs propres registres scolaires.

En France, des statistiques publiées en 1981 montrent qu'à l'entrée dans le secondaire, c'est-à-dire après 5 ans de scolarisation, 55 % des enfants d'ouvriers ont déjà redoublé au moins une classe, alors que 15 % seulement des enfants de cadres supérieurs ou de personnes exerçant une profession libérale se retrouvent dans la même situation. De ce genre d'informations, les études du système scolaire dans les pays industrialisés abondent.

Les pays de l'Est ne demeurent pas non plus en reste. Nous savons que c'est le sociologue polonais Jan, SZCZEPANSKI qui, avant tous ses collègues de la CEE, a proclamé cette sorte de fatalité apparente que les enfants d'intellectuels ont de loin les meilleures chances de devenir des intellectuels à leur tour, formant la grande majorité des étudiants fréquentant les universités polonaises, les enfants de travailleurs manuels étant, dans une large majorité, destinés à travailler de leurs mains, leur vie durant.

En France, Pierre BOURDIEU a affiné cette analyse en démontrant que les réussites scolaires dépendent largement du niveau d'instruction des parents et des grands-parents. Somme toute, si la mobilité sociale grâce à l'école existe, elle demeure malgré tout bien limitée et, quand elle arrive, elle n'est pas spectaculaire. Si les sociétés occidentales et, spécialement les pays de la CEE ont eu un trou de mémoire quant à la pauvreté, ils n'ont jamais cessé de s'interroger sur les inégalités entre citoyens d'un même état. Sur les inégalités sociales, comme l'illustrent les exemples cités plus haut, mais aussi sur les inégalités entre régions et entre groupes ethniques, qui recoupent dans une large mesure les inégalités socio-économiques entre les catégories professionnelles.

Nous avons déjà parlé des renseignements fournis par l'armée belge, donnant un pourcentage de 0,4 % de miliciens touchés par l'illettrisme, en 1978. L'étude ne manque pas d'ajouter que la communauté francophone de la Wallonie paraît plus atteinte, avec un taux supérieur à 0,5 % contre moins de 0,3 % dans la communauté néerlandophone.

En Grèce, les statistiques de l'éducation nationale de 1978 montrent aussi que le pourcentage de personnes touchées par l'illettrisme peut varier dans des proportions importantes d'une région à l'autre. L'exemple extrême est celui de la différence entre Athènes, avec 7,6 % d'illettrés, et la région de Thrace qui en compte 27,4 %. Inutile d'insister sur le lien entre ces taux d'illettrisme et le niveau différentiel de développement économique de ces deux parties du pays.

Pour les inégalités entre groupes ethniques, prenons simplement un seul exemple des Etats-Unis, où les données statistiques sont, de loin, les plus sûres. Une analyse réalisée en 1970 annonce que 13 % de la population nationale n'a pas terminé une "grade school", n'ayant pas pu accomplir plus de 6 ans de scolarité. Mais dans le même temps, ce taux est de 23 % pour la population noire.

Nous n'encombrerons pas ces pages d'autres chiffres allant dans le même

sens, pour la population d'origine mexicaine aux Etats-Unis, par exemple. Nous ne parlerons pas non plus des enfants de travailleurs migrants dans de nombreux pays d'Europe, où seule l'Allemagne Fédérale semble réussir au moins dans une modeste mesure une certaine égalisation des chances. Ce que nous voulions rappeler ici, c'était que la faible instruction frappe, à chaque fois, des couches de population composées de communautés ou pour le moins, de personnes et familles, vivant regroupées. Les travailleurs agricoles de la Normandie "imperméables aux progrès de l'alphabétisation", dont nous parlait FURET et OZOUF, peuplaient, en masse, non seulement une région mais habitaient ensemble dans les mêmes parties des villages, dans les mêmes petits bourgs. Les choses n'ont pas changé, aujourd'hui, car il n'en est pas autrement pour les ouvriers et les personnes logées dans les cadres les plus modestes, les grands ensembles, qui ne se retrouvent pas seulement dans les lieux de travail mais aussi côte à côte, dans les mêmes immeubles d'habitation, sur le même palier... Le temps où les logements à loyer modeste étaient accaparés par des familles d'ingénieurs ou de fonctionnaires d'un certain niveau est passé avec la dégradation des cités. S'il demeure des vestiges de ce phénomène d'appropriation par les classes aisées, il a considérablement diminué.

Cela, les études sur les inégalités scolaires le font entendre et il suffit de leur superposer quelques investigations concernant les niveaux socio-professionnels des habitants de tel ou tel type de cité moderne, pour reconnaître que l'hypothèse d'une école qui recrée à chaque génération, à chaque promotion d'élèves, les mêmes milieux, est raisonnable. Et dans le contexte de la présente étude, c'est cette notion de milieu (plus que celle de classe) qui compte. L'école reproduit, conjointement avec nos politiques de l'habitat, des loyers, de l'accession à la propriété (qui a pour pendant la non-accession pour des millions de citoyens), des milieux de vie. Même un pays comme la Pologne qui est parmi ceux qui ont le plus sincèrement poursuivi une société sans classes au moyen d'une politique du logement, admet aujourd'hui ne pas avoir réussi (*).

(*) Alvine DE VOS VAN STEENWIJK et Joseph WRESINSKI, "Pologne, que deviennent les Sous-prolétaires ?", 1981, Editions Science et Service.

Cela peut d'ailleurs aider à expliquer les difficultés que rencontrent les gouvernements les mieux intentionnés, les plus décidés à réaliser les Droits de l'Homme également pour tous. Paradoxalement, ils se trouvent eux-mêmes enfermés dans le cercle vicieux qui fait que, faiblement instruite, une population demande rarement de sa propre initiative, une instruction nettement plus étoffée pour ses enfants. Leur milieu de vie ne pousse pas les jeunes à vouloir à tout prix obtenir un bac, accomplir des études universitaires. Dans nos pays industrialisés où descendre dans la rue, manifester sur la place publique fait partie de la vie quotidienne ou presque, on n'a jamais vu des citoyens défiler devant un ministère de l'éducation nationale pour une école aux chances égales, moins encore pour une école qui donne la joie de lire et d'écrire à tous les enfants. Les protestations qui s'élèvent du côté des enseignants et des parents d'élèves concernent des demandes presque toujours étonnement réduites : quelques locaux de classes supplémentaires, un peu plus d'enseignants, de meilleures conditions de travail pour ceux-ci... Aux Pays-Bas et ailleurs, on a vu sortir des étudiants des universités avec quelques banderoles réclamant un droit de bourse égale pour tous, pour des études supérieures. Il y a eu quelques remous autour des cantines universitaires, autour d'un droit au logement, toujours pour les bénéficiaires d'études supérieures. Ainsi, chacun semble tirer à soi un bout de la couverture que représente le budget de l'éducation nationale. On demeure loin des grandes manifestations contre l'énergie nucléaire ou pour la paix.

A croire que nous sommes en présence d'un phénomène non pas simple-
ment politique, mais ^{aussi} de civilisation. Une école qui casse vraiment le cercle vicieux des privilèges d'un côté, celui des privations culturelles de l'autre ne semble pas faire partie des grandes revendications collectives publiques. Elle apparaît bien plus comme une préoccupation de spécialistes : fonctionnaires, experts pédagogiques ou psychologues, en nos différents pays. Peut-être parce qu'elle a eu, un peu partout, son temps fort d'égalisation relative des chances des enfants d'ouvriers et de paysans pauvres dans le passé? En dépit du véritable défilé des réformes scolaires successives qui ne réussis-

sent pas, l'opinion semble continuer à penser qu'avec de la bonne volonté politique et de l'argent, le défi de l'école égalitaire serait vite gagné.

Au demeurant, ne faudrait-il pas se rendre à l'évidence que les systèmes scolaires actuels contribuent à consolider des sociétés où des milieux de vie s'étagent les uns au-dessus des autres ? Avec, comme en sous-sol, un milieu évoluant dans l'obscurité de l'ignorance, où l'alphabet est peu répandu, le véritable "lettrisme" un luxe impensable, où les gens n'ont pas seulement honte d'être quasiment analphabètes, mais humiliés d'appartenir à un milieu chroniquement mal-logé et sous-employé de père en fils. "Nous, on ne sait jamais rien"... "Nous, on nous prend pour des imbéciles"... "Nous, on n'arrivera jamais à rien"...

LES ILLETRES, QUI SONT-ILS, QUE FONT-ILS ?

La notion de milieu -le lecteur l'aura compris- importe pour l'action que nous allons vouloir mener. Où allons-nous mettre les pieds, installer nos cours, coller nos affiches -comme on le faisait, encore, en Allemagne Fédérale, pour l'école, il y a quelques années : "Venez apprendre, l'instruction est la clé de votre avenir..." ? Nous savons désormais que les poteaux indicateurs vers l'illettrisme nous dirigent vers certains quartiers, vers certaines parties de nos bourgs et villages où vivent les familles les plus défavorisées.

Encore une fois, cela ne veut pas dire que les accidentés de l'école élémentaire ne se trouvent qu'en certains endroits seulement. Certains se trouvent, évidemment, dispersés, isolés au gré des possibilités de se loger ou des éventualités d'être délogés, en raison d'une mesure de rénovation ou d'un retard de loyer trop important. Nous y reviendrons, lorsqu'il s'agira de parler de la façon de les atteindre. Retenons, pour l'instant, cette réalité qu'au pied de l'échelle sociale, il se produit généralement des regroupements sociaux où l'illettrisme risque d'être un fait collectif, un des caractères d'un milieu.

Un milieu de vie ne représente pourtant pas, pour les familles à faibles revenus, un enfermement inexorable, encore que le type de cités, petites et grandes, que nous avons vues naître, en Allemagne Fédérale, aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne, en France et, même, en Espagne, prend vite les allures d'un petit ghetto. Il y demeure tout de même souvent un certain va-et-vient et tous les habitants ne sont pas également dépourvus. A côté de Monsieur H., père de famille illettré qui habite une caserne désaffectée dans la ville de Rastadt, la famille B. achète parfois le journal local, le samedi, le père et ses fils y lisant la page sportive. La mère de famille hollandaise qui se fait aider par un préposé des P.T.T. pour remplir son formulaire des allocations familiales, vit à côté d'un couple dont les enfants ont été placés à l'assistance publique en raison de leurs mauvaises conditions de vie. Mais le père y écrit de sa main une lettre à la Reine des Pays-Bas pour que ses fils lui soient rendus. Un peu plus loin, nous trouvons un foyer de manoeuvre (Monsieur K. décharge des camions, dans une entreprise de déménagement). Les parents et leurs quatre enfants savent lire, encore que dans leur logement où le papier peint tombe en lambeaux en raison de l'humidité, on ne trouve aucun livre. Il n'en est pas de même chez le voisin turc, travailleur migrant, actuellement au chômage et qui ne sait s'il devrait rentrer chez lui. Lui avait fréquenté l'école dans son bourg d'origine et son ancien employeur lui avait fourni un manuel et plusieurs petits livres, pour apprendre le néerlandais.

Milieu apparemment hétérogène, par conséquent plus ou moins mobile selon qu'on est enfermé dans une caserne allemande, relogé d'office dans une cité à très bas loyer à Liverpool ou dans la périphérie d'Amsterdam, ou habitant d'un bas quartier populaire non encore rénové à Fribourg, en Suisse. Pourtant, quand on y regarde de plus près, derrière l'hétérogénéité apparente surgit une étonnante communauté de destin : origines pauvres, niveau d'instruction faible ou quasi nul, logement matériellement précaire ou qu'on occupe à un titre précaire, jamais certain de pouvoir l'occuper encore demain... Destin commun aussi des corps prématurément usés, des esprits fatigués par trop de soucis, d'un climat de vie nécessairement tendu,

dans les murs d'un immeuble surpeuplé, dans une rue où les voisins ont tous des raisons d'être constamment inquiets... Communauté de destin par rapport à l'avenir : dans les familles pauvres, le taux de natalité demeure toujours plus élevé que dans les foyers moins défavorisés. "Que vont devenir nos enfants, mon Bernard, c'est déjà 17 ans qu'il a et toujours sans travail. D'ailleurs, à l'école, ça n'allait pas bien fort non plus. Pour tout vous dire, il n'y a rien appris"...

Milieu déshérité, tramé de liens de parenté et où on épouse souvent la jeune fille d'à côté, il repose comme sur un "noyau dur" de population perpétuant, au sein des sociétés les plus riches, l'image d'un paupérisme du siècle dernier. Et c'est, à vrai dire, plus qu'une simple image que nous évoquons là. Puisque cette population la plus pauvre et la plus illettrée descend dans une large mesure des familles les plus paupérisées du siècle dernier. Les ascendants, les ancêtres des familles de notre temps -les recherches d'ATD Quart Monde le démontrent largement- se trouvaient, déjà, dans ce que Karl MARX appela l'enfer du paupérisme ou dans des conditions très proches.

Voici d'ailleurs le tableau que l'on a pu tirer, en guise de vue d'ensemble, des conclusions de diverses recherches historiques du Mouvement. (*)

"Lumpenproletariat", peuple en haillons suivant les sociétés successives "comme leur ombre, il continue à former, de génération en génération, une couche de population sous-tendant l'ensemble de l'édifice social urbain et rural. "A ce Quart Monde dont l'arbre généalogique remonte probablement jusque dans "la nuit des temps, se joignent au fil des siècles les plus vulnérables des "pauvres de chaque époque. Une partie des masses laborieuses du siècle dernier "n'a pas pu suivre la montée de la classe ouvrière ; elle est venue grossir "les rangs des exclus. De même, en notre temps, nous voyons arriver en Quart "Monde des familles de petits artisans, de commerçants, de manoeuvres en usine "ou de travailleurs agricoles, trop peu armés pour résister aux effets d'une "régression économique, d'un long chômage, d'une maladie... Echouent aussi "dans les cités sous-prolétariennes certaines familles de bateliers incapables

"de faire face aux exigences de la modernisation de leur corps de métier, des familles d'origine nomade enfin, de plus en plus forcées de s'immobiliser, sans recevoir, toutes, les moyens de s'intégrer dans la société sédentaire à un niveau moins bas."

"A l'ensemble de cette population autochtone de la plupart de nos pays occidentaux, s'ajoute généralement une petite minorité de familles de travailleurs migrants. Contrairement à ce que l'on pense souvent, les familles étrangères se situent, dans la plupart des cas, à un niveau un peu plus élevé que la population la plus défavorisée du pays où elles viennent gagner leur vie. Un modeste pourcentage seulement finit par se juxtaposer aux ménages sous-prolétaires nés du terroir."

"C'est donc tout cela, le Quart Monde de notre temps : une couche de population aux origines multiples, mais qui forme aujourd'hui un peuple. Car sur ses membres pèse un même regard, une même oppression, de la part de la société environnante. Ils partagent, désormais, une histoire de pauvreté, une expérience d'abandon et d'exclusion. Ils subissent, ensemble, les mêmes ignorances, une même absence de chances d'un avenir meilleur. Ils se lient par les liens de la cohabitation et du mariage. Toutes choses qui finissent par créer une pensée et un langage propres, des réactions communes, une compréhension et une tolérance des comportements de l'autre que l'homme du Quart Monde ne trouve que parmi ses semblables. Ces semblables, il les reconnaît à travers toutes les frontières, et il parlera d'eux et de lui-même en disant "nous", ou encore "nous de la zone", comme il dira de tous les ressortissants de milieux plus favorisés "eux"... "eux, ils ne pourront jamais comprendre."

Reste à savoir qu'il s'agit, malgré les apparences, d'une partie du monde ouvrier, de sa face cachée sans doute mais qui est faite d'hommes, de femmes, de jeunes qui cherchent, parfois désespérément, à travailler. Si nous parlons de face cachée, c'est que leur effort pour trouver des emplois ne saute pas aux yeux. Ils n'encombrent pas nécessairement les locaux des Agences pour l'Emploi dans nos divers pays. Qui aimerait s'y présenter, sachant qu'il devra avouer ses incapacités, son illettrisme ? Voici encore une de ces

(*) Alvine DE VOS VAN STEENWIJK, "Il fera beau... le jour où le Sous-prolétariat sera entendu", Editions Science et Service, 1977, p.45.

vues d'ensemble tirées des recherches d'ATD Quart Monde. (*)

"Les hommes des cités sous-prolétariennes nous apparaissent souvent comme "des inactifs chroniques, voire même des "hommes couchés", sans justification "précise et reconnue telle le chômage, la maladie, l'accident, enregistrés en "bonne et due forme. Impression superficielle qui leur a valu cette injustice "suprême d'être qualifiés de paresseux et de fainéants."

"La réalité est tout autre, mais il a fallu partager longtemps la vie des "cités et s'atteler à des recherches patientes, pour dégager, peu à peu, le "tableau désolant d'un peuple frappé non pas tant par le chômage que par un "perpétuel sous-emploi. Car c'est cela, le véritable fléau du Quart Monde, en-"core que les occupations insuffisantes auxquelles peuvent prétendre les tra-"vailleurs sous-prolétaires se trouvent, évidemment, dans les catégories de "travail les plus pénibles, les plus humiliantes et les moins rémunérées du mar-"ché de l'emploi. Ce marché est loin d'être convenablement connu et analysé, "même dans les sociétés industrialisées qui s'enorgueillissent d'une planifi-"cation économique moderne et d'une politique éclairée de l'emploi. Le marché "du travail y comporte encore des zones obscures insoupçonnées, des emplois "que l'on n'imagine plus, vestiges du passé peut-être et en tout cas mal ré-"pertoriés dans les statistiques nationales."

"Dans les cas les plus favorables, les travailleurs sous-prolétaires se "trouvent embauchés dans les petites entreprises marginales des branches d'in-"dustrie en perte de vitesse, celles qui ne peuvent subsister qu'en payant les "plus bas salaires, parfois en se dérochant à l'obligation d'inscrire leur per-"sonnel à la Sécurité Sociale : entreprises de peaux et cuirs, de certains "produits alimentaires, chimiques ou du textile, par exemple."

"Les conditions de travail y sont pénibles et malsaines, la main-d'oeuvre "est sans qualification et très mobile, toute forme de sécurité de l'emploi "fait défaut. Pour n'en citer qu'un exemple, nous y avons vu des mères de fa-"mille rester debout, huit ou dix heures par jour, sur leurs jambes enflées "et marquées de varices, dans de vastes locaux bruyants et non chauffés, à

(*) Alvine DE VOS VAN STEENWIJK, "Il fera beau... le jour où le Sous-prolétariat sera entendu", Editions Science et Service, 1977, p. 47.

"nettoyer du poisson à mettre en conserve, les mains rougies et gercées plongées dans l'eau froide. Elles peuvent y être congédiées, sous des prétextes divers, d'un jour à l'autre. En revanche, nous y avons trouvé aussi des hommes très stables à leurs postes. Dans ces cas, il s'agissait toujours de postes de travail insalubres, voire dangereux (manipulation de produits chimiques dommageables à la santé...) ; la stabilité s'expliquait du fait que les autres ouvriers refusaient ce genre de travail tandis que les syndicats ne le dénonçaient pas dans le but d'y mettre un terme."

"Puis nous rencontrons les hommes du Quart Monde dans les travaux du bâtiment, toujours aux tâches les plus humbles : terrassiers, aides-maçons, bacheliers, démolisseurs, hommes-à-tout-faire, toujours les premiers mis à pied dès qu'arrivent les intempéries ou autres raisons de ralentissement. Ce qui frappe c'est que, tout en étant dans le bâtiment, ils ne se trouvent jamais dans les travaux proprement constructeurs, mais bien plus du côté de la destruction (de taudis, par exemple)."

"Mais c'est sans doute dans le secteur tertiaire que les travailleurs sous-prolétaires trouvent leurs occupations les plus habituelles : comme ripeurs, débardeurs, déménageurs, balayeurs, laveurs de vitres... Ils travaillent dans les égouts, la nuit, ou dans les bassins d'épandage ; ils ramassent nos ordures ou nettoient les camions des services de voirie. Ils se font brancardiers, assument les tâches les plus répugnantes dans les hôpitaux ou les pompes funèbres, tandis que leurs femmes nettoient, à des heures tardives, les wagons, les salles d'attente, les W.C. dans les gares. Ils gagnent leur vie dans les abattoirs vétustes, souvent comme gardiens ou nettoyeurs de nuit. Ils montent nos marchés à l'aube, en balayent les déchets en fin de matinée (pour les ramener à la table familiale bien souvent). On les trouve encore au fond des navires de la marine marchande, à nettoyer les cales dans la vapeur de produits chimiques néfastes aux yeux, à la peau et aux poumons."

"Et nous ne parlerons pas de tous ces humbles services obscurs et mal payés des coursiers, des hommes-sandwiches, des plongeurs et éplucheurs, des

"distributeurs de feuilles publicitaires faisant le porte-à-porte par tous les temps, de ces femmes aux bras couverts de plaques, atteints de dermatoses parce que plongés, à longueur de journée, dans les cuves de quelque petite teinturerie de quartier à la mode ancienne, à moins qu'elles ne se fassent gardiennes de nuit dans un cimetière de voitures..."

"Emplois au rabais, mal répertoriés, mal contrôlés par l'inspection du travail, mal protégés, mal défendus par les organisations syndicales. Emplois sans durée surtout, d'où l'on peut être renvoyé du jour au lendemain, repris et renvoyé encore, selon les besoins ou les possibilités de l'employeur. A eux se joignent les travaux agricoles les plus humbles (c'est parmi les travailleurs agricoles sous-prolétaires que l'on trouve le taux le plus élevé d'analphabétisme). Ils sont parfois stables, mais alors nous y trouvons, comme dans l'industrie, une exploitation extrême jamais dénoncée (travailleurs recevant pour toute rémunération la nourriture et le gîte, plus quelque argent de poche, les jours de fête...). Puis il y a les travaux saisonniers : cueillette de petits pois, arrachage de betteraves..., notoïement mal payés et mal protégés aussi. Nous savons que les moins rébarbatifs (récoltes viticoles...) sont aujourd'hui accaparés dans une certaine mesure par les jeunes étudiants. Mais qui s'indigne et dénonce cette façon des privilégiés de l'enseignement et de la culture de voler le pain aux plus pauvres ?"

"Précisément, puisque ce marché de l'emploi qui se rétrécit sans cesse ne suffit pas pour faire vivre un peuple sous-prolétaire, les travailleurs du Quart Monde s'ingénient encore à entreprendre des travaux "indépendants". On les voit parcourir nos rues et nos routes, pour tirer un dernier usage des déchets de nos villes, se faisant chiffonniers, biffins, ferrailleurs ; ils vident nos greniers et nos caves de ce dont nous ne voulons plus, trient de leurs mains les ordures dans nos poubelles, explorent les décharges au bord des terrains vagues... Sait-on seulement qu'il est encore possible de gagner quelques sous, en vendant le pain que nous jetons à l'oiseleur ? Et que, quand rien ne va plus, on peut encore se mettre à déterrer les vers de terre pour les pêcheurs du dimanche ?"

"L'imagination du travailleur sous-prolétaire ne s'arrête pas là. Il invente mille petits services donnant lieu à une modeste rétribution, à l'intérieur même des cités sous-prolétariennes : coiffeur, buvotier, gardienne des enfants ou blanchisseuse du linge des voisins... Et nous n'insisterons pas sur tous ces petits commerces extra-légaux qui permettent souvent de ne pas mourir de faim : voler des fleurs pour les vendre au bord de la route, collectionner vêtements et chaussures gratuits dans un vestiaire de paroisse pour les revendre à la voisine."

"C'est cela et bien autre chose encore, le travail de ce peuple accusé de paresse : occupations ténébreuses, irrégulières, souvent beaucoup trop lourdes pour la faible santé, humiliantes, parfois inavouables, toujours interchangeables et sans sécurité du lendemain. Un même travailleur peut pérégriner de l'une à l'autre, changer incessamment non seulement de place mais aussi d'occupation, périodiquement condamné à l'inactivité honteuse, sans jamais rapporter aux siens de quoi vivre vraiment, ni pouvoir espérer une quelconque amélioration, un quelconque avancement dans l'avenir."

"Cela aussi est à retenir, car pour comprendre la condition sous-prolétarienne, il faut mesurer ce que signifie d'avoir à accepter de travailler dans de telles circonstances, sans y être motivé pour le moins par l'espoir d'améliorer ainsi son sort, un jour."

"Pour comprendre la situation désespérée, il faut la placer dans le contexte général de l'évolution de la vie économique dans la Communauté Européenne. La restructuration et la modernisation nécessaires des entreprises industrielles et agricoles, allant dans bien des cas de pair avec une réduction relative de la capacité de production globale, le taux élevé de chômage et l'extrême sélectivité qu'il permet aux employeurs, font que les humbles débouchés pour travailleurs sous-prolétaires finiront bientôt par disparaître complètement. L'instruction et la formation professionnelle sont théoriquement leurs seules bouées de sauvetage. Or, elles leur sont interdites : aucun programme national ni communautaire qui les touche même accidentellement." (1)

(1) Des programmes ont pu être mis en oeuvre depuis 1977, date de publication du livre d'où est extraite cette citation. Ainsi, au Royaume Uni, les « Youth Opportunities Projects » (1978).

"Travailleur malgré tout, envers et contre tout, le Sous-prolétaire s'apparente évidemment au monde ouvrier, il en fait partie de droit. En réalité il en est le parent pauvre, dont on ne parle pas qu'on connaît mal. Il est celui qu'on est presque obligé d'ignorer parce qu'il est placé dans l'impossibilité de représenter concrètement et activement les valeurs et la cause ouvrières. Il est d'ailleurs le rappel vivant d'un paupérisme encore si douloureusement proche dans le temps, qu'il est compréhensible que les classes ouvrières se trouvent désemparées de le voir toujours à leurs côtés."

Nous venons de développer ici deux points qui touchent de près la vie des familles les plus pauvres. Nous avons tout d'abord rappelé qu'elles formaient une population, et nous prendrons sur nous de l'appeler un peuple, un peuple tout tissé de relations de parenté, de voisinage, de travail et d'entraide ; un peuple tissé aussi de tensions, de frictions, parfois de coups. Ceci ayant fait oublier à son entourage, qu'il avait, malgré tout, affaire à un peuple vivant, comme il le pouvait, un destin commun.

En le reconnaissant, nous reconnaissons, en même temps, une identité commune fondée dans l'histoire. Une réalité assez bouleversante se dévoile, ainsi, à notre regard. Appelées souvent "cas sociaux" ou "familles problèmes", les familles les plus pauvres privées d'instruction et de parole commune ne pouvaient pas nous répondre que nous étions dans l'erreur. Vivant la réalité de tout un peuple littéralement réduit au silence au pied de nos échelles sociales dans tous les pays, elles devaient accepter d'être abordées par une sorte d'action au "coup par coup", par une succession (d'ailleurs pas bien régulière) de "secours" individuels, accompagnés d'interventions de travailleurs sociaux venant "à domicile". Un peuple solitaire était ainsi fractionné en "cas" isolés. Toute chance de retrouver force et espoir en bâtissant une cause commune -chance offerte à tout autre groupe défavorisé, en démocratie- leur était systématiquement subtilisée. Aucune possibilité ne leur était laissée d'échapper à l'écrasement de la honte personnelle, en se rassemblant pour dire qu'il s'agissait d'un destin commun imposé, non pas choisi par une population. N'allait-on pas jusqu'à dire : "Ils en sont là parce qu'ils le veulent

bien"... "Eux, se trouvent bien comme cela"... ?

Somme toute, la pauvreté et l'illettrisme réduisaient au silence les victimes. Nous comprenons mieux encore, pourquoi elles ont pu être si longtemps ignorées. Pourquoi, aussi, le Mouvement, proclamant enfin le "peuple du Quart Monde", a pu trouver auprès d'elles un tel écho. Il n'y avait aucune théorie sociale plus ou moins fiable à l'origine de cette démarche, aucune méthodologie d'action. Le Mouvement a pu mettre en route une action internationale contre la misère et l'illettrisme au sein des pays les plus développés, parce qu'il épousait la véritable histoire vécue par une population. Celle-ci était toute prête à se rassembler en lui, du moment que ce Mouvement levait la honte, rendait la dignité en dévoilant ce qui avait été, en réalité, et ce qui était encore, la condition sous-prolétarienne dans les pays riches.

Pauvreté et illettrisme, manque d'instruction et occupations professionnelles obscures, il ne suffit pas d'avoir développé ces deux points pour donner une image complète de la vie des familles du Quart Monde. Or, cette image, il nous la faut, si nous voulons savoir l'action d'alphabétisation et d'instruction à mener. Il ne suffit pas de savoir le désir inassouvi que porte en lui tout adulte du Quart Monde de travailler, surtout quand il a charge de famille, mais aussi quand il n'est encore qu'un jeune célibataire. Il ne suffit pas de savoir l'instabilité, le désordre dans l'espace et dans le temps que signifie, pour un couple et un foyer, de n'avoir pas de travail qui rythme les journées et les rentrées d'argent, l'école ne rythmant pas non plus, loin s'en faut, la vie de la famille qui ne peut croire en l'instruction lorsque les enseignants ne font pas de zèle pour retenir les enfants.

Il faut aller plus profond, si nous voulons comprendre quelle action sera efficace, et pourquoi beaucoup de programmes ne le sont pas. Parlons encore de ce que l'illettrisme signifie dans la vie des familles.

LES FAMILLES LES PLUS DEFAVORISEES FACE A L'INSTRUCTION

Nous avons dit dans les pages précédentes que l'instruction était d'abord l'instruction d'un milieu. Ceci n'empêche pas que l'aventure de l'instruction se joue largement dans des lieux publics où des personnes de différentes origines se retrouvent ensemble. Mais les expériences scolaires, professionnelles, syndicales ou culturelles communes seront tout de même vécues en fonction de la vie quotidienne de chacun. Une de ces expériences communes qui joue un rôle crucial dans le domaine de l'instruction est évidemment l'école, et nous allons en dire quelques mots à présent.

LES ENFANTS ET L'INSTRUCTION

Dans la majorité des pays développés, l'école est devenue gratuite et obligatoire. Pourtant, dans tous les pays développés, des jeunes atteignent l'âge où ils sont censés avoir achevé leurs scolarités primaire et secondaire, sans maîtriser suffisamment la lecture et l'écriture. Nous avons parfois encore du mal à comprendre cet échec scolaire. Dire qu'il est dû à la pauvreté des ménages, ce n'est pas encore expliquer la chose. Il faut y regarder de plus près.

* Les enfants partagent d'abord la vie de leur famille et lorsque nous pensons "école", il faut que nous pensions également "vie familiale". Nous devons aussi nous rappeler que la situation des familles les plus défavorisées par rapport au travail -nous venons de le dire- est presque toujours fragile. Les adultes de ces familles ont du mal à subvenir aux besoins de leur foyer et les soucis et les difficultés matérielles qu'ils connaissent pèsent beaucoup sur le groupe familial tout entier. Devant ces difficultés, les enfants essayent très rapidement d'aider leurs parents dans la vie de tous les jours. "Parce que nos parents en ont besoin, c'est normal qu'on leur rende service", disait un enfant.

Pour certains enfants et surtout pour les filles, cette aide s'exerce

dans le cadre de la maison. C'était le cas d'une fillette de 14 ans qui habitait en Hollande. Son père était invalide et sa mère était usée avant l'âge et minée par la maladie. La bonne marche de la maison reposait sur la fillette qui devait aussi veiller sur ses frères et soeurs. Elle ne pouvait donc pas beaucoup quitter la maison. Pourtant elle aurait bien aimé suivre les cours d'une école ménagère. Une jeune fille, en France, racontait, elle aussi : "J'étais l'aînée de 8 enfants ; ma mère allait travailler et je m'occupais des petits."

D'autres enfants doivent travailler pour aider leurs parents à nourrir la famille et ces situations se retrouvent dans tous les pays. En France, un garçon de 8 ans portait des huîtres à domicile pour le compte d'un écailler ; il travaillait de 11 h à 14 h et de 18 h à 22 h 30. En Allemagne, un garçon de 7 ans s'est également mis à travailler parce que son père était au chômage et sa famille menacée d'expulsion. Il récupérait le cuivre sur les décharges et s'informait auprès des adultes des meilleurs circuits de vente. En Italie, un sociologue découvrait en 1976 que, sur 25 enfants d'une classe primaire de Palerme, 22 travaillaient. Et un jeune américain de 10 ans disait, lui aussi : "Vivement que je parte de l'école pour travailler et donner de l'argent à ma mère."

Les dossiers de familles établis au cours de 25 ans par le Mouvement ATD Quart Monde sont remplis de témoignages de ce genre dans tous les pays. Très tôt les enfants des familles pauvres ont de lourdes responsabilités à assumer pour le foyer. Or, une fille qui s'inquiète pour ses frères et soeurs ou un garçon qui pense à la somme d'argent qu'il arrivera à rapporter au foyer, ne peuvent pas assister à l'école l'esprit reposé pour profiter de tout ce que l'instruction scolaire peut leur apporter.

Parfois, ce sont d'ailleurs plus simplement les conditions de vie matérielles immédiates qu'impose la misère, qui font que les enfants ne peuvent pas suivre l'école. "Quand j'étais jeune, j'étais tellement pauvre que je n'avais même pas de linge pour aller à l'école", disait une jeune

filles. "La famille était pauvre" racontait une autre, "ma mère était seule, on n'avait pas beaucoup d'argent. Des fois, on n'avait pas de maison pour dormir, alors l'école on n'y allait pas souvent." Un jeune garçon disait, lui aussi : "Puis mon père est allé travailler sur les chantiers et on a dû laisser l'école parce que c'était trop loin."

Les enfants touchés par le placement ont eux aussi du mal à suivre une bonne scolarité en raison des déplacements fréquents qu'ils connaissent souvent. Lorsque l'on apprend que, en France, 90 % des enfants placés sont issus de familles pauvres, on retrouve encore dans l'expérience de ces enfants l'influence de la pauvreté sur l'instruction.

* L'école n'est pas toujours préparée à écouter les enfants défavorisés : nous venons de voir que les circonstances de la vie quotidienne font que les enfants des familles pauvres ont parfois du mal à suivre une bonne scolarité, mais il faut aussi se rendre compte que ces enfants ne trouvent pas, dans l'école, un cadre dans lequel ils puissent se sentir à l'aise et où ils se sentent accueillis. Une jeune new-yorkaise de 11 ans disait : "A l'école, on ne parle pas de nous ; on parle des gens ; c'est sur la science." "Ce que je sais, ça ne les intéresse pas. C'est parce que je suis du Havenkwartier", disait aussi une jeune fille hollandaise.

Pourtant tous ont acquis un véritable savoir à partir de leur expérience de vie quotidienne, sinon à partir du travail en classe. Ils ont souvent travaillé et assuré des responsabilités dans leur famille, comme nous l'avons vu un peu plus haut, mais personne ne prend en compte ce qu'ils savent. Jürgen, un jeune allemand, aimerait bien pouvoir expliquer comment il récupère le cuivre et les autres métaux ; Antonio, l'italien, et Rose-Marie, la française, aimeraient bien, eux aussi, pouvoir raconter les expédients auxquels ils doivent recourir dans leur vie quotidienne, mais personne ne veut les écouter. Plus grave, si d'aventure ils en parlent, cela provoque l'étonnement, voire la moquerie, en tout cas l'incompréhension. Ils souhaiteraient trouver dans l'école un lieu dans lequel ils pourraient réfléchir sur leur propre vie

et partager avec d'autres leurs expériences, mais ce partage est rendu très difficile. D'une part, l'école n'est pas prête à écouter ce qu'ils vivent et d'autre part, eux ne sont pas préparés à comprendre et à assimiler une réalité présentée par l'école qui n'est pas celle de leur vie quotidienne.

Une institutrice en France a rencontré ce problème avec des enfants d'un milieu pauvre qui n'arrivaient pas à apprendre à lire et à écrire. Elle s'est rendu compte que ces enfants étaient bloqués par le livre de lecture de la classe qui présentait des situations de vie étrangères à la vie quotidienne de leur famille. Elle a alors rebâti un nouveau texte d'apprentissage, en s'appuyant sur la vie quotidienne de ces familles afin de permettre aux enfants de dépasser ce blocage.

Tous ces exemples (que nous pourrions multiplier) nous disent que l'école n'est pas toujours préparée pour accueillir les enfants des familles les plus pauvres. Elle n'est pas préparée pour accueillir les enfants de 10 ou 11 ans qui nous parlaient tout à l'heure, mais elle n'est pas préparée non plus à accueillir les plus petits lorsqu'ils franchissent le seuil de l'école. Autant l'école est bien conçue pour accueillir des enfants qui ont acquis dans leur famille certaines connaissances au niveau, par exemple, du langage ou du comportement en groupe, autant elle se trouve désarmée lorsqu'elle accueille des enfants qui n'ont pas encore suffisamment maîtrisé ces connaissances.

Nous ne voulons pas nier les difficultés que rencontrent parfois les enseignants, lorsqu'ils accueillent dans leurs classes des enfants trop bruyants ou au contraire trop passifs, mais nous voudrions dire ici que les capacités intellectuelles qui permettraient à ces enfants de bien s'intégrer dans le monde de l'école sont bien présentes en eux. En écrivant cela, nous nous appuyons sur 25 années d'expérience, 25 années pendant lesquelles des mères de famille du Quart Monde ont travaillé avec des équipes de l'ATD dans le cadre d'actions de pré-école pour permettre à leurs enfants d'aborder le monde de l'école dans de meilleures conditions.

Ces 25 années d'expérience nous ont appris que les premières difficultés que rencontraient les enfants du Quart Monde se situaient inévitablement au niveau du premier langage, c'est-à-dire à partir de 2 ou 3 ans. Ce sont presque toujours à partir de ces difficultés de langage que d'autres difficultés qui n'existaient pas dans les premières années de la vie viennent se former.

Les enfants des familles les plus rejetées sont presque toujours les plus marqués par ces difficultés. La situation de leur foyer au point de vue matériel ou à un point de vue plus personnel est si dure qu'elles ont souvent tendance à limiter leurs contacts avec l'extérieur. Pour l'enfant, c'est alors tout un horizon qui se referme ; sa famille devient sa seule école du langage et ses parents ou ses frères et soeurs ne sont pas toujours capables de lui apprendre tout ce dont il aurait besoin pour développer sa personnalité et pour communiquer avec d'autres personnes.

Parfois, les parents accentuent aussi cet isolement en essayant de garder le plus longtemps possible leur plus jeune enfant dans une situation de bébé. Ils ne le font pas par calcul, mais ils savent bien que les moments qu'ils vivent à cet instant avec leur enfant sont les seuls pendant lesquels ils peuvent vivre avec lui une relation d'amour sans ambiguïté. Ils savent au fond d'eux-mêmes que les difficultés de la vie feront souvent de cet enfant un objet de rivalité entre eux-mêmes et les services sociaux, alors ils veulent essayer de préserver encore un peu l'enfant qu'ils connaissent et qui est source de joie. Ils éloignent le plus possible le moment où il deviendra source de réprimandes, d'humiliations de la part des services sociaux, de l'école, de la police ou, même, du juge des enfants.

Énoncer ces difficultés ne doit pas signifier baisser les bras, bien au contraire. Les équipes ATD et les mères de famille du Quart Monde qui travaillaient avec elles ont appris ensemble à mieux les connaître, et elles ont appris aussi, ensemble, à les surmonter. Nous ne voulons pas dire que tous les enfants qui ont fréquenté les pré-écoles ATD ont pu aborder le monde de l'école dans de bonnes conditions. Certains enfants des familles

les plus rejetées ont suivi la pré-école pendant trop peu de temps pour leur permettre et pour permettre à leur famille de bien se préparer à entrer dans l'univers scolaire public. Mais tous les enfants ont montré par leur attitude et par leur progrès qu'ils possédaient en eux les capacités foncières de surmonter les difficultés qu'ils rencontraient.

L'expérience d'une petite fille montre bien toute l'influence du milieu de vie sur l'épanouissement des richesses qu'un enfant porte en lui. Cette fillette fréquentait une pré-école du Mouvement. A 5 ans, elle obtenait à des tests pour enfant des notes qui la plaçaient dans les zones "normales" ou "supérieures", suivant les tests. Pourtant, quand, après 12 mois d'interruption dûs à de nouvelles difficultés rencontrées par sa famille, elle est revenue en classe, ces mêmes tests la plaçaient dans la zone "limite", juste avant la zone de débilité.

Beaucoup d'enfants se sont trouvés dans le cas de cette fillette, en quittant une des pré-écoles d'ATD, car les efforts qui ont été réalisés par les mères de famille et par leurs enfants dans le cadre de ces pré-écoles n'ont que rarement permis aux enfants de réussir vraiment à l'école. Le plus souvent, quelques mois après avoir quitté la pré-école, les enfants se retrouvaient dans leur classe mal à l'aise et à l'écart. Tout ce que nous pouvons dire, c'est qu'ils suivaient moins mal la classe que les enfants pauvres qui n'avaient pas été touchés par le Mouvement. De même, les petits "pré-écoliers" d'ATD Quart Monde devinrent, par la suite, ceux qui apprirent le plus facilement à lire, dans les bibliothèques de rue du Mouvement. Ils prouvaient en quelque sorte qu'ils étaient capables et qu'il ne fallait pas chercher en eux les raisons de leurs échecs scolaires.

En effet, de cette expérience, nous voudrions surtout retenir que tous les enfants possédaient en eux les possibilités de vivre et de progresser comme les autres enfants dans le monde de l'école. Dans le cadre des pré-écoles, ils se prouvèrent sans exception, capables d'épanouir des richesses qu'ils portaient effectivement en eux. Il suffisait qu'ils s'y sentent accueillis, eux et leurs familles, même si cet épanouissement se réalisait au prix de grandes difficultés.

Ce cadre favorable, ces enfants et leurs familles ne le trouvent que

rarement dans le cadre de l'école, d'une école qui n'est pas vraiment la leur parce qu'elle ne se met pas à l'écoute du milieu auquel ils appartiennent. De-ci de-là, des enseignants s'efforcent, certes, à leur offrir un meilleur accueil, une oreille plus attentive. Mais les réussites ainsi obtenues sont, alors, le fait de la bonne volonté individuelle d'un maître d'école. Ce n'est pas l'enseignement public en tant que tel qui tient compte des milieux les plus défavorisés dont proviennent les élèves les plus malchanceux. Et quand l'écolier, bien accueilli par un enseignant, change grâce à celui-ci de classe, il change, aussi, de maître et de climat. Alors, tous les malheurs recommencent...

* Les enfants se sentent déjà mis à l'écart du monde qui les entoure : pour que les enfants du Quart Monde puissent être accueillis par l'école, il faudrait que le monde dans lequel nous vivons accepte, lui aussi, de les accueillir. L'école seule ne peut pas aller à l'encontre de toute une opinion publique. L'une et l'autre sont liées. Et lorsque deux enfants disaient à propos de l'école : "Ce n'est pas qu'on n'aime pas l'école, mais c'est qu'à l'école ils nous grondent ; et puis, on a la honte ; on ne sait pas lire, on ne sait pas écrire ; alors on ne sait pas quoi faire ; on ne veut pas y aller et on fait l'école buissonnière." "Quand tu ne sais pas lire, tout le monde rigole... Ils sont bêtes." Deux autres enfants parlaient en fait du même rejet en nous confiant à propos de leur vie quotidienne : "Quand on va ailleurs, les gens nous regardent des pieds à la tête ; ils nous regardent et puis ils parlent entre eux ; on dirait qu'on n'est pas des êtres humains." "On a une place réservée pour nous au fond du car et quand on monte dans le car, ceux de l'école nous traitent de "gosses des baraques"."

Deux autres exemples montrent bien que l'échec scolaire que connaissent les enfants du Quart Monde est dû aussi au poids que nous faisons peser sur eux et sur leurs familles, dans la vie quotidienne, en dehors de l'école.

En Suisse, une jeune fille de milieu gitan, père et mère illettrés, allait normalement à l'école. Son père en était très fier et il voulait qu'elle réussisse. Mais tout le village et tout le canton portaient un jugement sévère

sur la famille : "Le père est un fainéant ; il boit", alors qu'il savait faire beaucoup de choses, de la musique, par exemple. Devant cette situation, les enfants, pour rester à l'école, ont dû faire preuve d'une intelligence supérieure. Ils devaient être les premiers de la classe, pour ne pas passer pour des sauvages, des barbares, des ignorants. Cette jeune fille est allée pour la première fois à l'école à 9 ans, sans parler un mot de français et avec toutes les critiques du village. La famille habitait une cabane à l'entrée du village. A 13 ans, elle était la troisième du canton au certificat d'étude, mais malgré cette intelligence extraordinaire elle ne s'en sort pas, elle reste ouvrière. Sa fille qui a actuellement 7 ans est la première de sa classe ; mais elle éprouve les mêmes difficultés pour se situer dans son entourage. Il y a aussi des questions d'argent, ils ne peuvent pas payer comme les autres.

En France, une alliée du Mouvement ATD Quart Monde voulait essayer de faire en sorte que des enfants d'une famille très pauvre, habitant son village, soient mieux accueillis en classe. Elle a parlé de cette question à une réunion de parents d'élèves. Personne n'a voulu la soutenir. Là encore, ce n'était pas l'école en elle-même qui condamnait ces enfants, mais c'était bien l'ensemble de la communauté du village.

Deux jeunes résumaient cela à leur façon : le premier disait, "Comment voulez-vous qu'on apprenne à lire quand tous ceux qu'on aime sont méprisés ?" Et le deuxième disait, lui aussi : "La seule chose dont je me souviens de l'école, c'est que mon père, quand il venait me chercher, tout le monde se moquait de lui." En disant cela, ces deux jeunes voyaient eux aussi un cadre plus vaste que celui de l'école. C'était bien à l'école que ces scènes se passaient, mais l'école ne faisait que retransmettre le regard que l'ensemble d'une société porte sur les familles les plus pauvres. Nous voudrions d'ailleurs terminer ce paragraphe en citant une volontaire du Mouvement ATD, qui écrivait déjà en 1976 : "Tant que nous ne changerons pas le regard que nous portons sur leurs familles, les enfants du Quart Monde auront du mal à maîtriser le savoir, car on n'apprend pas l'alphabet à un enfant qui sent le déshonneur dans lequel on tient son milieu dès son arrivée à l'école."

* Parents et enfants : en y regardant de près, on ne peut pas ne pas être frappé par le fait que l'on retrouve, au niveau des enfants, les mêmes situations qu'au niveau des adultes. On retrouve les difficultés matérielles de la vie quotidienne et on retrouve, déjà, cette mise à l'écart de la part du monde qui les entoure. Comme leurs parents, les enfants sentent bien ce rejet. Comme leurs parents, certains réagissent en se repliant sur eux-mêmes, tandis que d'autres s'insurgent avec violence, lorsqu'ils ne peuvent plus supporter le poids de la misère. Comme leurs parents, ils rejettent parfois tout ce qui les rejette, mais comme leurs parents, également, ils sont les premiers à dire à ceux à qui ils ont choisi de donner leur confiance : "S'il te plaît, apprends-moi à lire", "Je ne comprends pas les lettres, je voudrais bien que tu me montres comment faire".

En disant cela, nous évoquons peut-être d'une manière plus précise que précédemment un des caractères de la misère dans les pays développés qui est celui de la transmission, souvent de génération en génération. Transmission de privations dans le domaine de l'instruction (dont il est plus particulièrement question dans ce document), comme dans tous les autres domaines de la vie. Les adultes des familles les plus pauvres se rendent bien compte de cela, et c'est peut-être une de leurs plus grandes souffrances. On pourrait même penser que l'héritage s'alourdit, en passant d'une génération à l'autre. "Ma mère avait la vie plus facile que moi", nous disait une femme d'une cité d'urgence française. "Ma mère, elle, pouvait me tailler un tablier dans une vieille robe de ma grand-mère. Moi, je ne peux pas faire ça, à ma fille. Il faut bien que je lui achète de quoi s'habiller pour aller à l'école." Et nous constatons que la fillette est obligée de rester au foyer, un jour où ses chaussures usées, trempées par la pluie, n'ont pas séché durant la nuit. La maman la dira "indisposée".

De cette mère, comme de tant d'autres, habitant la même cité, le directeur de l'école voisine nous dira qu'elle est "peu motivée". C'est peut-être vrai, selon le sens que l'on donne à cette expression. Comme presque toutes ses voisines, elle est mère de famille nombreuse, après avoir été enfant, puis jeune fille d'une famille nombreuse, il y a 10 ou 15 ans. Sa

mère, surmenée, n'avait guère la disponibilité pour jouer avec ses enfants, pour leur apprendre des mots et des chansons. Or, une mère de famille qui n'a jamais joué dans son enfance ne peut pas savoir comment jouer avec son enfant et l'éveiller pour qu'il n'aborde pas l'école avec un retard trop important. De même, un père qui a déjà du mal à circuler dans une ville ne peut pas, lui non plus, faire découvrir à son enfant les mille et une choses dont tout le monde parlera à l'école.

Les adultes sont souvent partagés entre deux sentiments vis-à-vis de l'école. D'un côté, ils se rendent compte qu'elle représente une chance pour leurs enfants et d'un autre, ils se souviennent de leurs propres échecs et de leurs souffrances, ils voient les difficultés que rencontrent leurs enfants en classe, et ils ne savent plus s'ils peuvent encore faire confiance à l'école. C'est pour cela que l'on entend aussi bien des réactions telles que : "Va à l'école, autrement tu seras comme moi", ou "Faut pas être comme ton père ; si tu sais pas lire, tu feras les sales travaux", que des réactions telles que : "Moi, je suis allée à l'école et le jour de mon certificat d'étude, il n'y avait personne pour m'embrasser. Alors ce n'est pas moi qui vais pousser mes enfants à aller à l'école ; je sais ce que c'est", ou encore "Il suffit qu'il apprenne ses lettres et soit capable d'écrire son adresse".

Un père de famille en France était pris, lui aussi, entre ces deux attitudes. D'un côté, il voulait à tout prix que ses enfants apprennent, parfois même il les forçait à travailler avec une personne qui venait les aider à faire leurs devoirs. Et dans le même temps, il arrivait qu'il envoie un enfant faire des commissions en plein milieu de ce temps de rattrapage scolaire. Il vivait profondément le désir de voir ses enfants le dépasser, mais il pressentait sans doute au fond de lui que, de toute façon, ils n'arriveraient pas à obtenir de bons résultats à l'école.

Comme nous allons le voir plus loin, la transmission de l'héritage est double. Nous venons de rappeler comment les générations se passent un héritage d'ignorances et d'échecs. D'autres auteurs ont parlé de cette transmission,

de père en fils, que les anglo-saxons ont appelé le cercle vicieux de la misère. Ce sur quoi nous allons insister, car ce sera là la clef de la réussite, c'est l'espérance, comme indestructible, elle aussi, et que le père transmet à son fils, la mère à sa fille : "Tu vas voir, pour toi ce ne sera pas la même chose".

A cette transmission-là, on a apporté beaucoup moins d'attention, et pour cause, peut-être. Car nos concitoyens les plus défavorisés en font souvent un secret, comme ils font un secret de leur illettrisme. Le même sens de la dignité qui leur fait cacher le fait de ne pas maîtriser la lecture, leur impose le silence sur leurs espoirs. "Je ne suis pas folle, je ne vais pas leur dire que je voudrais que ma fille devienne hôtesse de l'air. Pour qui me prendraient-ils ?" C'est une mère qui nous parle ainsi. Elle doit rencontrer la psychologue responsable de l'orientation des écoliers vers des filières d'apprentissage professionnel. Cette mère, en effet, "n'est pas folle". Elle habite un logement dit "social" dans une cité à très bas loyer où les trottoirs n'ont jamais été faits. Dans les trois pièces qui abritent deux adultes et cinq enfants, les matelas s'alignent à même le sol. L'aîné de ses fils, 16 ans et sans travail, est en "éducation surveillée" (avec ses camarades, il s'en est pris, à plusieurs reprises, aux carreaux du logement de la concierge, à des voitures stationnées dans le centre de la ville et, pour comble de maladresse, à la voiture du maire...). Comment cette mère pourrait-elle avouer, à la psychologue scolaire, qu'elle voudrait que sa fille cadette devienne hôtesse de l'air ?

On nous dira qu'il s'agit d'un rêve, non d'un espoir. Ce serait une erreur. Il est bel et bien question d'espoir, d'un projet presque. D'un projet sans arrêt contrecarré, abandonné, puis repris et abandonné encore. Comme celui du père qui entreprend de faire faire du rattrapage scolaire à ses enfants. Pour la petite future hôtesse de l'air, la maman fait de temps à autres des efforts précis. Elle réserve un coin particulier pour étaler son matelas, le soir, et l'oblige à se coucher tôt. Elle s'en va lui acheter une robe au marché du dimanche matin. "Il faut qu'elle soit bien mise à l'école"... Hélas, il ne suffit pas d'être bien mise. La petite Odile et sa mère le savent,

toutes deux. Pourtant, l'espoir renaît à la moindre bonne note, presque au moindre sourire de la maîtresse. "La maîtresse m'a salué, ce matin. Vous voyez..."

Nous voyons surtout, la persistance de l'espérance, aussi réelle que son contraire, le désespoir. Le Quart Monde semble se tenir comme en permanence entre deux sentiments également tenaces : "Rien ne nous réussira jamais", et pourtant, "Il faut que ça réussisse". Le philosophe, l'humaniste diront peut-être que c'est le propre de l'homme. Pour notre part, en ce document, nous portons simplement témoignage de 25 ans d'observation participante et de dossiers de familles patiemment remis à jour. Loin de ne refléter que des rêves, ces dossiers disent les actes posés, puis abandonnés, puis repusés, dédoublés. Pour ne pas aboutir, bien souvent, mais pour aboutir sans exception, à chaque fois que l'effort est reconnu, soutenu au bon moment et avec constance.

Mais pour reconnaître l'effort, l'acte posé, il faut reconnaître, d'abord, la situation, l'histoire dans lesquelles ils se situent. Pour bien en asseoir notre compréhension, nous allons, après avoir vu la situation des enfants, regarder une dernière fois celle des adultes qu'ils ont pour parents, celle des adultes qu'ils vont très bientôt devenir eux-mêmes.

MISERE ET BAS NIVEAU D'INSTRUCTION : L'HISTOIRE D'UNE OPINION PUBLIQUE QUI PERD LA MEMOIRE

Pour saisir la situation de l'adulte, il faut, tout d'abord, signaler un curieux glissement de l'opinion de son entourage qui va s'opérer quand il passe de l'enfance à l'adolescence, puis à l'âge d'homme.

Tant qu'il est écolier, les enseignants, eux, vont encore savoir son origine familiale et sociale. Ils se disent encore, comme se le disait tel directeur d'école dans un chef-lieu de province hollandais : "Il est vrai que tous ces gosses qui n'avancent pas viennent du quartier du Kamperpoort; ce sont de très mauvais logements, là-bas, il n'y a pas les conditions voulues". Les

enseignants, eux, savent qu'il y a, dans leurs classes, des enfants de milieux défavorisés. Ils savent aussi parfaitement que ce sont ceux-là qui quittent l'école, pratiquement ignorants, l'inconvénient étant qu'ils ne font pas l'addition, d'école à école, chiffrant le nombre exact de ces enfants-là.

Pourtant ce qui est à souligner, c'est que, quelque part dans les structures de la société, en l'occurrence à l'école, on se rend encore plus ou moins compte qu'il y a un lien entre illettrisme et pauvreté. Tout au moins, fait-on un lien entre illettrisme et quartier de taudis ou à loyer très bas. Et le lien que l'on fait en est un de cause à effet : ils vivent dans des conditions mauvaises et c'est pour cela qu'ils apprennent mal. Dans le même chef-lieu néerlandais, une mère de famille du quartier sous-prolétaire du Kamperpoort s'est rendu, un beau jour, à l'Hôtel de Ville. Il y avait des années qu'elle réclamait un autre logement pour sa famille. Excédée par les refus successifs, elle a capturé un des rats qui infestaient sa demeure et elle en a déposé le cadavre sur le bureau du fonctionnaire compétent : "Comprenez-vous maintenant pourquoi nous ne pouvons pas vivre, pourquoi mes enfants ne dorment pas et qu'ils ne travaillent pas à l'école ?" Le fonctionnaire a compris et la municipalité a fait de même. Depuis quelques années, le quartier a été détruit, les habitants sont relogés.

Mais les familles n'ont toujours pas de travail ni de ressources conséquentes. Et les enfants continuent à mal réussir à l'école. Celle-ci ayant également évolué, ces enfants trop lents fréquentent maintenant en grande majorité des classes B.L.O. ("Bijzonder lager onderwijs") (*) ou pire, des classes ZMOK ("zeer moeilijk opvoedbare kinderen") (**). En d'autres termes, ils se trouvent dans des filières pour enfants caractériels ou quasi débiles. En interrogeant les enseignantes concernées, nous retrouvons, malgré tout, une certaine compréhension du lien entre retards scolaires et conditions de vie. Ceci, malgré le fait que ces enfants ne grandissent plus dans des taudis. On dira encore : "Ce sont les familles qui ont vécu au Kamperpoort et leurs conditions ne sont toujours pas brillantes".

(*) B.L.O. : Ecole primaire spéciale

(**) ZMOK : Classes "pour enfants très difficiles à éduquer"

L'histoire de la mère hollandaise, faut-il le souligner, ne relève nullement de l'anecdote. Nous retrouvons des exemples analogues dans de nombreuses familles du Quart Monde, dans tous les pays. Ainsi, celui d'un père de famille de Lille qui ne s'était pas muni d'un cadavre de rat, mais d'un sac rempli de cafards vivants, pour appuyer sa démarche auprès des services municipaux du logement. Les plus pauvres sont parfaitement capables de démarches extrêmement sensées et convaincantes, quand "le vase déborde". L'inconvénient étant que ce sont presque toujours des démarches individuelles, les familles n'ayant aucun moyen de s'organiser au nom d'un milieu, d'une couche sociale.

Il n'empêche que, quelque part dans les structures officielles, on sait, confusément, le lien de cause à effet entre pauvreté et illettrisme. Cette compréhension, on va encore la retrouver, un peu plus estompée, au niveau des jeunes. Encore que l'on va, alors, porter son attention de l'ignorance vers le chômage et la délinquance. Les services municipaux, les urbanistes vont continuer à établir, mais un peu plus vaguement, un lien de cause à effet, pour le moins entre pauvreté matérielle du quartier, de la cité, du grand ensemble, et délinquance. Mais la perte de mémoire quant à l'illettrisme, qui s'opère peu à peu dans les esprits d'une société à niveau de vie moyen élevé, va se poursuivre à mesure que la population prend de l'âge. Très curieusement, pour les adultes, on aura carrément oublié et on ne vérifiera même plus. Quand, aux Pays-Bas (comme en d'autres Etats membres de la Communauté Européenne), on constate que l'illettrisme existe, malgré tout, on se dira que cela ne peut être qu'une question de "cas" exceptionnels : de maladie, des séquelles de la guerre... Pour le reste, il n'y a que les handicapés mentaux qui demeurent analphabètes, puisque l'école est obligatoire et gratuite.

Ceci fut en tout cas la situation jusqu'à présent. Nous avons signalé l'évolution qui s'amorce, la parution du Rapport VIEHOFF (Mme VIEHOFF est une députée néerlandaise). Mais l'opinion publique en général n'en est pas encore là et on peut penser que même au niveau des autorités publiques, la

prise de conscience ne fait pas encore tache d'huile. Il y a un peu plus d'un an, à une question posée par la Commission aux délégations nationales agréées auprès d'elle, la plupart des Ambassadeurs ont personnellement signé la réponse que l'illettrisme n'existait plus dans leur pays (ou que 99 % de leur population étaient correctement alphabétisés), "parce que l'école y était obligatoire et gratuite". On retombe, à ce qu'il semble, encore facilement dans le même travers : scolarisation obligatoire équivaut à qualité de l'enseignement ce qui équivaut, à son tour, à bonne instruction des élèves.

Cela explique pourquoi l'opinion et les autorités publiques en reviennent encore trop souvent à des explications médicales ou biologiques du phénomène, quand il ne s'agit pas d'enfants de travailleurs migrants. A moins que, comme en France ou aux Pays-Bas, on cherche du côté des rapatriés des anciennes colonies (en France, on a attribué l'illettrisme au fait d'être enfants de "Harkis", à Metz, par exemple, en ignorant le fait qu'il s'agissait de "Harkis" très pauvres, logés dans une cité très délabrée ; aux Pays-Bas, on a trouvé des adultes ayant passé leur enfance en Indonésie et, en partie, dans des camps de prisonniers japonais).

Au reste, si les enfants sont déjà enfermés dans des filières scolaires de malades, d'arriérés mentaux, malgré le fait que l'on sait encore, confusément, que les raisons de leur retard pourraient être ailleurs, pour les adultes, les dés sont jetés. Si on les découvre illettrés, on dira carrément, que ce sont des arriérés, des imbéciles. Ainsi, de la mère de famille néerlandaise, illettrée, on relèvera, à l'Hôtel de Ville de Zwolle, qu'elle est bête et, en plus, "très mal élevée". On ne saura plus, on ne voudra plus savoir que les difficultés que rencontrent les personnes, les manques dont elles font preuve, sont dûes en grande partie à la misère connue depuis leur enfance et qui demeure une misère collective, celle d'un milieu. Laissons encore parler les personnes ainsi frappées.

Une participante à un cours d'alphabétisation au Canada racontait :
"Quand j'étais petite, j'apprenais pas à l'école, ça ne servait à rien. A 7 ans, un psychiatre a dit à ma mère que je n'étais pas normale et elle

l'a cru. Ils m'ont dirigé vers une école où j'étais avec des malades et des retardés, ce qui fait que je n'ai rien appris." Cette dame terminait en disant : "Je commence à me débrouiller à lire et à écrire et je voudrais continuer pour venir à me débrouiller seule."

Un autre participant à ces cours disait lui aussi : "J'ai 25 ans. Je suis allé neuf ans à l'école, mais je n'ai jamais rien appris. Dès ma première année, j'ai eu de la misère à suivre, alors le professeur m'a mis dans un coin et ne s'est plus occupé de moi. J'ai doublé. Ensuite, je me suis promené d'école spéciale en école spéciale. Je changeais d'école presque chaque année, mais c'était toujours la même chose. Je voulais apprendre le français, mais on faisait du collage, de la peinture, du hockey... Les professeurs étaient sévères et ne s'occupaient que des meilleurs. C'est comme si je n'existais pas." Lui aussi terminait en disant : "Ça fait un mois et demi que je suis ici et j'en ai appris plus qu'en neuf ans d'école".

Une dame en France écrivait d'une écriture encore hésitante : "J'aurais voulu apprendre un métier, mais je n'ai pas pu apprendre à lire. On s'occupait des autres, on me laissait comme un chien toute seule au fond de la classe. Pourtant, j'allais à l'école tous les jours. J'avais des crises presque toutes les semaines, je tombais raide. Mes copines m'aimaient bien et elles me ramenaient chez moi. Ma mère me soignait, mais elle avait des problèmes de santé avec mon père, il fallait qu'elle travaille. Elle me disait : "Moi, je mangeais peut-être pas, mais vous, les enfants, j'essayais de vous donner à manger". Mon père est mort, alors je suis venue dans la région parisienne. J'ai été dans une école pour handicapés. J'espérais que là on allait m'apprendre à lire. On a commencé un peu et puis on m'a laissée encore de côté parce que ça les énervait que j'aie du mal à apprendre. Quand j'ai eu 18 ans, j'attendais ma fille et j'ai commencé à apprendre à lire avec une dame. J'espère bien arriver bientôt."

En citant ces trois exemples, nous ne voulons pas nier que ces trois personnes éprouvaient sans doute de grandes difficultés individuelles, lorsqu'elles étaient enfants, des difficultés de santé ou de personnalité,

peut-être devant lesquelles les professeurs se trouvaient sans ressource. Pourtant, pour ces trois personnes, les capacités intellectuelles existaient bien, puisque plusieurs années plus tard, elles sont arrivées à apprendre à lire et écrire. Il est probable que, fondamentalement, ce n'était pas les problèmes individuels, mais ceux de la misère de leur milieu qui bloquaient le plus l'apprentissage scolaire. Là encore, ce n'est pas non plus un problème uniquement lié à l'école, puisque les enseignants se trouvent, la plupart du temps, pris dans un cadre social plus vaste dont ils ne sont pas maîtres. Si notre présente étude doit avoir un sens pratique, aider à placer l'homme en chair et en os au centre de toute action, ce sera peut-être en tout premier lieu en aidant à ne plus enfermer systématiquement les personnes touchées par l'illettrisme et par la misère dans des cadres médicaux qui sont pour eux sans espoir.

LES ADULTES ET L'INSTRUCTION

Reconnaître le lien entre pauvreté et illettrisme, entre pauvreté d'un milieu et illettrisme vécu en commun, voyons encore combien cela va être décisif pour ceux qui ne maîtrisent pas la lecture et l'écriture dans les pays développés. Posons un dernier regard sur la position des adultes par rapport à l'instruction. Plus encore que le lien entre l'enfance pauvre et le monde adulte environnant, ce sont le milieu de vie et la vie quotidienne du moment qui vont surtout marquer les relations d'un jeune ou d'un adulte du Quart Monde touché d'illettrisme avec le monde de l'instruction. Théoriquement, certaines institutions où s'instruire sur le tard lui demeurent ouvertes. Nous allons voir que ce n'est, en effet, que théoriquement. La réalité est autre.

* Conditions matérielles et seuil de sécurité : pour un jeune ou pour un adulte du Quart Monde touché par l'illettrisme, la vie quotidienne est d'abord marquée par les difficultés matérielles qu'il rencontre. Ces difficultés ne constituent pas toute la réalité de l'exclusion dont souffrent les familles les plus pauvres, mais elles représentent tant de souffrances que l'on ne peut pas les passer au second plan.

La chercheuse canadienne Adeline CHANCY (*) évoquait le lien entre ces obstacles matériels et une démarche d'apprentissage dans le domaine de l'instruction, en parlant de l'existence d'un "seuil de sécurité". Elle l'introduisait de la manière suivante (son expérience se rattache aux difficultés que rencontrent les femmes immigrantes haïtiennes à Montréal) :

"Avec la seconde hypothèse, je tentais de délimiter le marge de disponibilité physique et psychologique nécessaire à l'immigrant pour entreprendre des projets éducatifs, en définissant un seuil de sécurité. L'hypothèse était que pour faire la démarche volontaire vers les réseaux éducatifs, l'immigrant devait avoir atteint un "seuil de sécurité" garanti par la stabilité du statut, de l'emploi, de l'organisation familiale. En effet, on constate que les adultes doivent disposer d'une certaine marge pour s'arracher à des préoccupations immédiates et paralysantes et être en mesure de consacrer un peu de temps aux études. Dans le cas d'un immigrant, les tensions créées par l'irrégularité du statut, la précarité de l'emploi ou les conditions éreintantes de travail, les préoccupations d'ordre économique et psychologique découlant de la séparation des familles lui interdisent longtemps l'accès au seuil de sécurité."

Jean BRON (**), historien français, emploie aussi le mot de seuil, en évoquant les premières luttes ouvrières en France au début du 19ème siècle. Devant l'introduction des machines, certains ouvriers réagissent, mais certains ne réagissent pas et Jean BRON écrit :

"Conscience de la fatalité d'une oppression, de l'impuissance des plus faibles, peur d'aggraver une situation déjà inhumaine ? Peut-être est-il un seuil de misère au-dessous duquel, sans prise de conscience, il n'y aurait plus de réaction possible."

(*) "ALPHA 82", sous la direction de Jean-Paul HAUTECOEUR, Direction Générale de l'Education des Adultes, Gouvernement du Québec, Ministère de l'Education, p. 299.

(**) "Histoire du Mouvement ouvrier français", (Tome I), les Editions ouvrières, Paris, 1970, p.57

Adeline CHANCY et Jean BRON analysent bien la situation des femmes haïtiennes de Montréal et celle des ouvriers français les plus pauvres du 19^{ème} siècle et ce qu'ils écrivent dans leurs ouvrages trouve un écho dans la vie des jeunes et des adultes du Quart Monde touchés par l'illettrisme aujourd'hui. Plusieurs milliers de dossiers de famille établis par l'ATD Quart Monde le confirme.

Nous pouvons, en effet, ajouter ici, pour renforcer cette analyse, que la vie des adultes les plus défavorisés met aussi en évidence la fragilité de ce seuil de sécurité. Nous l'avons déjà évoqué en parlant de la petite fille qui suivait la pré-école. Cet engagement à la pré-école représentait en fait un engagement vis-à-vis de l'instruction de toute la famille de cette fillette. Pour cette famille, un "seuil de sécurité" avait dû être atteint, mais de nouvelles difficultés matérielles ont détruit cet équilibre et la famille n'a plus été en mesure d'assurer son engagement vis-à-vis de l'instruction.

Les équipes ATD et les adultes du Quart Monde engagés dans des actions d'alphabétisation ont souvent rencontré des situations similaires dans lesquelles la participation d'une personne à ces actions dépendait en partie de ses conditions matérielles de vie. Ainsi à Bruxelles, un adulte isolé, sans travail, a réellement commencé l'apprentissage de manière régulière, lorsqu'il a pu s'assurer une sécurité financière. Le jour où l'assistante sociale a remis en cause le revenu qu'il obtenait mensuellement, il a interrompu l'apprentissage pendant un mois.

* Confiance en soi : la vie des adultes du Quart Monde nous a appris qu'il fallait une certaine sécurité matérielle pour pouvoir s'engager dans une démarche d'apprentissage de la lecture et de l'écriture. Elle nous a également appris que cette démarche nécessitait, aussi, une certaine confiance en soi. Les adultes et les jeunes du Quart Monde se rendent bien compte de l'importance de la tâche que représente cette démarche et une personne ne voudra pas se lancer dans une aventure dont elle sait qu'elle sera difficile, si elle ne sent pas qu'elle est capable ou qu'elle a de bonnes chances de la mener jusqu'au bout. Souvent, pourtant, la vie quotidienne a entamé la

confiance que ces adultes pouvaient avoir en eux. C'est peut-être, là, un des points où les souvenirs de l'enfance sont les plus présents dans la vie des adultes. Pour eux, l'école est un lieu où ils ont connu leurs premiers échecs, mais elle est aussi un lieu où on leur a appris à douter d'eux-mêmes.

Un homme racontait à un permanent du Mouvement ATD Quart Monde : "Lorsqu'on a été brimé comme moi à l'école, on se dégoûte, on perd confiance en soi. Je pensais : 'Puisqu'ils disent que je suis un bon à rien, c'est que je suis un bon à rien'."

Un autre homme disait, lui aussi : "C'est à 27 ans que j'ai commencé à croire que je n'étais pas bête parce qu'on me l'avait toujours répété."

Il est souvent difficile, pour ces adultes et pour ces jeunes, de reprendre confiance en eux, après ces premiers échecs. D'autant que beaucoup de situations de leur vie quotidienne viennent leur redire, par la suite, que leur vie n'a pas été réussie. Que ce soit au niveau du travail, de la famille ou des loisirs, les adultes du Quart Monde ont du mal à s'appuyer sur les expériences valorisantes de leur vie qui pourraient leur permettre de retrouver quelque assurance en eux. Pourtant, ces expériences existent comme elles existent dans la vie de chacun d'entre nous. Mais tout semble se passer comme si les plus pauvres n'avaient pas le droit de voir ces expériences reconnues. C'était le cas pour les enfants qui ne pouvaient pas parler de leur savoir à l'école; c'était aussi le cas du père de la fillette suisse, à qui l'opinion publique du village ne reconnaissait pas le droit de jouer d'un instrument.

C'était le cas, encore, pour la mère de famille hollandaise qui travaillait "au noir" pour élever ses enfants. L'opinion publique, à travers les services sociaux de la ville n'a retenu de cette vie de travail que l'aspect de non-conformité aux règles, et les enfants ont été retirés de la famille. En observant la réalité quotidienne des plus pauvres dans les pays développés, on s'aperçoit qu'ils sont, ainsi, constamment victimes d'un préjugé défavora-

ble. Il y aurait, en effet, en principe différentes manières de regarder leurs efforts. On eût pu voir, dans le travail relativement pénible de la mère de famille néerlandaise, une preuve de courage. Plusieurs heures d'affilée debout devant un évier, les bras plongés jusqu'aux coudes dans l'eau de vaisselle, jusque tard dans la nuit, ce n'est pas une tâche attrayante, surtout pour une mère qui a eu plusieurs grossesses difficiles en peu d'années. Mais elle est pauvre, habillée pauvrement, et ne paye pas de mine. Dans son logement, les meubles sont rares et, illettrée, elle ne sait pas présenter, à l'assistante sociale, un budget familial correct. Tout cela indispose les services sociaux à son égard. Ils s'attendent, pour ainsi dire, à ce qu'elle fasse tout de travers et elle le sent fort bien. Ce n'est qu'en rencontrant une équipe ATD Quart Monde qui lui montrait un respect spontané pour ses efforts de garder et nourrir ses enfants, que cette mère a pu reprendre conscience de sa valeur, se redécouvrir femme et, même, acheter un cahier d'écolier pour faire des exercices d'écriture.

Un père de famille français, de 58 ans, résume bien cette insécurité intérieure, constamment entretenue par l'expérience de vie. "Comment voulez-vous que je ne me comporte pas comme un imbécile ? Tout le monde dit que je suis un imbécile. L'assistante sociale me le fait sentir et même ma femme a fini par le croire." Et des dizaines de rapports d'observation le confirment : à chaque fois que Monsieur E. part à la recherche d'un travail, il n'y a personne pour dire : quel courage ! Tout le monde s'accorde pour prédire qu'il ne va pas réussir. Un jour, Monsieur E. s'est couché pour rester alité, des semaines durant, sans être vraiment malade : "Quoique je fasse, je n'arriverai jamais à rien. Pour moi, tout est fini."

Pourtant, sans vouloir excuser ou justifier certaines situations ou certains actes, il y a toujours une manière de regarder la vie qui permet à une personne de reprendre confiance en elle, de retrouver cette confiance sans laquelle elle aura du mal à entreprendre quelque chose de grand.

* Confiance dans le monde : à ce niveau, confiance en soi et confiance dans le monde sont d'ailleurs souvent liées et pour entreprendre une démarche d'apprentissage de la lecture et de l'écriture, l'une et l'autre sont également nécessaires. Nous avons dit un peu plus haut qu'une personne ne s'engagera pas dans une aventure de cette importance sans avoir confiance en elle, mais elle ne le fera pas non plus sans être sûre que les personnes et le monde auxquels elle va s'ouvrir sont vraiment prêts à l'accueillir et à l'aider. Sur ce plan, encore, les jeunes et les adultes du Quart Monde touchés par l'illettrisme ne sont pas placés dans de bonnes conditions. Toute leur vie a été marquée par un environnement qui les a rarement favorisés, moins encore respectés, et leurs contacts avec le monde extérieur n'ont souvent été que des contacts entraînant souffrance et humiliation.

C'est vrai pour les mères de famille dans leur contacts avec les services sociaux. Et c'est pour cela qu'elles préfèrent parfois ne pas y avoir recours, quitte à ne pas profiter de certains avantages matériels. C'est souvent vrai aussi pour les pères, dans leur recherche de travail, et c'est également une des raisons pour lesquelles ils préfèrent parfois faire des travaux solitaires même s'ils sont pénibles et peu rétribués.

Toute leur expérience dit aux adultes les plus défavorisés touchés par l'illettrisme qu'il vaut mieux essayer de limiter les relations avec le monde extérieur, et leur attitude vis-à-vis d'un cours d'alphabétisation se situe aussi dans cette expérience de vie. Ils ont été si souvent humiliés qu'ils ne veulent plus courir le risque de l'être à nouveau, en se situant dans une action publique. Manque de confiance en soi, manque de confiance dans le monde, c'est souvent tout cela que l'on trouve derrière les réflexions d'adultes du Quart Monde qui ne maîtrisent pas suffisamment la lecture et l'écriture : "Apprendre, c'est pour les jeunes, parce que pour nous...", ou "Après 14 ans, c'est joué...".

* Préserver un équilibre : en craignant de se lancer dans une nouvelle aventure, les adultes du Quart Monde cherchent aussi à préserver un équilibre

qui a été durement acquis. Cela ne veut pas dire que cet équilibre soit satisfaisant, mais pour leurs familles, il représente la possibilité de vivre ou de survivre ; leur vie quotidienne leur a appris que tout ce qui était nouveau n'apportait que rarement une situation meilleure et ils ne tiennent pas à remettre en danger le peu de stabilité qu'ils ont pu conquérir.

Les participants d'un cours d'alphabétisation nous disent d'ailleurs bien les bouleversements qu'apporte parfois ce nouvel apprentissage. Une femme disait en parlant de cette expérience : "Apprendre à lire et à écrire, ça bouleverse, et ça ne donne pas beaucoup de joies." Un jeune disait lui aussi : "Je deviens fou, je n'arrive plus à discerner les choses." Et un homme disait en parlant d'un de ses amis : "Il apprend à lire et à écrire, mais il devient malheureux."

Derrière les réflexions de ces personnes, il y a souvent tout un monde qui s'écroule et un permanent du Mouvement ATD disait à ce propos : "On vient avec des mots nouveaux casser une espèce d'ordre." Il existait un monde qu'elles avaient réussi à maîtriser et, petit à petit, elles découvrent un nouveau monde dont elles connaissaient l'existence, c'est vrai, mais un monde qui était si étranger et qui semblait si hostile qu'elles avaient réussi à ne plus y penser. Ce nouveau monde est si grand qu'elles se sentent perdues en l'abordant. Elles ressentent peut-être mieux aussi, en l'abordant, l'étroitesse du monde qu'elles connaissaient et il n'est pas facile de remettre en question sa vie et son mode de vie quand ils sont déjà si fragiles.

Cette réaction n'est évidemment pas propre aux adultes du Quart Monde. Tout homme éprouve une certaine crainte devant l'inconnu, un peu comme cet étudiant universitaire en physique qui faisait sans arrêt des exercices dans un domaine précis de son programme. Il maîtrisait très bien ce domaine et il s'y sentait à l'aise, mais il ne voulait pas aborder une autre partie. C'était entre autre chose par peur de découvrir un nouveau domaine qu'il mettrait sans doute du temps à maîtriser. Peut-être, aussi, ne se sentait-il pas tout à fait capable de venir à bout de cette nouvelle partie. Toujours est-il qu'il préférerait rester dans un domaine, dans lequel il se sentait en sécurité.

Ce sur quoi il convient d'insister, c'est qu'un phénomène de crainte tout à fait normal, que l'on admet facilement dans la vie de tout un chacun, peut être complètement ignoré, quand il s'agit des plus pauvres. Puisqu'on a ouvert un cours d'alphabétisation à Bréda ou à Paris, pourquoi n'y viennent-ils pas ? "Ces gens ne sont vraiment pas motivés", nous disait un responsable de cours qui n'arrivait à recruter que des travailleurs migrants. Il savait que, dans le quartier, vivaient des illettrés autochtones, belges en l'occurrence. Que ceux-ci pouvaient avoir peur, ne lui était pas venu à l'esprit.

* L'influence du milieu de vie: nous avons vu que beaucoup de circonstances font que les adultes les plus défavorisés qui ne maîtrisent pas la lecture et l'écriture éprouvent des difficultés à entrer dans le monde de l'instruction. Nous avons souvent parlé, dans les pages précédentes, du milieu de vie de ces familles en le situant par rapport au monde qui l'entourait. Mais nous n'avons pas encore parlé de la situation des personnes qui désirent apprendre à lire et à écrire vis-à-vis de leur propre milieu.

Là encore, les conditions ne sont pas toujours favorables, car les réactions que nous avons évoquées tout à l'heure sont aussi partagées par tout ce milieu. On retrouve au niveau de l'immeuble, de la rue, du quartier, les mêmes réactions de méfiance vis-à-vis du monde extérieur et les mêmes doutes également dans les capacités du milieu à mener à bien une action d'apprentissage de la lecture et de l'écriture. Un adulte du Quart Monde racontait un jour à un permanent du Mouvement ATD : "Quand je suis arrivé dans ce quartier, je voulais apprendre, mais on m'a dit : 'Personne ne sait lire, ici, c'est comme ça'."

Aussi lorsqu'une personne décide de commencer à apprendre, elle n'est pas toujours aidée par ses amis, par ses voisins ou par sa famille. Il y a peut-être de l'envie dans les réactions qui suivent ; il y a sûrement, en tout cas, beaucoup d'espoir déçu : "On te connaît bien ; qu'est-ce que tu fais maintenant ; on sait bien que tu ne vas pas tenir." "Il n'y arrivera pas. Dans 20 ans, il ne saura rien."

"Dans 20 ans, il ne saura rien...". Il faut croire de toutes ses forces, au contraire, que la personne qui commence un apprentissage saura lire et écrire dans 20 ans. Mais il faut aussi se rendre compte que l'apprentissage ne peut pas être rapide, lorsque la misère a été trop dure et que les mécanismes d'apprentissage n'ont pas été entraînés depuis plusieurs années. Il a fallu beaucoup de patience et de volonté à un homme du Quart Monde qui a mis 8 mois pour parvenir à former ses chiffres ; il a fallu, aussi, une grande volonté à un autre homme pour continuer un apprentissage, alors qu'au bout de plusieurs années il ne parvenait toujours pas à lire et à écrire.

* Pourtant des hommes et des femmes apprennent : pourtant, malgré toutes ces difficultés matérielles, personnelles ou simplement pratiques, des hommes et des femmes du Quart Monde commencent à apprendre à lire et à écrire. Ils apprennent, comme nous le verrons un peu plus tard, à cause de leurs enfants, pour pouvoir aller faire des commissions, pour pouvoir écrire à des amis, pour ne plus avoir à demander à se faire lire une adresse dans la rue, "pour ne pas être réduit à tout ce à quoi on est réduit".

"Quand je saurai lire et écrire, je serai comme une autre" disait une femme. En disant cela, elle disait tout son souhait d'être reconnue et respectée. Elle parlait en son nom, elle parlait aussi au nom de tout son milieu ; un milieu qui malgré ses craintes et ses hésitations ne se trompe pas sur ce qui est en jeu dans cette démarche dans laquelle il s'engage : "Si vous nous apprenez à lire et à écrire, disait un adulte du Quart Monde, et bien le monde aura changé."

Ce sont, là, de ces petites phrases qu'un permanent en milieu de grande pauvreté entend et note tout au long des journées. Elles pourraient paraître presque banales à celui qui n'y accorde pas grande importance. Quand on s'y arrête un peu, on s'aperçoit de la lucidité -ou faudrait-il dire de l'intuition très sûre ?- qu'elles expriment. Cet homme a parfaitement raison. Lorsque, dans les pays développés, nous nous mettrons à instruire nos populations au plus bas de l'échelle sociale, le monde aura effectivement changé. Nos sociétés auront définitivement appris un nouveau regard sur elles-mêmes.

Regard dont nous avons expliqué qu'il leur demeure encore mal aisé. Le jour où il sera devenu le regard des citoyens et des gouvernements responsables, le monde aura changé car on aura commencé à mettre fin, une fois pour toutes, à la misère.

Nous avons parlé dans toute cette partie du lien illettrisme-pauvreté. De fait, nous n'avons pas à en faire la démonstration. Il importait surtout de dire comment, dans les pays développés, des personnes le vivaient dans leur vie quotidienne. Elles vivent la pauvreté et elles sont touchées par l'illettrisme. Ces deux réalités vont souvent de pair et, en ce sens, les actions menées dans le cadre de la lutte contre l'illettrisme dans les pays développés prennent aussi une autre signification. Ce sont de ces actions que nous allons à présent parler.

QUELQUES ECLAIRAGES APPORTES PAR LES ACTIONS

QUEL REGARD POSER SUR LES ACTIONS ENTREPRISES ?

Les familles les plus défavorisées ont été très présentes dans toutes les pages précédentes. C'était l'option prise au départ. Il nous importait, pour des raisons d'équité sociale et de rigueur scientifique, d'ajouter aux études déjà existantes sur la pauvreté et l'illettrisme un exposé rendant compte de la réalité vécue et du regard porté sur elle par les victimes. De là, les nombreuses paroles recueillies auprès des populations les plus défavorisées, elles-mêmes. Elles ne devraient pas être prises pour de simples témoignages individuels ou anecdotiques. Nous avons bien choisi les réflexions représentatives, celles qui résument le mieux les expressions recueillies en huit pays industrialisés, au moyen de plusieurs milliers de rapports d'observation participante, entre 1957 et 1982.

Cette forme d'étude nous importe tout particulièrement, nous l'avons dit, dans une collaboration avec l'Unesco. "L'homme au centre du développement" -c'est ainsi que nous l'avons compris- signifie, pour l'Unesco, que l'homme ait la parole dans les efforts de développement de par le monde. Il ne suffit pas que d'autres élaborent des politiques et des programmes qui servent aux hommes eux-mêmes. Encore, ceux-ci doivent-ils être entendus et collaborer à cette élaboration. Ce n'est qu'en réalisant cela pour les plus défavorisés que l'on pourra croire que la suprématie des théoriciens et techniciens a fait place à une véritable démocratie pour tous.

Ceci dit, nous avons volontairement exposé le phénomène de l'illettrisme, tel qu'il est vécu, le plus massivement et sous sa forme la plus grave, dans les milieux les plus défavorisés au sein des pays industrialisés. Dans ces milieux, nous rencontrons aussi, pour des raisons évidentes, des travailleurs migrants et leurs familles.

Les plus défavorisés d'entre eux connaissent des situations comparables à celles que rencontre la population sous-prolétarienne autochtone et en cela cette étude est aussi la leur mais son champ ne couvre pourtant pas l'ensemble des problèmes spécifiques que connaissent les familles des travailleurs étrangers vis-à-vis de l'instruction.

Ceci ne veut certainement pas dire que les travailleurs migrants ne souffriraient pas du manque de maîtrise de la lecture et de l'écriture, dans leur langue ou dans la langue du pays d'accueil. Nous n'ignorons pas non plus que des couches de population ouvrière moins défavorisées sont également touchées par ce manque, serait-ce à un moindre degré. Les sociétés industrielles n'ont pas été aussi généreuses qu'elles le pensaient, dans la répartition de l'instruction et de la culture. De nombreuses personnes qui ne sont pas nécessairement touchées par la pauvreté ne peuvent sans doute pas faire face aux exigences toujours plus variées de la vie quotidienne qui supposent qu'on sache intérioriser ou rédiger des textes. Il existe donc un problème de manque d'instruction et de maîtrise de la parole écrite à d'autres niveaux que celui de l'extrême pauvreté, même si l'on ne peut pas y parler d'un problème d'illettrisme caractérisé.

Nous avons choisi dans cette étude d'aborder l'illettrisme sous ses formes les plus dévastatrices pour la double raison d'équité sociale et de rigueur scientifique que nous évoquions tout à l'heure, et avant d'examiner les projets entrepris pour combattre l'illettrisme nous voudrions revenir sur ces deux points. Il s'agit tout d'abord d'une question d'équité. La science qui ne sert qu'à la science, comme celle qui ne sert aux hommes qu'à partir du moment où ils ont acquis un minimum de bien-être, ne peut pas être l'affaire de l'Unesco. Tout le combat pour "la science et la technologie au service du développement" mené par les pays en développement ne se fonde-t-il pas, précisément, sur l'idée que la connaissance qui ne sert que de capital aux nantis, acculant à un état de dépendance permanente les pauvres, est néfaste pour la

paix et la justice entre les hommes ? Cette idée, nous sommes tenus d'en mener la logique jusqu'au bout. Il ne pouvait pas convenir à l'Unesco ni au Mouvement auquel elle confia une mission d'étude, de ne pas conduire cette étude, de ne pas accroître les connaissances, d'abord, au profit des plus défavorisés.

L'autre motif de notre démarche est celle de l'efficacité scientifique. On ne peut pas prétendre comprendre les mécanismes inégalitaires qui jouent dans la répartition du savoir dans les pays occidentaux, si l'on n'envisage pas à quoi ils aboutissent, in extremis, à savoir à l'illettrisme caractérisé, à l'analphabétisme pur et simple. Si nous ne le faisons pas, nous nous privons, du même coup, du moyen de comprendre la structuration même de la société qui a pu le provoquer. En abordant le phénomène là où il se manifeste dans sa globalité, si l'on peut dire, nous pouvons espérer mettre en lumière les éléments-clefs de la structure qui est à modifier. C'est la rigueur scientifique qui est, ici, en jeu.

Au-delà, il y a l'enjeu de l'efficacité pratique ou politique. En découvrant l'illettrisme tel qu'il est vécu au pied de l'échelle socio-économique, nous nous rendons compte de cette réalité déconcertante que les sociétés industrialisées n'ont pas de plancher. Les citoyens peuvent, à la limite, y tomber dans le vide. Vide de l'instruction, vide aussi des ressources, absence totale de logement, de moyens de protection de la santé... Vide juridique, en fait absence des Droits de l'Homme. Dans les pays industriels, dans les Etats membres de la Communauté Européenne, dans cette Communauté en tant que telle, il n'y a pas de plancher en-dessous duquel nul ne pourrait tomber. Nous avons développé cette notion dans de nombreuses publications, depuis les années 70 (*). Nous n'y reviendrons pas, ici. Suffit-il de dire que notre présente étude n'eût pas eu d'efficacité pratique, si elle avait omis de mettre en lumière l'absence de plancher et, par conséquent, l'urgence d'en créer un, toutes affaires cessantes. En plaçant nos efforts à d'autres

(*) Voir aussi, Mouvement International ATD QUART MONDE, "Inégalité, pauvreté, exclusion : où chercher les chemins d'une plus grande justice", étude effectuée à la demande de l'Unesco en juillet 82 à l'occasion de la réunion d'experts sur la méthodologie de la réduction des inégalités économiques et socio-culturelles organisée par l'Unesco en coopération avec la commission nationale suédoise pour l'Unesco à Stockolm, Suède, du 30 août au 3 septembre 1982

niveaux, là où les citoyens ont encore des moyens de s'accrocher à l'échelle, nous ne comblerons pas ce vide. Et nous n'empêcherons pas de nouvelles générations d'y retomber.

Il nous importait de rappeler cette absence de plancher, cette réalité en fait toute simple et pourtant trop longtemps ignorée. De ne pas l'entrevoir nous a fait mal comprendre le fonctionnement des sociétés industrielles qui avaient, justement, cette réalité en commun et cela, quelle que soit leur orientation politique du moment. En posant, maintenant, le regard sur quelques efforts entrepris pour combattre l'illettrisme, notre objectif ne sera pas de tirer au clair des méthodes. Nous poserons simplement la question de savoir si ces efforts sont susceptibles de contribuer à poser un plancher dans la société où ils sont déployés. Car c'est en cela qu'ils seront autre chose qu'un palliatif provisoire ; à savoir de véritables innovations pouvant conduire à une amélioration fondamentale des structures.

L'homme qui nous parlait dans le chapitre précédent, disait : "Si vous nous apprenez à lire et à écrire, alors le monde aura changé". Il était dans la plus stricte vérité.

LA PORTEE DE CES ACTIONS : UN EXEMPLE AMERICAIN

A travers les expériences de vie que nous avons pu découvrir dans les pages précédentes, nous avons souvent insisté sur le fait que les personnes les plus défavorisées touchées par l'illettrisme ne désiraient pas se risquer dans une action publique. Pourtant des cours d'alphabétisation existent dans tous les pays développés et des personnes y assistent bien.

En 1979, une étude effectuée par Carman ST JOHN HUNTER et David HARMAN, intitulée "L'illettrisme des adultes aux Etats-Unis" était publiée par la Fondation Ford. Dans cette étude, les auteurs reprennent les différentes formes sous lesquelles se présentent les actions d'alphabétisation aux USA. Ils s'arrêtent, en particulier, pendant plusieurs pages sur le programme ABE (programmes d'éducation de base des adultes) qui est le programme le plus

important dans ce domaine. Il a été lancé en 1964, par le gouvernement américain et il est conçu pour s'adresser à tous les adultes éducativement désavantagés, c'est-à-dire à tous les adultes âgés de 16 ans et plus qui ne sont plus scolarisés et qui n'ont pas pu terminer une "high school" (une high school correspond à une scolarité de 12 années). Environ 59 millions d'Américains sont susceptibles d'être touchés par ce programme et, en 1976, 1 700 000 personnes y participaient, effectivement.

Initialement, les options de ce programme voulaient qu'un maximum de 20 % de ses ressources soit consacré à l'instruction secondaire et que la priorité soit donnée aux étudiants qui n'avaient pas pu achever 4 années de scolarité. Pourtant, en 1976, les statistiques officielles de l'U.S. Office of Education indiquaient que 32 % des étudiants de l'ABE étaient inscrits au niveau débutant (1 à 4 années de scolarité), 33 % au niveau intermédiaire (5 à 8 années de scolarité), 35 % au niveau avancé (9 à 12 années de scolarité). Ces simples chiffres montrent bien qu'il n'est pas facile de faire entrer dans la réalité et de tenir une priorité aux plus défavorisés.

Dans leur étude, HUNTER et HARMAN parlent également des personnes qui se sont inscrites à des cours du programme ABE, mais qui ont abandonné ces cours pour différentes raisons. Il ressort des renseignements fournis par l'ABE que, parmi les personnes qui ont un revenu annuel de moins de 4 000 dollars, 1 sur 5 n'achève pas les cours pour lesquels elle s'est inscrite ; parmi les personnes qui ont un revenu annuel compris entre 4 000 et 6 000 dollars, ce taux est de 1 pour 7 et il est inférieur à 1 pour 15 pour les personnes dont le revenu est compris entre 10 000 et 25 000 dollars. En commentant ces chiffres, HUNTER et HARMAN écrivent : "On constate que les programmes d'éducation des adultes ne s'adaptent pas aussi bien, pour différentes raisons, aux besoins des personnes pauvres qu'aux besoins des personnes moins pauvres et des personnes relativement aisées."

A partir des données dont ils ont pu disposer, les auteurs de cette étude pensent d'ailleurs que l'on peut diviser les 59 millions d'Américains

qui constituent les personnes-cibles des actions d'éducation des adultes en 4 groupes :

Le premier groupe de personnes appartient au groupe culturel dominant. Ces personnes ont souvent arrêté l'école par accident. Elles sont intégrées dans le monde qui les entoure, mais elles sont gênées par le fait qu'elles ne possèdent pas de diplôme. Les formes d'enseignement traditionnelles ne les rebutent pas et elles s'y intègrent bien.

Le deuxième groupe de personnes est, lui aussi, intégré dans la vie professionnelle. Pourtant ces personnes occupent parfois des situations qui nécessiteraient des connaissances supérieures aux leurs dans le domaine de la lecture et de l'écriture. Certaines ne savent pas du tout lire et écrire. Elles craignent souvent de voir leurs difficultés révélées et cette situation est, pour elles, une source de grande souffrance. Ce sont souvent ces personnes qui sont mises en scène dans des histoires ou dans des romans "à succès". Elles sont encore des exceptions dans leur milieu où le livre est en général encore très présent.

Le troisième groupe de personnes éprouve des difficultés d'ordre multiple. Le manque de maîtrise de la lecture et de l'écriture n'est qu'un aspect de leur vie parmi bien d'autres. Elles occupent souvent de petits emplois ou travaillent irrégulièrement. Les programmes d'éducation centrés sur le travail ont, pour elles, plus d'attraits que les programmes d'enseignement traditionnels. Elles s'y inscrivent parfois mais le plus souvent leurs expériences ne sont pas couronnées de succès.

Nous allons citer HUNTER et HARMAN dans leur description du quatrième groupe de personnes :

"Du troisième groupe que nous venons de décrire -un groupe constitué "aussi bien de personnes de langue anglaise que de personnes de langue non anglaise- émerge un quatrième groupe, dans lequel on retrouve les mêmes caractéristiques, mais qui diffère sur un point important : le niveau d'espoir, "même temporaire, qui peut être présent dans les personnes qui le composent.

"Les personnes de ce quatrième groupe ont très largement arrêté de croire qu'une action qu'elles pourraient entreprendre pourraient changer leurs conditions de vie. Elles sont le "noyau dur" de la pauvreté, les personnes décrites par Michael HARRINGTON et d'autres auteurs comme les pauvres "oubliés" ou "invisibles". Elles peuvent vivre dans l'ombre des principales institutions de santé et d'éducation, en ne recevant aucun bénéfice de celles-ci. Leur interaction avec la culture dominante est minime. Leurs contacts avec les administrations mises en place pour les servir -dans le domaine de l'emploi, du logement, de la santé, de l'école, de l'assistance sociale, de la justice- contribuent, tous, à accentuer leur sens de l'échec et à les maintenir dans des engrenages de privation et d'aliénation. Bien que certaines d'entre elles espèrent toujours que leurs enfants pourront connaître une situation moins dure, le mode de vie de pauvreté et de marginalisation qu'elles présentent à leurs enfants conduit souvent ces enfants à rechercher argent et pouvoir à travers des moyens illégaux ou à sombrer comme leurs parents dans le désespoir. Nos sources -peu étendues, pas toujours fiables, aussi imprécises soient-elles- nous amènent à recommander de nouvelles approches de ces troisième et quatrième groupes, des groupes qui pourraient comprendre entre 18 et 28 millions d'Américains adultes. Parallèlement à ces nouveaux programmes adressés aux personnes de ces groupes, nous avons également besoin d'apprendre davantage à leur sujet, d'apprendre leurs besoins tels qu'elles les perçoivent et d'apprendre aussi les forces propres à leurs communautés qui leur permettent de survivre. (...)"

"La description ci-dessus met surtout en évidence l'aspect négatif de l'existence de ce noyau de pauvreté, mais il faut aussi remarquer que les exigences des circonstances et la persistance de caractéristiques d'adaptation culturelle ont permis à ces communautés pauvres de développer des qualités de famille et de solidarité de groupe qui sont souvent absentes dans la société dominante, très individualisée. Ces Américains vivent dans des circonstances que la majorité d'entre nous trouverait intolérables et cependant de fortes caractéristiques de relations, d'entraide, d'échanges d'informations et de loyauté personnelle sont présentes dans leur vie. Nous et eux avons besoin

"de mieux comprendre les réalités de ces communautés, si nous voulons qu'une action efficace puisse voir le jour, une action qui changera ce qui existe en s'appuyant sur des dynamismes et en combattant les forces oppressives."

HUNTER et HARMAN écrivent alors comme conclusion principale de leur étude : "Un changement important dans la politique de l'Education Nationale est nécessaire pour satisfaire les besoins des adultes défavorisés dans le domaine de l'éducation." Et leur recommandation principale est rédigée sous la forme suivante : "Nous recommandons l'établissement de nouvelles initiatives pluralistes et fondées sur la vie des communautés, initiatives dont l'objectif spécifique sera de servir les personnes les plus désavantagées appartenant au noyau dur de la pauvreté dont le coeur n'a jamais été touché par aucun programme existant."

Nous allons retenir, en particulier, cette constatation de HUNTER et HARMAN, que les problèmes dont ils traitent sont vécus par "des communautés", et que c'est à des communautés qu'il faut, par conséquent, adresser les programmes qu'ils recommandent.

L'APPRENTISSAGE DE LA LECTURE, UN PROJET DE CHANGEMENT DE VIE : DES EXEMPLES DE BELGIQUE ET DU CANADA.

Nous avons choisi de nous étendre quelque peu sur cette étude portant sur l'illettrisme aux Etats-Unis, parce que ses conclusions et recommandations principales sembleraient bien pouvoir s'appliquer à bien d'autres pays développés.

A Bruxelles, Monsieur G. avait demandé, en 1973, à des membres du mouvement ATD Quart Monde de venir lire avec ses enfants. Lui-même n'avait pas réussi à apprendre à lire et à écrire à l'école ; à 14 ans, il avait commencé à travailler mais, disait-il, "C'est difficile de trouver du travail quand tu ne sais pas lire". Lorsqu'il a rencontré le Mouvement, Mr G. avait encore un emploi et pendant les repas de midi il apprenait à calculer et à signer

avec son contre-maître. Nous avons évoqué cet apprentissage dans un chapitre précédent, car il a effectivement mis 8 mois pour parvenir à former ses chiffres. Il a appris, aussi, à faire des additions et des soustractions jusqu'à 20 et il était très fier de ses premiers succès. Pourtant, peu de temps après il perdit son travail et ce fut une perte incalculable pour lui : aujourd'hui, huit ans plus tard, il est toujours sans emploi, malgré de nombreuses démarches.

En 1977, Mr G. a participé, à la Mutualité, à Paris, à la fête du vingtième anniversaire du Mouvement ATD Quart Monde. C'est ce jour-là que l'engagement : "Dans 10 ans plus d'illettrés dans nos cités" a été pris et, trois mois plus tard, en février 1978, Mr G. s'est inscrit au premier groupe "Lire et écrire" organisé par le Mouvement à Bruxelles. Pourtant ce n'est qu'en décembre 1978, qu'il a rejoint le groupe. Malheureusement, ce jour-là, un des autres participants a souri à une de ses erreurs, et il n'a pas voulu revenir. Pendant deux ans, l'animateur du groupe lui a rendu visite régulièrement, en simple amitié, et ce n'est qu'au bout de ces deux années que Mr G. a dit à une réunion d'adultes du Quart Monde : "Je veux apprendre à lire et à écrire. Il faut venir me chercher". Il a à nouveau exprimé son désir, quinze jours plus tard, au cours d'une nouvelle réunion et il a commencé alors à participer définitivement aux travaux du groupe "Lire et écrire". Aujourd'hui, Mr G. progresse lentement. Parfois, il refuse de venir au cours et sa femme qui sait lire et écrire doit souvent l'encourager. L'exemple d'un ami qui a commencé à apprendre deux mois avant lui et qui commence à s'en sortir, a pour lui beaucoup d'importance.

Ainsi, depuis plus de dix ans, malgré bien des incertitudes et des découragements, Mr G. ne cesse d'espérer de savoir, un jour, lire et écrire. Parfois, son entourage ne lui fait pas confiance, Mais il ne renonce pourtant jamais tout à fait à son projet. En reprenant l'exposé de HUNTER et HARMAN, on pourrait dire que Mr G. fait partie de leur quatrième groupe, de ceux que même un programme public aux intentions les plus sincères d'atteindre les plus pauvres ne touche pratiquement pas. L'histoire de Mr G. nous fait imaginer les raisons de cet échec et c'est bien lui que concerne la recomman-

dation visant "l'établissement de nouvelles initiatives pluralistes et fondées sur la vie des communautés". Ce n'est effectivement pas en raison d'une quelconque technique nouvelle, que Mr G. commence enfin à maîtriser la lecture et l'écriture, dans un cours d'ATD Quart Monde. C'est bel et bien (nous aurons l'occasion d'y revenir) parce que ce cours s'est construit à partir de ce que HUNTER et HARMAN appellent les forces, les relations d'information et d'entraide d'une communauté. Nous-mêmes dirions d'un milieu, dans la mesure où les relations qui échappent au regard comme le font remarquer nos collègues américains, sont souvent vécues non seulement au niveau d'une communauté de quartier, mais aussi entre les plus pauvres dispersés à travers une ville. Ils s'y connaissent, s'y marient, s'y entraînent, effectivement, entre eux.

Dans ce contexte d'une communauté ou d'un milieu, on se rend compte que Mr G. n'est plus l'exception, comme dans les groupes 1 et 2 de HUNTER et HARMAN. Il est sinon la règle, pour le moins, un exemple parmi bien d'autres. Voyons, encore, ce couple à Liège. Les deux conjoints y sont aussi engagés, depuis plusieurs années, dans une démarche pour apprendre à lire et à écrire, une démarche au cours de laquelle Mr et Mme L. et l'équipe ATD Quart Monde de la ville ont d'abord appris à se connaître. Pendant 2 mois, le lien qui les a réunis a été le journal de l'équipe ATD et au début de l'année 1979, Mr L. est venu participer aux réunions des adultes du Quart Monde. C'est en cours d'année qu'il a formulé son souhait d'apprendre à lire et à écrire. Dans le même temps, Mme L. a essayé de participer à une réunion de femmes, mais cela a été un échec et c'est peut-être une des raisons pour lesquelles elle s'est opposée au cours de l'année suivante à ce que son mari participe au cours d'alphabetisation. La famille qui était une des familles les plus exclues que connaissait l'équipe ATD, a connu aussi, à cette époque, de nouvelles difficultés. A deux reprises, Mr et Mme L. et leurs enfants ont été expulsés et les liens avec le groupe Quart Monde ont alors été interrompus. Malgré cela, au cours de l'été 1980, Mr L. a accepté de participer en tant que représentant du Quart Monde à un congrès de solidarité avec les travailleurs immigrés. Quelque temps après, Mr et Mme L. sont revenus aux réunions d'adultes du Quart Monde et Mr L. disait alors : "Je voudrais mieux m'exprimer ; j'ai des tas de choses à dire, mais je n'y arrive pas". Le temps n'est plus loin où Mr L.

pourra participer à un cours d'alphabétisation.

Cet exemple, tout comme le précédent, ne fait pas intervenir directement des techniques ou des méthodes d'apprentissage de la lecture et de l'écriture. Il nous montre tout ce que peut pré-supposer, tout ce qui doit venir en soutien d'une démarche d'alphabétisation. Cette démarche sera concrétisée, il est vrai, par l'utilisation de techniques, et toutes les recherches qui sont entreprises pour améliorer les méthodes utilisées et les rendre plus accessibles sont bien porteuses d'espoir pour les personnes qui désirent apprendre à lire et à écrire. Un jour Mr G., Mr et Mme L. ont fait ou feront appel à ces techniques. Mais en franchissant le seuil de la salle de cours, ils continueront sous une nouvelle forme, une action d'alphabétisation qui a déjà commencé, il y a plusieurs mois ou plusieurs années. En allant déposer le journal de l'équipe dans la boîte aux lettres de Mr et Mme L., en continuant à rendre visite à Mr G. lorsqu'il avait interrompu sa participation aux cours, les permanents ATD menaient déjà ou continuaient une action d'alphabétisation. En assistant aux réunions des adultes du Quart monde et en apprenant à prendre la parole dans une réunion, Mr L. était déjà entré, lui aussi, dans une démarche de l'apprentissage de la lecture et de l'écriture.

L'expérience belge rejoint, à ce qu'il semble, largement celle des groupes les plus défavorisés dont s'inquiètent HUNTER et HARMAN. A cette différence près, que les équipes belges semblent insister beaucoup sur le temps, la présence continue d'une équipe, que semble demander une population, rien que pour oser se lancer. En toute objectivité, la preuve n'est pas pour autant donnée que d'apporter la maîtrise de la lecture et de l'écriture dans un milieu particulièrement défavorisé doive, en tous les cas, exiger autant de patience. Il est fort possible que la démarche puisse être considérablement accélérée. Ceci, dans la mesure où, en implantant des cours d'alphabétisation et d'instruction de base, dans des zones de grande pauvreté, on en fasse vraiment l'affaire de la population.

Nous aurions, en effet, tendance à nous inscrire en faux contre ceux :

qui, dans les milieux d'enseignants ou de travailleurs sociaux, auraient pris le parti de présenter les plus pauvres comme foncièrement lents et, même, apathiques. L'expérience démontre combien on peut se tromper à cet égard.

C'est en tous cas ce qu'une série d'analyses d'ATD Quart Monde a démontré, en d'autres domaines : dans celui de l'éducation des petits enfants notamment. Une étude menée sur dix ans de programmes pré-scolaires dans des cités sous-prolétariennes françaises fait penser, en effet, que le rythme auquel se déroule ce qu'on pourrait appeler la mise en route d'une communauté ne dépend pas seulement de la motivation et du courage de chacun. Beaucoup dépend de la conviction du groupe, de la communauté. Nous entendons par là qu'une fois qu'un programme a pris racine dans un groupe et que ce groupe, lui-même, s'en considère le détenteur et le gardien, tout foyer nouvellement arrivé dans le quartier va être beaucoup plus vite poussé par les voisins à y prendre part. Et se faire houspiller par les voisins qui vous disent : "tu ne sais pas lire, ce n'est pas normal, moi, j'ai bien appris..." représente un encouragement beaucoup plus fort que de s'entendre discrètement appelé par une équipe venue de l'extérieur. Ce que les sociologues appellent le "contrôle social" du voisinage est bien plus fort que l'invitation amicale venue d'ailleurs. Qu'une équipe choisisse de vivre dans le quartier peut certainement faire avancer les choses : "je viens vivre à tes côtés ; c'est bien la preuve que je crois en toi" est un facteur d'encouragement puissant. Mais le voisin de même souche que vous, qui est comme vous, logé à la même enseigne depuis toujours, aura toujours plus de poids. Pour reprendre la notion que nous avons évoquée plus haut, un quartier, un voisinage, un milieu de parenté, peuvent être amenés à décider, eux-mêmes, du plancher en-dessous duquel il n'est "pas normal" de se tenir. Chaque nouveau locataire va, alors, se trouver sous la pression des siens, de son propre milieu. Nous avons souvent rencontré des exemples convaincants de cette dynamique, en milieu sous-prolétaire français et néerlandais, toujours dans le domaine de la petite enfance et de la pré-école.

En attendant, un second facteur joue, qui a particulièrement retenu

l'attention de l'Institut de Recherche d'ATD Quart Monde. C'est non pas tant la compétence professionnelle des animateurs de cours que leur conviction que les participants peuvent avancer rapidement. En étudiant l'évolution de l'attitude et des capacités des parents en matière de soins et d'éducation de leurs enfants en bas âge, l'Institut constate que ces parents avancent, acquièrent plus rapidement des aptitudes, à mesure qu'ils ont affaire à une équipe elle-même plus convaincue de leur collaboration. D'après l'expérience étudiée, il ne suffirait pas d'élaborer des programmes à la manière de HUNTER et HARMAN, à partir des réalités vécues et, surtout, des forces d'une communauté. Encore faudrait-il, pour aller vite, rendre une population réellement maîtresse de son programme et en faire assurer le fonctionnement par des animateurs qui croient dans les capacités des intéressés. La seule bienveillance, la patience - toujours de mise - pourraient, à elles seules, ralentir les réussites.

Mais revenons encore à la double idée de créer un plancher en plaçant les efforts d'alphabétisation au niveau le plus bas, tout en tenant compte de ce que vivent les personnes et les familles. Des groupes d'alphabétisation se sont fondés sur cette option, au Canada, et en particulier au Québec. Nous connaissons leurs actions, grâce aux documents publiés par la direction générale de l'éducation des adultes du ministère de l'éducation du Québec (DGEA). En reconnaissant que les groupes les plus défavorisés étaient les moins touchés par les programmes d'éducation officiels, les responsables de ces programmes ont encouragé, dès 1973, la formation d'organismes volontaires qui pourraient être plus proches de ces groupes là. En 1982, la DGEA publiait, sous la direction de Jean Paul HAUTECOEUR, un document "Pratiques d'alphabétisation", dans lequel 7 actions d'alphabétisation étaient présentées. Ces actions se situent dans des zones ou des quartiers défavorisés, aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain. Il n'est pas facile de savoir si les habitants les plus pauvres y sont effectivement touchés. Pour le moins, sent-on, à travers ces descriptions, un grand souci d'accueil et d'écoute, un souci de connaître la vie des personnes touchées par l'illettrisme, pour

pouvoir mieux répondre à leurs désirs. Ces actions d'alphabétisation regroupent en général une dizaine ou une vingtaine de personnes. Nous avons d'ailleurs cité, dans le cours de ce document, des témoignages de l'une ou l'autre d'entre elles. Beaucoup parlent de leurs échecs précédents, que ce soit à l'école ou dans un cours d'alphabétisation. Mais "ici", disent-elles, "on n'est pas gêné".

Il reste à signaler que si les auteurs de ces projets expriment une volonté certaine d'atteindre les plus pauvres et que si leurs efforts en atteignent sans doute effectivement, nous ne pouvons pas mesurer le degré de leur réussite. Il faut se poser la question pour trois raisons. Dans la formation des alphabétiseurs, il n'est pas question d'une initiation à la réalité vécue des plus pauvres de leur ville, ni à d'éventuelles difficultés de communication. Les projets eux-mêmes ne se situent pas nécessairement dans les rues où vit la population la plus défavorisée et les programmes n'ont pas été élaborés à sa demande ni avec elle. L'observateur rigoureux est obligé d'en savoir plus sur les participants, pour mesurer les effets de ces facteurs en principe quelque peu défavorables à l'atteinte de l'objectif : alphabétiser les plus pauvres.

Nous avons choisi de citer, ici, ces expériences québécoises, parce qu'elles semblent correspondre à une approche de l'alphabétisation qui a été très présente lors de la Conférence organisée par le Conseil International de l'Education des Adultes, à Paris, en novembre 1982. Cette Conférence, à laquelle l'Unesco avait apporté son soutien, accueillant la séance d'ouverture, a sans doute traduit les opinions contemporaines les plus courantes en matière d'éducation des adultes. Or, il est à noter, tout d'abord, que l'alphabétisation des adultes dans les pays développés y fut accepté comme un sujet digne d'attention. Dans le groupe de travail constitué à cet effet (il traitait, il est vrai, de l'alphabétisation dans tous les continents), tous les participants des pays développés furent d'accord pour dire

- . que les actions d'alphabétisation dans leur pays devaient être soutenues par une volonté politique claire en faveur des

populations les plus défavorisées

et

qu'elles devaient être menées concrètement par de petits groupes qui pouvaient mieux s'adapter aux demandes des communautés concernées.

Notons, pour acquis de conscience, que le Mouvement ATD Quart Monde, présent à la manifestation, a eu sa part dans l'élaboration de ces lignes de conduite. Elles expriment, en partie, ses propres convictions.

L'apprentissage de la lecture, la rencontre d'un milieu pauvre et du monde environnant : l'exemple britannique.

Reprenons maintenant l'idée qu'il ne suffit pas, pour être efficace en milieux très pauvres, que l'action se développe selon leurs désirs et leurs réalités quotidiennes. Encore faut-il, comme l'admet le Conseil International de l'éducation des Adultes, qu'elle s'appuie sur une volonté politique claire, c'est-à-dire proclamée publiquement.

Les discussions menées au cours de la conférence citée plus haut se sont référées à une double exigence à ce sujet. D'une part, l'alphabétisation doit aider les intéressés à faire éclater le milieu dans lequel ils se trouvent comme enfermés en s'ouvrant sur le monde. D'autre part, ce monde vers lequel ils doivent pouvoir se diriger doit être mobilisé pour les recevoir et même, participer à la rencontre en allant au devant de ceux qu'il avait exclus. C'est du mouvement d'une Nation acceptant de reconnaître ceux qu'elle avait rejetés, qu'il s'agissait. Seuls, les groupes d'alphabétisation pourraient sans doute apprendre à lire et à écrire à ceux qui le désirent. Mais seuls, ils ne pourront pas, au-delà du seul apprentissage ouvrir aux plus pauvres les portes du monde environnant où exercer les nouvelles capacités acquises. Seuls, ils n'auront pas d'impact

ni sur l'école, ni sur le marché de l'emploi, ni sur le monde associatif ou sur les participants reconnus de la vie syndicale et politique. Plutôt que de faire progresser un milieu, on aurait ajouté à ses frustrations en lui donnant des aptitudes qu'il ne pourrait pas faire valoir dans une société environnante dont l'opinion défavorable resterait inébranlée.

Au niveau de la mobilisation nationale, c'est sans doute la campagne britannique d'alphabétisation qui peut nous apporter le plus d'enseignement. Cette campagne a été lancée par le gouvernement britannique, en 1975, sous l'impulsion, nous l'avons dit, d'une association, la British Association of Settlement. Celle-ci avait avancé en 1974 le chiffre de 2 millions d'analphabètes. Pendant les trois premières années de la campagne, 150.000 personnes qui éprouvaient des difficultés pour lire et pour écrire ont pu trouver, à cette occasion, l'aide qu'elles recherchaient. Ce nombre n'est peut-être pas très important en regard du chiffre de 2 millions qui avait été avancé et nous ne savons pas qui étaient ces 150.000 personnes. Étaient-ce les plus pauvres, des immigrés, des ouvriers ? Mais ce qui importe, dans cette entreprise, c'est que pendant ces trois années, 65.000 volontaires se sont proposés pour aider leurs concitoyens à surmonter leurs difficultés.

Ce recrutement de volontaires a été dû, en grande partie à l'action de la BBC qui, dès 1975, produisait une série d'émissions télévisées et une série d'émissions radio pour sensibiliser l'opinion publique britannique au problème de l'illettrisme. En l'abordant à la télévision, en incitant les personnes touchées par l'illettrisme et les volontaires à travailler ensemble, chez les uns ou chez les autres, les responsables de la campagne ont concrètement cherché à casser l'enfermement des pauvres.

A l'heure actuelle, la campagne britannique se poursuit ; depuis 1980, elle a étendu son domaine d'action en ne se cantonnant plus seulement aux actions d'apprentissage de la lecture et de l'écriture mais en s'ouvrant plus largement sur le domaine de la formation professionnelle. On pourrait voir dans cette ouverture un danger pour les personnes les plus défavo-

risées, car on ne sait pas si elles pourront s'intégrer dans cette nouvelle forme d'éducation des adultes qui nécessite parfois plus d'instruction préalable. Nous avons vu l'éducation des femmes, aux Pays-Bas, s'éloigner des couches de population les plus modestes, à mesure que les programmes d'éducation, eux, devenaient plus ambitieux. Mais on peut voir, aussi, dans le glissement britannique vers une formation plus poussée, un espoir pour les familles du Quart Monde. Car elles demandent, avant tout, du travail et un métier.

Instruction et sécurité de l'emploi

L'expérience britannique nous rappelle que l'une et l'autre doivent être liées. C'est, à l'évidence, la leçon qu'ont tirée nos amis d'Outre-Manche. Elle confirme dans une certaine mesure cette réalité qu'a découverte l'ATD Quart Monde par d'autres chemins. Celle que pour se lancer dans des entreprises inédites dans son milieu d'origine, un adulte doit avoir un minimum d'assurance de soi et qu'en milieu pauvre en Occident, cette assurance est tirée, essentiellement de l'emploi, en ce qui concerne les hommes.

Il faut, en effet, prendre ici en compte la différence de situation des deux sexes. Dans un milieu frappé de sous-emploi et de chômage chronique, l'homme est dépouillé de tous ses rôles à la fois. Sans travail, il ne peut pas être un époux prévoyant, un père protecteur, pourvoyant aux besoins de sa famille. Pour la mère, il reste toujours un peu plus de gestes à faire, sur lesquels appuyer son rôle d'épouse et de mère, même si, pour elle aussi, il est difficile de se constituer une personnalité respectable et efficace. L'humiliation frappe les hommes plus que les femmes. Il faut en tenir compte, y parer, dans tout programme d'action. Voici que nous lisons, à ce sujet, dans une étude qui ne concerne pas l'alphabétisation des adultes, mais leur initiation à l'éducation moderne des enfants en bas âge (*). L'auteur

(*) Alwine de Vos van Steenwijk, "Il fera beau...", Editions Science et Services, 1977.

y signale que les pères dans des cités sous-prolétariennes françaises se montrent beaucoup plus réservés à participer à cette éducation que ne le font, à l'heure qu'il est, des pères de milieux d'intellectuels.

"Peut-on faire plus ? Le travailleur sous-prolétaire a d'autres problèmes à régler d'abord : celui du travail, le sien et celui de ses fils ; celui de la formation professionnelle. Lui proposer des rôles d'appoint, tant qu'il n'a pas pu maîtriser ceux qui lui incombent au premier chef, c'est risquer de l'humilier. Quand sa situation professionnelle est reconnaissable et reconnue parce qu'il travaille, qu'il est en chômage secouru ou reconnu comme malade ou invalide, rien n'empêche une prise de responsabilité même inhabituelle à l'égard de l'éducation des petits enfants. Tant que la situation professionnelle paraît équivoque, participer au programme préscolaire peut être une façon de souligner la condition indigne. Incapable de ramener une paie, le voilà qui s'occupe à jouer un rôle de femme... Si les responsables des classes n'ont peut-être pas toujours fait la différence, les hommes, eux, semblent ne pas l'oublier."

"Les possibilités de participation des pères eussent peut-être été plus grandes, s'il eut existé un groupe de parents décidés à revendiquer des droits pour leurs enfants. Encore, les pères ont-ils trop de bon sens pour ne pas savoir qu'on ne revendique pas grand-chose en ce monde, quand on ne travaille pas. "Nous, on n'a qu'à la fermer, puisqu'on n'a pas de boulot". "

"Tout compte fait, le programme pré-scolaire a sans doute fait preuve de sagesse en n'insistant pas trop sur la participation des pères. Et ceux-ci ont fait preuve de leur sens de l'honneur, en ne faisant pas ce qui pouvait les rabaisser au regard du milieu comme à leurs propres yeux. En ce qui concerne les pères, la pré-école a changé l'univers des enfants en leur proposant des décisions libres importantes : l'enfant ira-t-il, oui ou non, à la pré-école,

"en classe de neige... Ce n'est pas tous les jours que l'autonomie parentale est ainsi reconnue et, pour l'enfant, le monde n'est pas le même, selon que son père est, oui ou non, un homme libre."

Il s'agit, ici, de l'enseignement tiré d'un autre type d'éducation des adultes. Il nous paraît pourtant valoir, aussi, pour toute entreprise d'alphabétisation et d'instruction de base. Là, on ne peut évidemment pas mettre la charrue devant les boeufs ; il faut bien que, pour obtenir un emploi convenable on acquiert, d'abord, la maîtrise de la lecture et de l'écriture et des éléments de connaissance de base. Pour le moins, les intéressés doivent-ils savoir que l'acquisition d'un métier et, donc, les chances d'obtenir un emploi font partie du programme. C'est ce que semblent penser les auteurs du programme britannique.

o
o o

Nous n'en dirons pas plus sur les actions menées en guise de combat contre l'illettrisme. Il resterait à en analyser un plus grand nombre, en Allemagne Fédérale, en Irlande, aux Pays-Bas et ailleurs. Il resterait à regarder de beaucoup plus près la conception de base, le contenu et la méthode, le mode de recrutement, les effets obtenus et la durée dans le temps de ces projets. Les alphabétisés, les instruits, le demeurent-ils et à l'appui de quels moyens concrets ?

Mais tout cela relève d'une autre investigation qui serait à entamer maintenant. Pour l'heure, les considérations que nous avons pu rassembler, en ces pages, nous conduisent, malgré tout, à ébaucher quelques propositions concrètes.

LES CONDITIONS INTERNATIONALES FAVORISANT DES MESURES ADEQUATES
DANS LES PAYS DEVELOPPES.

PAIX ET PARTICIPATION, DEMANDES EXPLICITES DE CEUX QUI ATTENDENT
DE S'INSTRUIRE.

A la fin de l'introduction de cette étude, nous disions qu'il était toujours difficile de parler au nom d'autres personnes : quiconque, même bien informé des problèmes que posent la pauvreté et l'illettrisme, n'est pas toujours qualifié pour formuler ce que désirent les personnes qui en souffrent. C'est pourtant de ce qu'elles désirent qu'il est question, quand on envisage de les placer au centre du développement. Ce sont leurs pensées et leurs aspirations qui compteront, plus que l'avis d'un quelconque expert et l'efficacité même des projets proposés dépend d'ailleurs - nous l'avons dit - de la mesure dans laquelle les populations intéressées ont pu en dicter la conception. Les auteurs de ces pages tenaient à souligner cela et cette remarque servira aussi à expliquer le caractère pour l'instant très général des propositions qui vont suivre. Seront énoncées seulement quelques lignes de conduite dont nous pouvons être certains qu'elles répondent aux attentes des familles les plus défavorisées touchées par l'illettrisme tant elles ont été exprimées avec persistance par ces familles dans au moins 8 pays industrialisés.

Nous allons formuler d'emblée deux de ces attentes. Elles peuvent paraître banales et ne le sont pourtant pas. Nous croyons ne pas trahir la pensée des familles du Quart Monde en affirmant qu'elles souhaitent avant tout deux choses : pouvoir vivre en paix et pouvoir briser l'enfermement dans lequel est tenu leur milieu. "A quoi ça sert de vouloir forcer la porte?" nous demandait un jour une mère de famille belge "si ce n'est pas de bon coeur qu'on nous attend, à quoi ça sert ?" Etrange lucidité politique que l'on retrouve dans toutes les zones de grande pauvreté en Europe occi-

dentale. "On n'y arrivera que si tous les hommes se tendent la main" disait encore un père de famille néerlandais. Ce n'est pas là une absence de conscience politique comme l'ont prétendu certains sociologues et travailleurs sociaux fréquentant à l'époque le quartier très pauvre où habitait cet homme. Celui-ci faisait preuve au contraire d'une conscience politique et historique aigüe.

La paix, un bien en soi, et la paix, condition d'un bon apprentissage : c'est dire le climat dans lequel, d'après les intéressés, devraient se dérouler les programmes d'instruction de base. Il n'est peut-être pas banal ni inutile non plus qu'eux-mêmes nous rappellent en plus que la finalité de ces programmes doit être de pouvoir briser l'enfermement dans lequel ils vivent. Quand on dit qu'il faut partir de la réalité vécue, sans doute les plus pauvres ont-ils raison d'insister pour ne pas y être enfermés. Avertissement qui a sa valeur quand on songe aux divers programmes d'éducation populaire ou d'éducation des femmes où l'on s'attache si solidement au "vécu" qu'il ne semble guère rester de temps pour le dépasser et pour s'ouvrir à ce qui se passe en d'autres sphères du monde.

"Sortez-les, sortez-les pour l'amour du ciel", nous répétaient inlassablement les parents d'adolescents turbulents, entassés dans une petite cité de baraquements aux portes de Paris. Ce n'était pas pour se débarrasser de leurs jeunes mais nous disaient-ils : "Comme cela ils apprendront à vivre comme tout le monde". C'est bien vivre comme tout le monde et avec

tout le monde que veulent les habitants des zones de pauvreté en Occident. Paix et participation est en quelque sorte la devise qu'ils ne cessent de nous dicter.

A partir de cette double demande, que peut entreprendre l'Unesco en soutien de ce que doivent pouvoir envisager les gouvernements des pays industrialisés ?

L'Unesco face à l'illettrisme dans les pays développés: assumer un rôle de porte parole permanent.

Si les familles les plus défavorisées touchées par l'illettrisme demandent de pouvoir vivre en paix et de pouvoir sortir de l'enfermement dans lequel elles vivent, l'Unesco sait bien qu'elles ne pourront être entendues que si les gouvernements des pays développés concernés acceptent de s'investir dans des actions. Ces gouvernements ont bien de quoi remédier au fléau de l'illettrisme si l'on s'en réfère aux moyens matériels mais l'histoire montre bien qu'il leur manque souvent une opinion internationale (nous dirions volontiers, la conscience internationale) qui les encourage sans arrêt à prendre les mesures nécessaires. Cet encouragement de la communauté internationale, nous serions tentés de dire que les gouvernements y ont droit. Ils n'ont pas maintenu l'illettrisme volontairement, leurs nations toutes entières en furent longtemps inconscientes. Le réveil n'est pas agréable surtout à un moment où tout semble tourner au pire dans la vie économique avec les problèmes du chômage et de l'insécurité générale. Les gouvernements doivent trouver un climat international où ils se sentent encouragés et non pas culpabilisés. L'Unesco peut beaucoup pour créer ce climat.

Elle le peut en particulier en continuant à faire entendre ce que les familles les plus pauvres touchées par l'illettrisme ont à nous dire et en se faisant le porte parole de leurs espoirs. Nous écrivons "en continuant à faire entendre ce que les familles les plus pauvres ont à nous dire" parce que l'Unesco joue ce rôle depuis plusieurs années ; son parti-pris pour les plus pauvres n'est pas récent et elle ne cesse de consolider ses efforts en

leur faveur, de les étendre et d'en affiner le contenu. Son histoire - le dit-on assez souvent ? - fait partie de l'histoire des pauvres de notre temps et cela il faut le souligner afin que cette histoire soit correctement connue.

Déjà en 1975 on notait dans la Déclaration de Persépolis (*) :

"Il existe même une tendance à la désalphabétisation dans les pays industrialisés" mais ce fut surtout à partir de l'Année Internationale de l'Enfant que l'on a pu reconnaître publiquement dans une salle de conférence l'existence de l'illettrisme dans les pays développés (**). Aujourd'hui, à force d'une avancée patiente nous sommes en présence d'un projet de plan à moyen terme 1984-1989 où l'on peut lire en toutes lettres :

"Dans nombre de pays industrialisés où la scolarisation primaire est universelle, on voit se développer un analphabétisme qui atteint (selon les définitions et selon les méthodes d'éducation adoptées) de 2 à 10% de la population adulte" (paragraphe 2006).

Si ce projet reconnaît l'existence de l'analphabétisme dans les pays développés, il reconnaît également l'existence de la misère dans ces pays :

"La prospérité de bien des pays industrialisés n'exclue pas une distribution inégale des revenus et certaines couches de population y mènent une existence difficile et parfois même précaire" (paragraphe 19).

Le lien entre ces deux réalités illettrisme et pauvreté n'est peut-être pas mis en avant de manière explicite pour les pays développés dans ce projet de plan, mais l'Unesco écrit à ce sujet à propos des pays en développement :

"Les jeunes non scolarisés, les adultes analphabètes et les jeunes qui quittent trop tôt l'école sans qualification aucune appartiennent en général aux mêmes milieux défavorisés (...) Beaucoup

(*) Symposium international pour l'alphabétisation organisé à Persépolis en septembre 1975 avec le concours de l'Unesco

(**) Voir entre autres les travaux du "Congrès international de l'enfant du Quart Monde", organisé par l'ATD Quart Monde sous les auspices de la commission nationale française pour l'Unesco avec la collaboration de diverses divisions de l'Unesco, en octobre 1979

"d'entre eux naissent, grandissent et meurent dans un environnement "de pauvreté." (paragraphe 25).

A la lumière de tout ce que nous ont appris les familles du Quart Monde touchées par l'illettrisme, nous pouvons nous rendre compte que ces phrases décrivent bien également la vie des personnes touchées par l'illettrisme dans les pays développés.

En permettant ainsi que la vie des familles les plus défavorisées touchées par l'illettrisme soit mieux connue, en brisant l'anonymat qui se trouve derrière le mot "illettrisme" l'Unesco donne à la communauté internationale des éléments qui lui permettent de mieux lutter contre l'illettrisme dans les pays développés. Cela d'autant plus que l'Unesco mène cette action dans le respect des gouvernements, dans cet esprit de recherche du consensus auquel elle est particulièrement attachée. Les plus pauvres lui en sont d'ailleurs particulièrement reconnaissants car ils savent, par expérience de vie ancestrale que seul le consensus peut leur apporter le progrès. Pour le Quart Monde ce n'est pas un idéal seulement, c'est une nécessité de vie.

En permettant aux familles les plus défavorisée de dire leurs espoirs, en soutenant des actions-pilotes menées dans le cadre de la lutte contre l'illettrisme dans les pays développés, l'Unesco aide à clarifier une question qui est difficile. En menant cette action dans le contexte de paix que nous évoquions tout à l'heure, elle contribue à créer ce climat dans lequel les gouvernements peuvent trouver un soutien à l'action qu'ils mènent ou qu'ils mèneront dans le cadre de la lutte contre l'illettrisme à l'intérieur de leur propre pays.

o

o

o

LES GOUVERNEMENTS FACE AUX ILLETTRES : INVESTIR LE TERRAIN

En demandant aux gouvernements des pays développés "d'investir le terrain" dans la lutte qu'ils mènent ou qu'ils mèneront contre l'illettrisme dans leur pays nous leur demandons surtout de donner dans leur action la priorité à des gestes concrets plutôt qu'à des études. Les études et les recherches, nous l'avons vu, ont beaucoup de mal à s'adresser réellement aux populations les plus défavorisées et lorsqu'elles le font elles risquent souvent d'ériger de nouvelles barrières entre les autorités publiques nationales et les citoyens les plus défavorisés de ces pays en faisant renaître l'humiliation dont ces citoyens ont déjà trop souffert, allant ainsi à l'encontre du but recherché.

Mais surtout, les familles du Quart Monde touchées par l'illettrisme ont déjà trop attendu ; elles ont déjà été l'objet de trop d'investigations qui n'ont rien changé ou qui ont changé si peu de choses dans leur vie quotidienne que l'on ne peut pas se contenter de lancer de nouvelles études. S'arrêter là reviendrait en fait à oublier toutes les difficultés que connaissent les familles du Quart Monde ; ce serait un peu comme si on ne les respectait pas. Les familles du Quart Monde qui ne maîtrisent pas suffisamment la parole écrite ont le droit de voir se développer des gestes concrets qui seront pour elles les seuls signes porteurs d'espoir et de paix.

Pour définir ces actes concrets, pour mettre sur pied ces programmes d'action, nous voudrions demander aux gouvernements des pays développés de s'appuyer sur les ONG et sur les associations locales qui sont proches de la population la plus défavorisée. Nous avons évoqué à plusieurs reprises au cours de cette étude le problème de la confiance. Les familles du Quart Monde ont souvent vécu un tel passé de misère, leurs espoirs ont été si souvent déçus qu'il leur est parfois difficile de garder confiance dans le monde environnant et de s'ouvrir à lui. Pourtant si ces familles ne participent pas à l'élaboration des programmes qui seront conçus pour qu'elles puissent voir leurs droits respectés, ces programmes risquent encore une fois de ne pas

vraiment les toucher. En partageant leur vie, certaines ONG et certaines associations locales ont pu apprendre à formuler avec les familles du Quart Monde leurs espoirs, que ce soit au niveau d'une cité, d'un quartier ou d'une ville ou au niveau national. Aussi nous demandons aux gouvernements de collaborer activement avec elles.

Cette confiance qui a pu se bâtir entre les familles les plus défavorisées et certaines ONG ou associations locales porte aussi en elle la réponse à la question formulée par le fonctionnaire hollandais qui demandait à l'équipe ATD de Breda, aux Pays-Bas, comment elle parvenait à s'assurer de la participation des familles les plus défavorisées. Il est vrai que ces familles hésitent beaucoup avant de se lancer dans une aventure comme celle que représente un apprentissage de la lecture et de l'écriture mais, malgré cette prudence, elles portent toujours en elles l'espoir d'apprendre et elles sont prêtes à s'investir dans une telle démarche si elles sentent que des personnes sont prêtes à aller avec elles jusqu'au bout de cette aventure sans risquer de les oublier en chemin. Si les actions d'éducation qui sont menées répondent bien à leurs espoirs, les familles les plus défavorisées y participeront et elles feront même plus que cela car elles en assureront le succès au-delà de leur cité, de leur ville, parfois même de leur pays comme ce fut le cas lorsque l'équipe du groupe "Lire et Ecrire" de Bruxelles est allée soutenir celle de Bréda, aux Pays-Bas. Les nouvelles circulent vite à l'intérieur du milieu qui est celui des familles les plus défavorisées surtout quand, comme ce n'est que trop rarement le cas, ce sont des nouvelles d'espoir. Tout un milieu se mobilisera, nous en sommes persuadés, si il accepte de donner sa confiance.

Si les gouvernements peuvent mettre sur pied des actions précises dans le cadre de la lutte contre l'illettrisme qui correspondent aux espoirs et aux possibilités des familles les plus pauvres, nous sommes sûrs qu'elles y participeront mais ces actions n'auront pas seulement une signification pour les familles du Quart Monde. Elles seront également un signe pour l'opinion publique des pays développés. La mère de famille belge en nous disant tout à l'heure : "A quoi ça sert de forcer la porte ? Si ce n'est pas de bon coeur

qu'on nous attend, à quoi ça sert ?" nous rappelait que, pour que les familles du Quart Monde puissent trouver la place qui est la leur dans la vie quotidienne des pays développés, il faut aussi que l'opinion publique de ces pays accepte de les accueillir. Nous avons souvent insisté dans ce document sur le regard de l'opinion publique qui paralyse les enfants à l'école et qui pénalise les adultes dans leur vie quotidienne. En posant des gestes concrets plus peut-être que par des paroles, les gouvernements des pays développés peuvent inciter cette opinion à réfléchir sur cette question. En donnant une large publicité aux actions qu'ils vont mener ils peuvent montrer à leur opinion publique qu'ils croient qu'il est possible de vivre dans leurs pays un véritable partage du savoir et ils peuvent donner à leurs pays l'envie de vivre ce partage.

Ces actes à accomplir, les gouvernements des pays développés les découvriront, nous l'avons dit, chacun dans leur propre pays en collaboration avec les ONG et les associations locales qui sont proches des familles les plus pauvres. Nous voudrions tout de même en citer deux qui pourraient avoir valeur d'exemple :

Dans toutes les communes des pays développés les adultes devraient pouvoir trouver une structure qui leur permette d'acquérir les connaissances de base qu'ils désirent quelquesoit leur niveau et quelquesoit également leur rythme d'acquisition. Cette structure pourrait être officielle ou relever d'une association locale mais le gouvernement du pays concerné devrait la soutenir, montrant ainsi clairement sa volonté de permettre à tous les adultes d'apprendre à lire et à écrire, de permettre à tous d'apprendre un métier. Nous insistons bien ici sur le mot "tous". Des institutions et des structures existent souvent déjà pour le bénéfice de certains adultes. Il ne s'agit pas de remettre en cause ce souci d'améliorer la vie de tout un chacun mais il faut que tous les adultes, et en particulier les plus défavorisés d'entre eux, puissent en profiter également. Trop souvent, les plus pauvres ne profitent pas des structures existantes. La responsabilité des gouvernements serait d'être attentif à ce que tous les adultes sans exception puissent trouver dans ces structures l'aide à laquelle ils ont droit.

La seconde proposition porte sur un enjeu important pour les années 1980 ; en ce moment, dans tous les pays développés, les écoles commencent à être équipées de matériel informatique pour permettre aux enfants et aux jeunes de se familiariser avec un outil d'avenir. Nous voudrions demander aux gouvernements d'en équiper en priorité les sections d'éducation spécialisée et toutes les classes préprofessionnelles. Autant que le fait en lui-même de permettre aux enfants défavorisés qui se trouvent en grande majorité dans ces sections de pouvoir apprendre à maîtriser ces matériels, ce geste montrerait que pour une fois la priorité a bien été donnée à ceux qui en éprouvaient le plus grand besoin. Il montrerait que les gouvernements qui prendraient cette mesure se sont vraiment engagés dans une démarche de partage du savoir en donnant à tous les enfants sans exception les mêmes chances d'avoir un métier, les mêmes chances de comprendre et de maîtriser leur vie quotidienne, aujourd'hui et dans les années à venir.

°
° °

CONCLUSION

A la fin de cette étude comme à son départ se trouvent des hommes, des femmes, des enfants, des familles entières dans toute la réalité de leur existence. Ils portent une lourde charge de peine qu'ils ne peuvent pas faire connaître à leurs concitoyens faute de maîtriser la parole écrite, faute aussi d'oser la demander.

Nous leur avons prêté notre voix bien conscients de ce que pouvait avoir d'inusité de laisser, ainsi, parler des êtres humains dans un document peut être destiné à circuler dans les bureaux d'une institution internationale. Nous en avons pris le risque sachant que dans ces bureaux se tiennent les responsables susceptibles de contribuer à ce que quelque chose change dans la vie des populations privées de la lecture et de l'écriture. A condition d'avoir de celles-ci une image concrète, une silhouette précise en tête, à condition d'avoir entendu ce qu'elles expriment, ces responsables pourront retransmettre à leur tour leurs espoirs. Plus qu'un témoignage, nous avons tenté de faire de cette étude une simple restitution de la réalité vécue en évitant, dans la mesure du possible, les abstractions.

C'était, nous semble-t-il, ce que nous avions de mieux à faire pour qu'un lien réel puisse s'établir entre ceux qui détiennent des responsabilités en matière d'éducation, de science et de culture et ceux que la pauvreté garde enfermés dans l'ignorance.

o

o o

ESTIMATIONS DE L'ANALPHABETISME DANS QUELQUES PAYS

DEVELOPPES (population de 15 ans et plus) en 1980.

PAYS	Nombre total (milliers)	% total	% H	% F
PORTUGAL	1433,3	19,7	14,7	24,0
AFR. du SUD	3208,7	18,8	18,8	18,8
MALTE	49,3	18,6	16,6	20,3
YUGOSLAVIE	2223,9	13,2	6,6	19,4
GRECE	844,7	11,7	6,0	17,1
ESPAGNE	1890,0	6,8	4,1	9,3
ISRAEL	175,1	6,7	4,5	8,8
BULGARIE	385,9	5,5	3,8	7,2
ITALIE	2031,4	4,6	3,6	5,4

Source : Estimations pour 1980, Office des Statistiques, Unesco, 5 juillet 1982

Ces estimations sont basées sur les recensements les plus récents. Les pays développés qui ne figurent pas dans ce tableau auraient un taux d'analphabétisme inférieur à 4 %, généralement compris entre 1 et 1,5 %.

BIBLIOGRAPHIE

Nous donnons ici la liste des principaux ouvrages qui nous ont aidés à rédiger cette étude :

ATD Quart Monde

Enfants de ce temps - Livre Blanc des Enfants du Quart Monde
Editions Science et Service - Pierrelaye, 1979

BAS (British Association of Settlement)

A right to read - Action for a Liberate Britain
BAS - London, 1974

BOURDIEU Pierre et PASSERON Jean-Claude

La reproduction, élément pour une théorie du système d'enseignement
Les Editions de Minuit - Paris, 1970

BRITAIN GOVERNMENT (H.M.S.O.)

A language for life (rapport "BULLOCK")
HMSO - London, 1975

BRON Jean

Histoire du Mouvement ouvrier français
Les Editions Ouvrières - Paris, 1970

CHANCY Adeline

L'analphabétisme chez les femmes immigrantes haïtiennes
Alpha 82 - Publié par la direction générale de l'éducation des adultes (DGEA) du ministère de l'éducation du Québec sous la direction de Jean-Paul HAUTECOEUR - Québec, 1982

EK Margaretha

Les adultes analphabètes en Suède
Discussion sur l'alphabetisation, Tome II, Numéro 4
IIMAD - Téhéran, 1971

FISHER E.A.

L'analphabétisme dans son contexte
Perspectives, Vol XII, Numéro 2, 1982
UNESCO - Paris, 1982

FURET François et OZOUF Jacques

Lire et écrire - L'alphabétisation des français de Calvin à Jules Ferry

Les Editions de Minuit - Paris, 1977

HARGREAVES David

On the Move - The BBC's contribution to the adult literacy campaign in the United Kingdom between 1972 and 1976

BBC Education - London, 1977

HUNTER Carmen et HARMAN David

Adult Illiteracy in the United States

Fondation Ford - New-York, 1979

JONES H.A. et CHARNLEY A.H.

Literacy and adult education - The U.K. experience literacy discussion

IIMAD - Téhéran, 1979

LABBENS Jean

Le Quart Monde : la condition sous-prolétarienne

Editions Science et Service - Pierrelaye, 1969

Sociologie de la pauvreté - Le Tiers Monde et le Quart Monde

Idées/Gallimard - Paris, 1978

LANDY-TOLWINSKA Joanna

Les anciens participants aux cours d'alphabétisation (Pologne)
Discussion sur l'alphabétisation, Volume I, Numéro 3

IIMAD - Téhéran, 1970

PARLEMENT EUROPEEN

Rapport sur la lutte contre l'analphabétisme présenté par
Madame P.J. VIEHOFF - Document I-88/82

Bruxelles, 1982

RFA (ministère de l'éducation)

Über analphabetismus in der Bundesrepublik Deutschland

BMBW - Bonn, 1981

QUEBEC (Gouvernement)

Pratiques d'alphabétisation - sous la direction de Jean-Paul
HAUTECOEUR

DGEA - Québec, 1982

UNESCO

Projet de plan à moyen terme (1984-1989) - Document 4XC/4
UNESCO - Paris, 1982

de VOS van STEENWIJK Alwine

Il fera beau... le jour où le Sous-prolétariat sera entendu
Editions Science et Service - Pierrelaye, 1977

de VOS van STEENWIJK Alwine et WRESINSKI Joseph

Pologne, que deviennent tes sous-prolétaires ?
Editions Science et Service - Pierrelaye, 1981